

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	59	21

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Direction des
Finances - Débat d'Orientation Budgétaire
de l'année 2021

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.017

Date de la convocation :

Le 16/02/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 3 MARS 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 MARS 2021**

Pour le Président,
La Directrice des Affaires Générales, du
Juridique et du Contentieux



Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 février 2021

L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Xavier WIJK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Elisabeth DEBORDE à Joseph CESARO, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO

ABSENTS :

Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Céline LAMBIN, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Vu les articles L.5211-36 et L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016,

Vu l'article 107 de la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la Délibération n°CC.2020.191 approuvée par le Conseil Communautaire en date du 05 octobre 2020 relative au Rapport Annuel sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes,

L'article L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant à l'article L. 2312-1 prévoit que dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat (« DOB ») peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais et représente un stade préliminaire à la procédure budgétaire dont il constitue un élément substantiel.

La Loi du n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que le DOB s'effectue sur la base d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année (« ROB »), élaboré par le Président sur les engagements budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette ainsi que la structure et l'évolution des dépenses de personnel.

Le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 est venu préciser le contenu de ce rapport, et le II de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques pour l'année 2020 pose que :

« À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. ».

Le Débat d'Orientations Budgétaires fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Selon l'article 107 de la Loi dite « NOTRe », ce rapport et ses annexes seront transmis aux Communes membres de la CASA qui devront le communiquer aux conseillers.

De plus, le Débat d'Orientation Budgétaire s'accompagne d'obligations complémentaires à savoir :

- la présentation d'un Rapport sur la situation en matière de développement durable, conformément au Décret n°2010-788 du 12 juillet 2010 applicable aux Communes et EPCI de plus de 50 000 habitants ; ce Rapport a été présenté par ailleurs au Conseil Communautaire, lors de la présente séance, en vue de sa prise d'acte ;

- la présentation d'un Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, conformément au Décret n°2015-761 du 24 juin 2015 applicable aux Communes et EPCI de plus de 20 000 habitants. Ce Rapport au titre de l'année 2019 a fait l'objet d'une prise d'acte, par le Conseil Communautaire, par voie de la délibération n°CC.2020.191 votée en date du 05 octobre 2020.

Aussi, il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir prendre acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2021, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2021, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 février 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2021

Rapport sur les Orientations Budgétaires

SOMMAIRE

I- Introduction

II- Contexte économique et politique

II.1- Economie

II.1.1- Contexte économique

II.1.2- Contexte financier

II.2- Finances publiques

II.3- Contexte institutionnel

II.3.1- Transferts de compétences

II.3.2- Impact de la crise sanitaire sur la CASA en 2020

III- Orientations Budgétaires

III.1- Budget Principal

III.1.1- Analyse rétrospective (2017-2020)

III.1.2- Eléments prospectifs

III.2- Régies à autonomie financière et Budgets Annexes

III.2.1- Régie à autonomie des Transports « Envibus »

III.2.2- Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes »

III.2.3- Budget Annexe des Pépinières

III.2.4- Régie à Autonomie Financière de l'« Office de Tourisme Intercommunal »

III.2.5- Budget Annexe « GeMAPI »

III.2.6- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

III.2.7- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Eau »

III.2.8- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Assainissement »

III.3- Données consolidées et de synthèse

III.3.1- Indicateurs financiers du Budget Général et des Budgets Autonomes et Annexes

III.3.2- Illustration des projets par compétence

IV- Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

I- Introduction

La Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République prévoit l'organisation et la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités locales (Articles L.2312-1 et L.52611-36 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ce débat doit s'appuyer sur une note explicative de synthèse comprenant les informations sur la situation financière de la collectivité, les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement et sur l'évolution envisagée des taux d'imposition.

La Loi dite « NOTRe » du 7 août 2015 et le Décret n°2016-841 sont venus compléter et définir le contenu des informations du DOB qui s'appuie sur un rapport joint à une délibération.

Enfin, le II de l'Article 13 de la Loi de programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 ajoute que les Collectivités et EPCI doivent, à l'occasion du DOB, présenter leurs objectifs en matière d'évolution des dépenses réelle de fonctionnement et d'évolution du besoin de financement annuel correspondant aux emprunts nouveaux minorés des remboursements de dette.

Aussi, le rapport qui suit présente le contexte économique et politique (II), les orientations financières de la CASA pour l'année 2020 (III), et notamment leur déclinaison par compétence, ainsi qu'une Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel (IV).

Ces éléments serviront de base à l'élaboration du Budget Primitif de l'exercice 2021.

II- Contexte économique et politique

Depuis sa première apparition en Chine en décembre 2019, le virus de la Covid-19 bouleverse la planète. Cette maladie infectieuse, qualifiée de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé, a des répercussions profondes sur la santé des populations, l'économie, les industries et les transports mondiaux. Elle a ainsi provoqué la plus grave crise économique qu'ait traversé l'économie planétaire depuis, au moins, la Seconde Guerre mondiale.

Analysée au niveau national, elle représente « la plus grande crise sanitaire qu'ait connu la France depuis un siècle » selon le Président de la République, qui, à l'image de la plupart des pays, a dû instaurer un confinement à partir du 17 mars 2020. Les conséquences sont importantes pour tous les secteurs, notamment l'économie et les Collectivités Locales, qui seront durablement marquées par cette épidémie.

II.1- Economie et finances publiques

II.1.1- Contexte économique

II.1.1.1- A l'échelle mondiale

La plupart des instituts de prévisions économiques anticipaient une poursuite de la décélération de la croissance mondiale en **2020**. Mais la crise sanitaire de la Covid-19 a conduit à une crise économique nettement plus grave. Ainsi, le Fonds Monétaire International (FMI) projette une contraction mondiale de 4,4 % en 2020, un chiffre toutefois moins sévère que dans ses prévisions de juin (-5,2%).

De son côté, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) a légèrement corrigé son estimation pour 2020, à la hausse : le PIB mondial devrait finalement se contracter de 4,2%, contre -4,5 % prévus lors de ses précédentes prévisions de septembre.

Une des caractéristiques principales de la crise économique actuelle est de concerner la quasi-totalité des pays. La Chine est la seule économie majeure à avoir préservé une croissance positive en 2020 (+2,3%, soit le niveau le plus faible depuis 1976) selon les statistiques dévoilées par l'institut national des statistiques. Cependant, la croissance y est toujours déséquilibrée, car la reprise est impulsée par le soutien public, posant la question de sa durabilité.

La zone géographique la plus touchée est l'Amérique Latine / Caraïbes dont la perte de richesses cumulées en 2020 et 2021 devrait atteindre 16,5% de son PIB d'avant crise. Touchée de plein fouet par la pandémie de Covid-19, elle se dirige vers d'immenses difficultés économiques.

Les Etats Unis ont limité la récession en 2020 qui serait comprise entre 3,5 et 4,2% (FMI), grâce à un rebond inédit de la croissance au 3^{ème} trimestre (+33,1%) en lien avec les plans de soutien votés au printemps. Celle-ci a toutefois entraîné un triplement temporaire du taux de chômage à 13%, revenu à 7% en fin d'année. Les différents plans publics de soutien à l'économie ont conduit à un déficit public de près de 16% et un endettement représentant désormais plus de 100% du PIB. Le Canada voisin a présente une configuration générale proche.

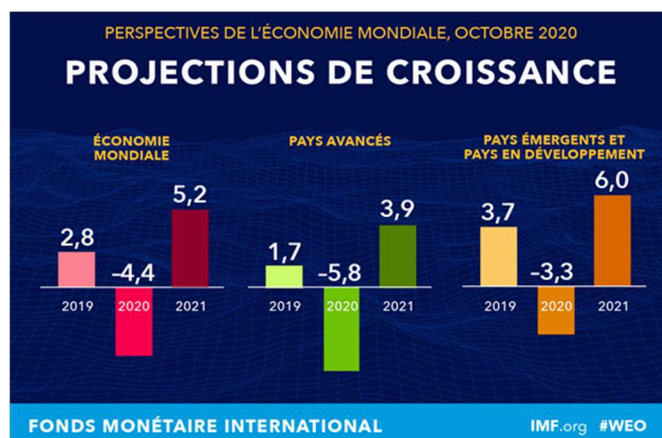
Par ailleurs, le Japon a vu sa richesse nationale chuter de 4,8% en 2020, aggravant la baisse des salaires et laissant apparaître une paupérisation méconnue de la population. Les finances publiques se sont par ailleurs fortement dégradées, amenant la dette publique au niveau sans précédent de 240%.

L'Inde, quant à elle, a connu l'un des confinements les plus stricts au monde qui lui a valu la plus forte contraction de PIB des économies du G20 au 2nd trimestre 2020, amenant à une baisse annuelle de près de 10%. La pandémie exacerbe les vulnérabilités préexistantes liées à la pauvreté, au poids de l'économie informelle, etc.

Les pays en voie de développement sont tous caractérisés par une mise en évidence de la dépendance à la rente pétrolière pour certains, et l'aggravation des inégalités et de la pauvreté pour d'autres.

Bien entendu, les **perspectives en 2021** restent très incertaines. Selon la Banque Mondiale, un scénario pessimiste dans lequel les contaminations continuent d'augmenter et le déploiement d'un vaccin est retardé verrait la croissance mondiale limitée à 1,6%. A l'inverse, un contrôle réussi libèrerait la croissance jusqu'à +5%.

Le FMI table sur une croissance mondiale de l'ordre de 5,2 % en 2021, englobant des situations contrastées :



Par zone géographique, la croissance aux Etats-Unis devrait s'établir à 3,2% en 2021 puis 3,5% en 2022 selon l'OCDE, étant précisé que le plan de soutien portant sur 1 900 milliards de Dollars annoncé par le Président nouvellement élu pourrait l'amplifier. Dans leur sillage, le Canada, après un très fort rebond initial devrait voir sa croissance se limiter à 3,5% en 2021, puis 2% en 2022.

Sur la lancée du second semestre 2020, la Chine pourrait enregistrer un essor de 7,9% selon le FMI, ce qui devrait attirer des capitaux d'investissement importants au risque de renchérir le Yuan et ainsi raviver les tensions commerciales internationales.

Les pays émergents connaîtraient un rebond avoisinant la moitié des pertes enregistrées en 2020.

Au final, selon les prévisions de la Banque Mondiale, la crise sanitaire priverait le PIB mondial de 10 000 milliards, soit 8 200 milliards d'Euros, qui correspondent à 2 années de PIB de l'Allemagne.

II.1.1.2- En Europe et dans la zone euro

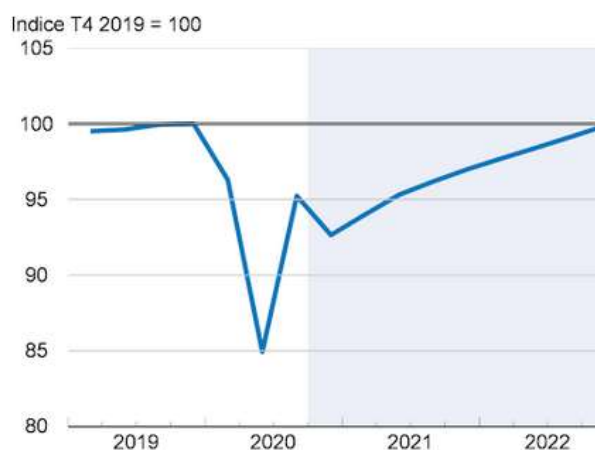
Selon la Banque Mondiale, la croissance économique de la Zone Euro devrait être de 3,6% en 2021 après une chute de 7,4% en 2020, alors que la Banque Centrale Européenne, anticipe un essoufflement du rebond en 2022 à 4,2%.

La consommation et l'investissement privés seront les plus affectés par une incertitude généralisée et une confiance faible. Le chômage devrait augmenter jusqu'à mi-2021, pour ensuite commencer à refluer. Dans ce contexte, l'inflation restera loin de son objectif, au moins jusqu'en 2023.

Par ailleurs, en raison des stimuli budgétaires occasionnant un creusement du déficit public, la dette se maintiendra au-dessus des 100% du PIB.

Devant cette reprise fragile, les autorités monétaires devraient maintenir les taux d'intérêt à un niveau bas, de sorte à ne pas grever le budget des secteurs privés et publics dont l'endettement s'est très nettement accru.

Selon l'OCDE, l'activité en Zone Euro ne devrait retrouver son niveau d'avant-crise que fin 2022 voire en 2023 :



En dehors de la Zone Euro, le cas du Royaume-Uni sera particulièrement suivi, après sa sortie de l'Union Européenne. L'année 2020 s'est soldée par une récession de 9,9%, et pourrait donner lieu à des rebonds modestes de l'ordre de 4,2% en 2021 et 2022, en raison des incertitudes sur les conséquences du Brexit limitant les investissements et ne permettant pas un reflux important du chômage.

Les facteurs de risques au niveau européen seront donc principalement : (i) un rebond insuffisant et saccadé de la croissance, voire un scénario en « double creux », (ii) un accroissement des défaillances

d'entreprises à mesure que les dispositifs publics de soutien seront supprimés, et le maintien du chômage à un niveau élevé (iii) le niveau d'endettement atteint par les secteurs public et privé induisant le risque de renchérissement budgétaire lié à une hausse des taux d'intérêt alors que, parallèlement, certaines bulles spéculatives sur les marchés financiers semblent se former et (iv) un accroissement des inégalités et de la pauvreté.

II.1.1.3- En France

Selon l'INSEE, l'année 2020 sera d'une extrême singularité sur le plan de la conjoncture économique. En effet, si le confinement a mis à l'arrêt des pans entiers de l'économie, les assouplissements des restrictions ont montré des rebonds instantanés de la consommation des ménages.

L'emploi a évidemment souffert de la crise sanitaire : à la fin de l'année 2020, la France compterait près de 600 000 emplois salariés de moins qu'en 2019.

Ces résultats seront fortement conditionnés par l'éventualité d'un « mur de faillites » d'entreprises. En effet, les différents dispositifs de soutien au monde économique assurés par l'Etat et les Collectivités Territoriales (ex : chômage partiel, fonds de solidarité, Prêts Garantis représentant 131 milliards d'Euros, exonérations de charges fiscales, etc.) ont ramené le nombre de défaillances à leur plus bas niveau depuis 30 ans (-38% / 2019), ce qui interroge alors que la crise économique traversée est sans précédent récent. Certains signaux sont inquiétants, comme la proportion de liquidations directes. La question d'une hausse des faillites à mesure que les soutiens à l'économie sont retirés (entreprises « zombies »), se pose, induisant celle de l'impact sur l'emploi. L'assureur-crédit *Euler Hermès* estime respectivement à 50 000 puis 60 000 le nombre potentiel de faillites d'entreprises en 2021 et 2022, auquel serait lié le sort de 180 000 emplois.

Concernant le PIB, l'INSEE indique qu'il a nettement plus baissé que le pouvoir d'achat des ménages, avec un recul confirmé à - 8,3% sur l'année 2020 (contre -7% pour la consommation), ces derniers ayant accru leur épargne de façon considérable.

Pour 2021, l'économie française rebondirait dès le premier semestre, si la crise sanitaire se stabilise : +3% pour le 1^{er} trimestre puis +2% pour le 2nd, sans que le « Brexit » ne constitue un frein important (-0,1%).

II.1.1.4- Périmètre de la CASA et Parc de Sophia Antipolis

Si le contexte économique national est négatif, il semble que la situation dans les Alpes Maritimes, et particulièrement sur le périmètre de la CASA, soit nettement plus favorable. En effet, la baisse du chiffre d'affaires des entreprises du département aurait été 4 fois moindre que celle constatée au niveau national. Dans le détail, l'évolution plusieurs secteurs d'activité, tels que le tertiaire ou l'industrie ont montré des signes de reprise précoce. A l'inverse, les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration sont encore impactés par le faible flux touristique en lien induit par la crise sanitaire.

Le Parc de Sophia Antipolis, quant à lui, montre des signes de reprise. La technopole a démontré en de multiples occasions, par le passé, sa capacité de résilience et de création continue d'emplois. Les entreprises ont su s'adapter en termes d'outils et de stratégie, afin de maintenir l'emploi et de poursuivre leur croissance.

Le développement de la technopole Sophia Antipolis est notamment assuré par des partenariats au sein du Syndicat Mixte Sophia Antipolis (SYMISA) réunissant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, le Département des Alpes Maritimes, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte

d'Azur, la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins.

En dépit de la conjoncture nationale et internationale liée à la crise Covid, Sophia Antipolis a su préserver son modèle de développement et de croissance. Première Technopole d'Europe, Sophia Antipolis compte 2500 entreprises représentant 38 000 emplois, essentiellement dans le secteur du numérique et des hautes technologies (*biotech, fintech, etc.*), secteurs préservés par la crise. Les entreprises à capitaux étrangers représentent plus de 8% de l'ensemble, et un quart des emplois. Par ailleurs la Technopole accueille 5000 étudiants et 4 500 chercheurs.

Témoin de l'attractivité continue de la Technopole, l'année 2020 a vu la finalisation et la mise en œuvre de nombreux chantiers immobiliers tertiaires ou mixtes, afin de répondre à la demande constante des entreprises. Sophia Antipolis a donc pu enregistrer l'implantation et le développement d'entreprises de pointe, avec un véritable enjeu de requalification de bâtiments anciens et la promotion de projets mixtes associant bureaux, *co-working* et *co-living*.

L'obtention du label du « 3IA-Institut Interdisciplinaire d'Intelligence Artificielle » est également un vecteur de développement, faisant de Sophia Antipolis un territoire d'I.A de premier plan pour les entreprises et les chercheurs, au plan national et international.

II.1.2- Contexte financier

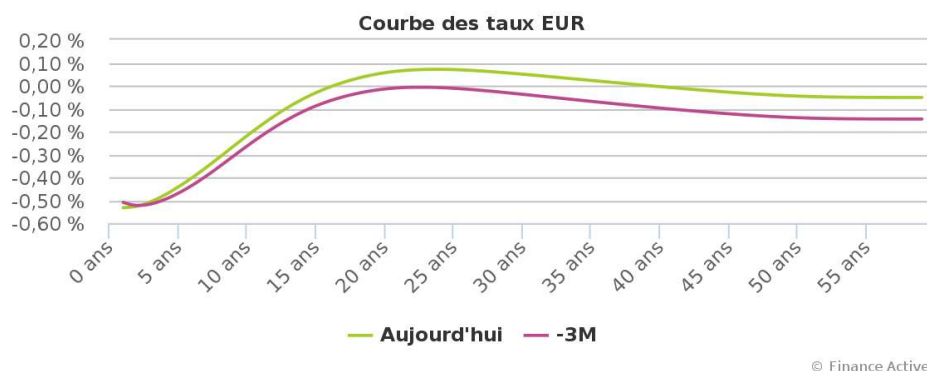
Dans le contexte de la crise sanitaire et économique, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux d'intérêt mais a annoncé qu'elle se préparait à « *utiliser tous les instruments à sa disposition avec l'entière flexibilité dont elle dispose pour faire face aux développements sur le front de la pandémie* », soit accroître la taille de ses programmes de rachat d'actifs et baisser ses taux.

Outre Atlantique, la Fed a également laissé ses taux directeurs inchangés, poursuivant sa politique monétaire volontariste.

Les taux courts se situent en territoire négatif et les anticipations restent baissières jusqu'à la fin de l'année. Les taux longs continuent de se détendre à 10 ans et se stabilisent au-delà, tandis que les anticipations restent négatives à 10 ans pour plusieurs années.

Une remontée momentanée a été observée courant 2020, probablement consécutive à la forte demande de liquidité à court terme captée par le secteur privé (avances de trésorerie, décalage d'échéances, Prêts Garantis par l'Etat), ou encore par un climat d'incertitude incitant les banques à une plus grande prudence.

Ces tensions se sont toutefois résorbées dès l'été au cours duquel les Euribor ont rapidement retrouvé leurs niveaux d'avant crise, et ont même poursuivi leur baisse plus profondément en territoire négatif, atteignant de nouveaux plus bas historiques. A titre d'exemple, l'Euribor 3 mois est passé sous le seuil de -0,50%. Les anticipations de remontée des taux courts ne portent pas sur un horizon immédiat, ce qui pourrait être remis en cause par une résurgence de l'inflation, toutefois peu probable :



L'offre de financements pour le bloc communal est donc abondante et à des conditions très avantageuses, notamment à taux fixe.

II.2- Finances publiques

II.2.1- Situation de l'Etat et des Collectivités Locales

II.2.1.1- Trajectoire des finances nationales

a- Situation en 2020 et perspectives en 2021

L'épidémie de la COVID-19 et la crise sanitaire qui en découle ont considérablement affecté l'économie et amené le gouvernement et les institutions bancaires et statistiques à revoir leurs prévisions au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

Pour 2021, la Loi de Finances table sur une prévision de croissance de +6%, un déficit public à 8,5% du PIB (après 11,3% en 2020) et une dette publique représentant 122,4% du PIB (après 119,8% en 2020).

b- Les mesures d'urgence et le plan de relance

Afin d'accompagner l'ensemble des acteurs économiques dans cette crise sanitaire sans précédent, quatre Lois de Finances Rectificatives pour 2020 se sont succédées pour soutenir dans l'urgence puis relancer l'économie. Parmi les principaux éléments se trouvent :

- Des mesures en faveur de la croissance verte
- Des mesures pour renforcer la compétitivité des entreprises, notamment via la baisse des impôts dits « de production » (pesant sur la masse salariale, l'investissement, le capital productif notamment) qui sont réduits de 10 milliards d'euros à partir du 1^{er} janvier 2021, de façon pérenne (cf.II.2.2 *infra*) et le déploiement de multiples dispositifs d'aide aux entreprises
- Des mesures en faveur de l'emploi, de la cohésion sociale et territoriale et du pouvoir d'achat (dispositif de chômage partiel et d'activité partielle de longue durée, soutien aux jeunes, lutte contre la pauvreté, confirmation de la suppression de la Taxe d'Habitation, etc.)
- Des mesures de soutien aux Collectivités, notamment à travers un mécanisme de sauvegarde des recettes fiscales et domaniales.

II.2.1.2- Situation des Collectivités Locales

a- Situation en 2019 et 2020

L'Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales a émis son rapport annuel le 05 juillet 2020. Il y souligne qu'en 2019, contrairement à 2018, les recettes publiques (+1,2%) augmentent moins vite que les dépenses (+2,6%).

S'agissant du bloc communal, les **dépenses de fonctionnement** ont crû de 1,1% en 2019, arrivant quasiment au même montant qu'en 2014.

Les frais de personnel représentent la plus grande part (50%) et représentent les seules dépenses ayant augmenté de façon relativement régulière depuis 2014 dans le budget de fonctionnement (+1,7% en moyenne par an depuis 2014 et +1,6% en 2019).

Les achats et charges externes (fournitures, achats de prestations de services, charges locatives, entretien de la voirie et des matériels, etc.) représentent quant à elles 25% des dépenses de fonctionnement des collectivités du bloc communal.

Parallèlement, les **recettes de fonctionnement** ont augmenté également en 2019, notamment en raison de la hausse des recettes issues de la fiscalité, qui représentent les 2/3 des recettes de fonctionnement des collectivités du bloc communal.

En matière d'**investissement**, les dépenses suivent un cycle qui est influencé par les échéances électorales. Ainsi, en 2019, les dépenses d'investissement du secteur communal ont augmenté de 13,7%.

L'accélération des dépenses d'investissement en fin de cycle électoral a rendu nécessaire l'accroissement du recours à l'emprunt : + 16,3 % en 2019 pour le bloc communal. Les remboursements de dette ayant évolué plus régulièrement depuis 2014, le stock s'est stabilisé pour la deuxième année consécutive (+ 0,3% en 2019).

Cette stabilisation, couplée à l'augmentation de l'**Epargne Brute**, a permis d'améliorer mécaniquement la capacité de désendettement des Communes et de leurs groupements en 2019 (respectivement 5 et 4,1 ans).

Toutefois, il est à noter que cette amélioration masque des situations contrastées, 10% des Groupements affichant une capacité de désendettement supérieure à 12 ans en 2019.

Sur cette base saine de 2019, l'année 2020 a vu les Collectivités être frappées soudainement et violemment par les conséquences financières de la crise sanitaire qui se feront ressentir sur plusieurs années.

Le rapport de Jean-René Cazeneuve, remis en juillet 2020 au Gouvernement, présente un impact global de 7,2Mds€ (dont 5Mds€ de pertes de recettes et 2,2Mds€ de dépenses supplémentaires) au sortir de la première vague épidémiologique. *France Urbaine*, pour le seul périmètre de ses membres, a chiffré un impact de 3,5Mds€, ce qui entraîne une facture nationale bien plus conséquente que le chiffrage du rapport.

Les Départements ont subi l'envolée des dépenses sociales et en premier lieu celles du Revenu de Solidarité Active tandis que les Régions se sont engagées sur des plans d'aide et de relance du monde économique.

Ces éléments font écho à une étude de la Cour des Comptes sur la situation financière du bloc communal et les incidences de la crise sanitaire publiée en décembre 2020.

Il y est illustré le fait que la crise sanitaire semble avoir peu affecté le niveau des dépenses. En effet, si la fermeture d'équipements a induit une économie de coûts, la mobilisation des Communes et EPCI pour mettre en œuvre des mesures d'accompagnement de leurs tissus économiques et sociaux et des surcoûts en matière de nettoyage, désinfection et acquisition d'équipements de protection individuelle l'ont largement compensée.

Il est également constaté la présence de charges fixes importantes au sujet des équipements publics, insensibles à la déprogrammation d'évènements ou au confinement. De plus, la Cour des Comptes a enregistré une rigidité de la masse salariale (heures supplémentaires non effectuées compensées par l'octroi de « Primes COVID »).

Dans le même temps, le bloc communal s'est très fortement mobilisé pour soutenir le tissu économique et social, au moyen notamment de :

- L'aide directe aux entreprises pour favoriser la reprise des activités, notamment par voie de suspension ou modération de loyers et redevances d'occupation du domaine public
- La réalisation de plans évènementiels pour animer les centres-villes
- Le maintien du financement des structures associatives malgré leur moindre activité
- La contribution à différents fonds départementaux et régionaux d'intervention (prêts et avances de trésorerie)
- Exonération des 2/3 de la Cotisation Foncière des Entreprises due par les contribuables appartenant aux secteurs les plus touchés par la crise sanitaire (art. 3 de la 3^{ème} Loi de Finances Rectificative pour 2020)
- Prise en compte des difficultés rencontrées par les délégataires de services publics.

Selon le rapport de la Cour des Comptes sur la situation financière du bloc communal en 2020, la crise sanitaire a impacté de façon diverse les recettes publiques. En effet, une part de ces dernières, qui correspond aux impôts dits « ménages » s'est montrée peu sensible à la correction du PIB, puisque TH, TFPB, TFPNB et TEOM progresseraient toutes malgré la crise sanitaire.

Par ailleurs, de façon plus étonnante, la CET s'accroîtrait également en 2020, pour chacune de ses composantes (CFE et CVAE). En revanche, les DMTO et la TASCOM connaîtraient des replis marqués. De la même façon, le Versement Mobilité (VM) perçu par les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) a été très impacté par les mesures de chômage partiel accordées aux entreprises qui font échapper une part substantielle de la masse salariale du calcul de la taxe. De façon analogue, la Taxe de Séjour a été fortement touchée par les restrictions appliquées au secteur hôtelier et le sera durablement.

De plus, les Communes touristiques ont été pénalisées par la moindre réalisation des recettes découlant de délégations de services publics de casinos.

En outre, les recettes domaniales et tarifaires ont subi de très fortes baisses à l'occasion de la crise sanitaire, que ce soit le fait de l'annulation d'évènements (ex : déprogrammations en matière culturelle) ou de leur utilisation, par les Collectivités et EPCI, comme un levier d'action pour soutenir le tissu économique local, sous forme de suspensions de loyers notamment.

Les EPCI (a fortiori les syndicats dédiés) ayant la qualité d'AOM tels que la CASA sont exposés à une triple contrainte : baisse significative du VM, chute des recettes tarifaires en lien avec le recul de la fréquentation et ensemble de dépenses engendrées pour assainir et sécuriser le réseau de transports en commun.

Pour autant, l'article 21 de la 3^{ème} Loi de Finances Rectificative pour 2020 a institué, au bénéfice du bloc communal, une clause de sauvegarde de leurs recettes fiscales et domaniales en 2020 qui garantit le maintien d'un panier de recettes au niveau qu'elles avaient atteint pendant la période 2017-2019.

Cependant, pour les Collectivités qui connaissent une croissance démographique, l'augmentation des bases fiscales des taxes « ménages » semble compenser la perte de recettes, ce qui serait le cas de la CASA.

En outre, l'article 10 de la 4^{ème} Loi de Finances Rectificative pour 2020 prévoit le versement d'avances destinées à toutes les AOM (contrairement à la clause de sauvegarde) ayant enregistré des pertes fiscales et tarifaires. Le montant de ces avances est fixé à 1,2 Md d'euros pour Ile-de-France Mobilités et 750 millions d'euros pour les AOM de province. Le remboursement des avances s'échelonne sur 6 à 10 ans et doit débiter un an après que les recettes de VM et de billetterie atteignent le niveau de 2019.

Enfin, la Cour des Comptes semble avoir constaté une faible contraction des participations et subventions reçues par le bloc communal.

La dégradation de l'Epargne Brute anticipée par la Cour des Comptes en 2020 intervient au début d'un nouveau cycle d'investissement du bloc communal et pourrait ainsi peser sur le volume de son programme pour le mandat. En rapprochant ces infos d'une étude portée par *La Banque Postale*, il peut être estimé que les conséquences financières de cette crise sanitaire s'élèvent à 5 % des recettes réelles de fonctionnement, soit un tiers de l'Epargne Brute du bloc communal.

Selon la Cour, cet effet s'ajoute à celui du décalage de la réalisation de recettes d'investissement correspondant notamment à des cessions foncières et immobilières.

Il en résulterait un recours accru d'autant à l'endettement en 2020, favorisé en cela par le faible niveau des taux d'intérêt. De ce fait, la capacité de désendettement du bloc communal se dégraderait mécaniquement.

b- Perspectives pour 2021

Par conséquent, les Collectivités et EPCI devraient voir leurs équilibres financiers affectés par la crise sanitaire : l'Epargne Brute pourrait effectivement être réduite d'environ un tiers en 2021, pour ensuite réaliser un rattrapage de 10% en 2021 et se stabiliser à compter de 2022.

Les EPCI pourraient connaître des pertes de recettes fiscales lors des années 2021 et 2022, alors que les impôts « ménages » ont joué un rôle d'amortisseur en 2020 qui leur a valu de n'être concernés qu'à la marge par la clause de sauvegarde des produits.

Les Collectivités devront donc accomplir un nouvel effort de gestion afin d'absorber un impact très largement supérieur à la Contribution au Redressement des Finances Publiques, qui était de l'ordre de 1 à 2 % des Recettes Réelles de Fonctionnement selon les années.

Cependant, dans le but de soutenir l'investissement public, l'Etat a orienté des crédits du plan de relance vers les collectivités : 1 milliard d'euros pour la « Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) verte et sanitaire » en 2020 et 2021, 300 millions pour la rénovation thermique des bâtiments (délégés aux régions), 900 millions pour le développement des transports en commun (dont 700 réservés pour la région Ile-de-France) et 6,6 milliards d'euros de soutien aux collectivités au titre du volet « cohésion et inclusion des territoires » (comprenant le milliard d'euros de dotations de soutien à l'investissement local supplémentaire).

II.2.2- Projet de Loi de Finances pour l'année 2021 : mesures intéressant les EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique

II.2.2.1- Suppression de la Taxe d'Habitation (TH) : acte II de la réforme

Pour rappel, la Loi de Finances pour 2020 prévoyait la suppression du produit de la TH sur les résidences principales pour le bloc communal, selon les modalités suivantes :

- Suppression de la TH sur les résidences principales pour tous les contribuables à compter de 2023
- Adaptation de la TH entre 2020 et 2023
- Dispositif de compensation pour les collectivités territoriales
- Création de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), qui resteront imposées selon les modalités actuelles
- Maintien de la taxe d'habitation sur les logements vacants
- Adaptation des règles de liens entre les taux
- Adaptation de la taxe « GeMAPI »

La suppression de la TH sur les résidences principales est effective pour 80% des contribuables depuis 2020, selon des conditions de ressources. Les 20% de ménages qui restent aujourd'hui assujettis à cet impôt bénéficieront d'un dégrèvement de 30% en 2021, puis de 65% en 2022, pour ne plus rien payer en 2023. Les Collectivités Locales ont continué de percevoir la TH au titre de l'année 2020, avant de voir un mécanisme de dégrèvement prendre le relais à compter de 2021.

Calendrier de la réforme pour les ménages :



Description du calendrier de la réforme pour les collectivités

	2020	A partir de 2021
Communes	Année de transition servant de référence pour le calcul de la compensation de la TH	Perte de la TH sur les résidences principales
EPCI		Perte de la TFB
Départements	Année de transition servant de référence pour le calcul de la compensation de la TH	Perte de la TFB
		Compensée par la TFB départementale
		Compensée par une fraction de TVA
		Compensée par une fraction de TVA



RECOMMANDATIONS

Sera compensé l'ensemble du panier fiscal de TH soit : le produit de TH 2020 (taux 2017) + moyenne des rôles sup (2018 – 2020) + moyenne des compensations d'exonération (2018 – 2020)

- Commune : En 2021, prévoir un produit de TFB correspondant à l'addition du panier fiscal TH et du montant de TFB 2020 (+revalorisation forfaitaire de 0,5%)
- EPCI : En 2021, prévoir un montant de fraction de TVA = panier fiscal TH 2020

Sources : LFI 2018 & 2020 et Finance Active

Il est à noter que les Collectivités Territoriales perdent, depuis 2020, leur pouvoir de taux sur la TH : ces derniers sont figés à leurs niveaux de 2019, mais cela ne concerne pas la CASA qui a laissé son taux correspondant inchangé.

Concernant la revalorisation des bases fiscales des locaux d'habitation, bien que la TH sur les résidences principales soit supprimée, les bases de THRS seront soumises au coefficient de revalorisation légalement prévu à l'article 1518 du Code Général des Impôts. Ce coefficient est calculé en fonction de l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisée entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.

Au regard de la crise sanitaire liée à la COVID-19, l'inflation est très faible et le coefficient qui sera appliquée en 2021 s'élèvera à 1,002, soit une augmentation des bases de 0,2%, contre 1,2% en 2020.

En compensation de la suppression de la TH, les communes et EPCI percevront respectivement la part départementale de la TFPB et une fraction de TVA. Les Régions devraient bénéficier d'une dotation pour compenser la perte des frais de gestion de la TH. Enfin, les Départements seront compensés du transfert de la TFPB au bloc communal par une fraction de TVA.

La part départementale de la TFPB sera répartie entre les Communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur visant à leur garantir une compensation à l'Euro, neutralisant ainsi les situations de sur ou sous-compensation.

Alors qu'il était initialement prévu dans la Loi de Finances pour 2020 que les EPCI et les Départements bénéficient du dynamisme du produit de TVA perçu l'Etat en N-1 pour la compensation de la perte du produit de TH et de taxe foncière, ce principe serait remis en cause, introduisant par là un risque de désintéresser les Collectivités à l'évolution des bases de l'ex-TH.

II.2.2.2- Suppression de la part de CVAE affectée aux Régions

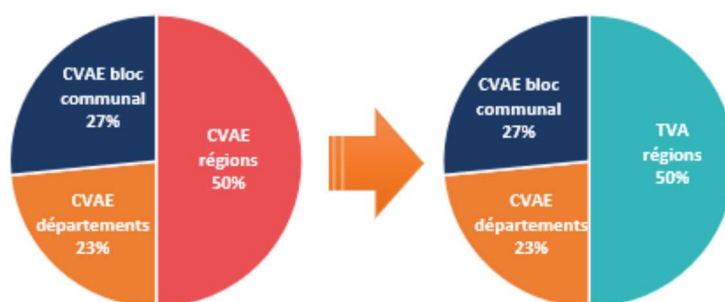
La volonté de l'Etat, au travers de la Loi de Finances pour 2021, est de réduire les impôts économiques acquittés par les entreprises françaises et notamment le secteur de l'industrie qui subit de plein fouet la crise actuelle cumulée à une concurrence mondiale accrue. Il a donc été lancé la réforme des impôts dits « de production » qui constitueraient un frein à la relocalisation d'activités sur le territoire national, au développement d'entreprises, et donc à la reprise de l'activité.

La CVAE représente 25% de ces impôts, avec, en 2019 un produit d'environ 19 milliards d'euros réparti sur les trois échelons de collectivités : Régions (25%), Départements (48,5%) et bloc communal (26,5%).

Pour rappel, l'objectif du Gouvernement est de parvenir à un montant total d'économies de 10 milliards d'euros. Pour ce faire, il est prévu de supprimer la part régionale de la CVAE qui à ce jour représente 7,25 Mds d'euros.

Le but est donc de substituer cette part de CVAE régionale par une ressource dynamique, à savoir la TVA.

Suppression d'une partie de la CVAE pour alléger la fiscalité économique



OBJECTIF :

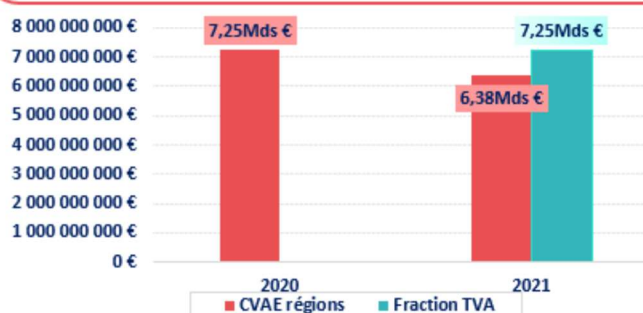
Alléger de 7,25 Mds € les impôts de production

- Diminuer dès 2021 la CVAE à hauteur de la part régionale (soit 50%)
- Substituer cette part de CVAE à une ressource dynamique : la TVA

Concrètement, le taux de la cotisation devient 0,75% en 2021 contre 1,5% en 2020.

Cette mesure ne concerne donc pas la CASA au titre de la fraction de CVAE qu'elle perçoit.

Un impact en 2021 ne tenant pas compte des effets néfastes de la crise Covid19



RECOMMANDATIONS :

- **Régions** : Fraction de TVA 2021 = CVAE 2020, ainsi elles ne seront pas exposées à l'impact de la crise sur cette recette
- **Bloc communal et départements** : les estimations de ce PLF impliqueraient une évolution moyenne de -12% de CVAE en 2021 (quid de 2022?)

Sources : PLF 2021

Par le biais de ce remboursement via une fraction de TVA, l'échelon régional ne souffrira pas de la baisse importante de recettes liées à la CVAE, anticipée à -12% du fait de la crise sanitaire puisque la part de substitution de TVA correspond au niveau de la CVAE en 2020. Cela représente une dépense supplémentaire de 870M€ pour l'Etat qui prendra à sa charge cet allègement de fiscalité des entreprises.

II.2.2.3- Abaissement du plafond de la Contribution Economique Territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée

Dans le prolongement de l'objectif gouvernemental d'une baisse des impôts « de production », le **plafonnement de la CET est abaissé de 3% à 2% de la Valeur Ajoutée**. Pour mémoire, la CET est

composée de la Cotisation Foncière des Entreprises et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises.

II.2.2.4- Diminution de moitié de la valeur locative foncière des établissements industriels

Enfin, la réduction des impôts dits « de production » utilise le vecteur de la valeur locative des locaux industriels, sous 2 formes :

a- Nouvelle évaluation de leur valeur locative

La méthode d'évaluation des valeurs locatives, dont les paramètres n'ont pas été actualisés depuis 1973, ne sont plus adaptés à la réalité économique actuelle et sont à l'origine d'une imposition des établissements industriels plus dynamique que celle des autres locaux des professionnels. En effet, la base d'imposition est aujourd'hui calculée selon la méthode dite « comptable », fondée sur la valeur des immeubles, et qui consiste à appliquer au prix de revient des actifs industriels des taux dits « d'intérêt » (8% pour les sols et terrains, 12% pour les constructions, hors abattements divers).

La Loi de Finances pour 2021 vient diviser par 2 ces taux, entraînant une réduction de moitié des valeurs locatives cadastrales des établissements industriels.

Cette révision concernera 32 000 entreprises industrielles exploitant 86 000 établissements et entraînera une baisse de 1,75 Mds€ de CFE et de 1,54 Md€ de TFPB.

b- Modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative

La Loi de Finances pour 2021 prévoit également de modifier la règle de revalorisation annuelle de la valeur locative des établissements industriels. L'objectif est de la faire converger vers la méthode applicable aux locaux professionnels, révisée depuis le 1^{er} janvier 2017.

La modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels s'inscrit dans la démarche du Gouvernement de baisser les impôts de production telle qu'annoncée dans le plan de relance.

L'objectif de cette modernisation est d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises et l'attractivité du territoire en affectant favorablement les décisions d'implantation.

c- Compensation dynamique des pertes constatées par les collectivités

L'Etat versera, chaque année, une compensation égale à la perte de bases résultant de la réduction de moitié des taux d'intérêt pour le calcul de la valeur locative cadastrale, au taux d'imposition de 2020 : la compensation sera donc évolutive, comme l'auraient été les bases d'imposition des établissements industriels.

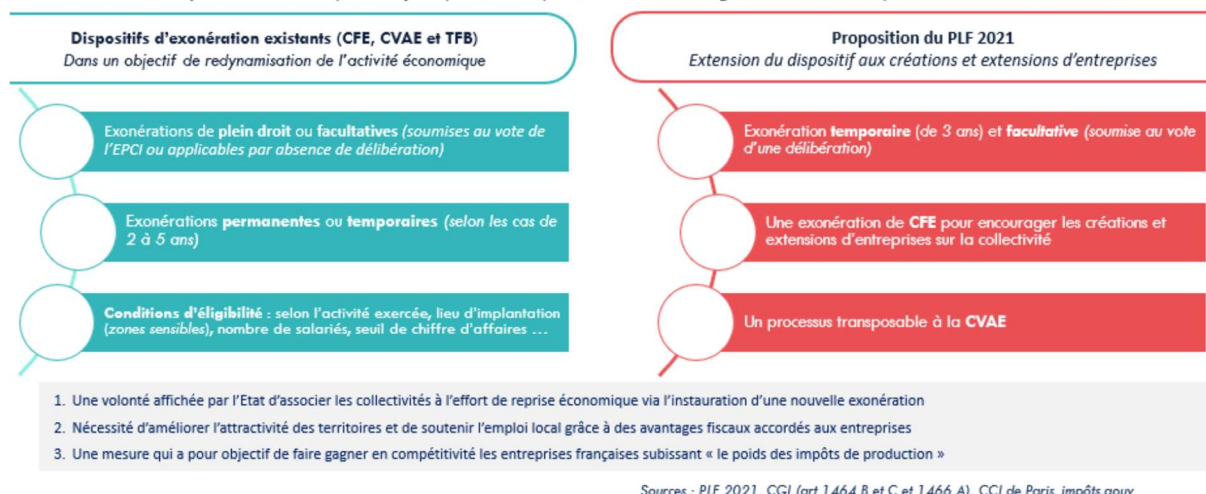
Le taux de compensation de TFPB ou de CFE sera celui de 2020, ce qui implique qu'en cas de hausse de taux, la compensation n'en tiendra pas compte. Seul le dynamisme des bases sera pris en compte.

II.2.2.5- Exonération de CET en cas de création ou d'extension d'établissement

Même si le Code Général des Impôts intègre d'ores et déjà de nombreuses exonérations d'impôts de production, la Loi de Finances pour 2021 vise à accentuer l'incitation fiscale à la création d'activité.

Cette exonération facultative de CET votée par délibération de l'organe délibérant porterait sur les 3 premières années d'imposition.

L'exonération d'impôts locaux : Un dispositif déjà en place, utilisé par l'Etat afin d'encourager la création d'entreprises dans les zones sensibles.



II.2.2.6- Dotations et Péréquation

Pour rappel, le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement est composé de 2 parts pour les EPCI : la Dotation d'Intercommunalité (« DI » compte 74124) et la Dotation de Compensation des Groupements de Communes (« DCGP » compte 74126).

a- Abondement de 30M€ reconduit

En 2021, on retrouve une seule enveloppe globale répartie sur l'ensemble des intercommunalités (le découpage de l'enveloppe par catégorie d'EPCI ayant été supprimée par la Loi de Finances pour 2019), qui sera abondée de 30 M€ par rapport à celle de 2020 et s'élèvera ainsi à 1,623 Mds€. Cet abondement devrait désormais s'appliquer tous les ans sauf décision gouvernementale contraire.

b- Pérennisation du complément de 5€ / hab. pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€

Ce complément, instauré en 2019 pour les intercommunalités dont la dotation par habitant était inférieure à 5 €, devait être exceptionnel et visait les EPCI à DI négative ou très faible. Le principe était d'ajouter 5 € / hab. à la DI des EPCI concernés. Ainsi, une collectivité qui percevait, en 2018, -2 € par habitant a reçu, en 2019, 3 € par habitant.

La Loi de Finances pour 2021 pérennise ce complément, mais un EPCI ne peut en bénéficier qu'une seule fois. Ainsi, cela concernera les EPCI qui étaient exclus du mécanisme l'année dernière du fait de leur potentiel financier par habitant supérieur à 2 fois celui de la strate.

c- Maintien des mécanismes de garantie

Les garanties d'évolution n'évoluent pas dans la Loi de Finances pour 2021 et sont donc identiques depuis 2019.

Garantie d'évolution de la DI de droit commun
<ul style="list-style-type: none"> DI/hab. minimum : 95% de la DI/hab. N-1 DI/hab. maximum : 110% de la DI/hab. N-1
Garanties pour les EPCI les plus intégrés
<ul style="list-style-type: none"> DI/hab. minimum: 100% de la DI/hab. N-1 DI/hab. maximum: 110% de la DI/hab. N-1

Il s'agit d'une garantie d'évolution de droit commun, applicable à tous les EPCI, qui leur permet de bénéficier d'au moins 95% de la dotation d'intercommunalité par habitant de N-1, et un plafond de 110% de l'année précédente.

S'ajoute également une garantie de non-baisse pour les métropoles, communautés urbaines et communautés d'agglomération dont le CIF est supérieur à 0,35 et pour les communautés de communes dont le CIF est supérieur à 0,5. Elle s'applique également pour les EPCI dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 60% de la moyenne de la strate.

d- Ecrêtement de la Dotation de Compensation

Ces mesures liées à la réforme de la Dotation d'Intercommunalité de 2019 seront toujours financées par un prélèvement sur la seconde part de la DGF des EPCI qui est la dotation de compensation. Depuis 2012, cette dernière est uniformément écrêtée chaque année sur la base d'un taux décidé par le Comité des Finances Locales. Cet écrêtement a pour objectif de financer notamment la hausse des coûts liés à l'intercommunalité.

Le montant total de l'écêtement en 2021 s'élève à 84M€ (contre 89,4M€ en 2020), correspondant à un taux d'écêtement de -1,86% (contre -1,83% en 2020). L'écêtement en 2021 devrait être supérieur à celui de 2020 en raison de :

- La reprise des fusions de communes et EPCI
- Le maintien des abondements de péréquation
- Une base écrêtée qui diminue chaque année

II.2.2.7- Les mesures relatives au FPIC

La loi de finances 2021 maintient l'enveloppe nationale du **Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) à hauteur de 1Md€**. Toutefois, bien que le mode de calcul reste inchangé en 2021, la contribution pourrait évoluer en fonction notamment de :

- L'ensemble des transferts de compétences (impactant le CIF)
- Toute modification de la population DGF
- Toute modification du potentiel financier par habitant
- Toute modification de la carte intercommunale par habitant

La CASA anticipe une hausse de 5% de la part qui lui est imputable.

II.2.2.8- Potentiel financier : la neutralisation de la réforme fiscale

Evolution d'un indicateur majeur : le Potentiel fiscal	
Calcul du potentiel fiscal	Application des taux moyens nationaux sur les bases fiscales
I - La suppression de la TH sur les résidences principales	<ul style="list-style-type: none"> • Modification du taux moyen national de taxe foncière • Correction artificielle des bases de taxes foncières de la commune via le coefficient correcteur
II - La réforme d'évaluation des bases de TFB des locaux industriels	<ul style="list-style-type: none"> • Correction des VL et donc des bases de fiscalité de TFB des locaux industriels
Proposition du PLF 2021	<ul style="list-style-type: none"> • En 2021 : maintien des conditions de calcul sur la base des chiffres 2020 • En 2022 : correction des indicateurs financiers afin d'éviter que cette réforme ne déstabilise la répartition actuelle des dotations

Sources : PLF 2021

II.2.2.9- Un soutien à l'investissement local renforcé

La 3^{ème} Loi de Finances Rectificative pour 2020 a ouvert 1 milliard d'euros de crédits supplémentaires exceptionnels, au titre de la DSIL, afin d'accompagner l'effort de relance des projets, notamment dans l'investissement « vert » (transition écologique, résilience sanitaire et la rénovation du patrimoine public), portés par les Communes et leurs Groupements. Cette somme supplémentaire s'inscrit dans le cadre du plan de relance de l'économie française doté de 100 milliards d'euros.

Par ailleurs, le FCTVA, qui est la principale aide de l'Etat aux Collectivités Territoriales en matière d'investissement, devrait progresser de 546M€ par rapport à 2020 soit au total 6,5 Mds€ pour 2021 (contre 6Mds€ en 2020). Cela est lié au rythme d'investissement des Collectivités qui a été en hausse ces deux dernières années (en corrélation avec le cycle électoral).

L'enveloppe des autres dotations reste stable à hauteur de 2Mds€.

L'enveloppe globale des aides relatives au financement de l'investissement des Collectivités s'élève ainsi à 9Mds€ en 2020 et 8,5Mds€ en 2021.

II.2.2.10- Application progressive de l'automatisation du FCTVA

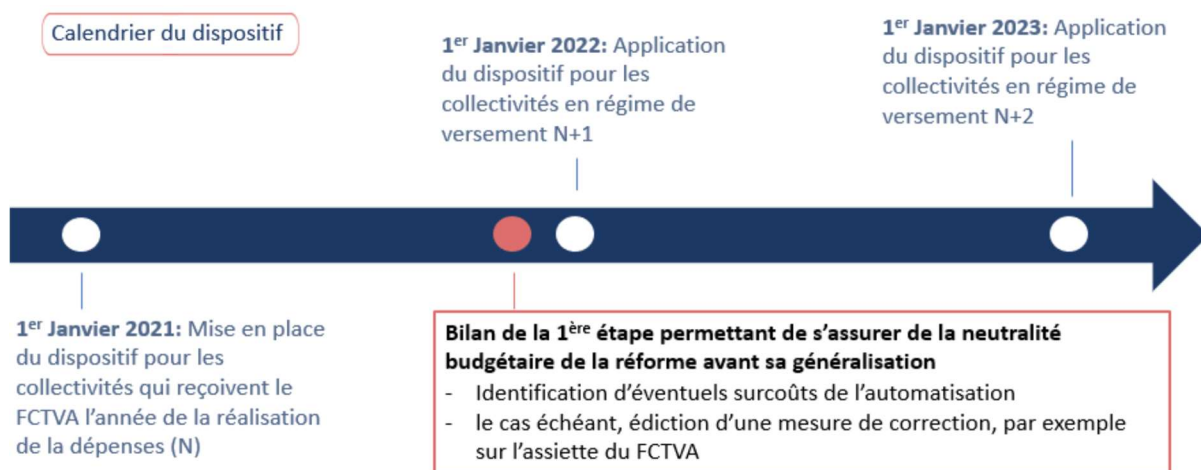
Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est un prélèvement sur recettes de l'Etat destiné à assurer une compensation de la charge de TVA que les Collectivités supportent sur leurs dépenses d'investissement. Il constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissements : 5,949 Md€ en 2020. Pour 2021, le fonds devrait progresser de 546 M€.

L'automatisation du FCTVA conduit à utiliser la nomenclature comptable comme base d'éligibilité, et non plus la nature des dépenses. Elle sera effectuée par le recours à une base comptable des dépenses engagées et mise en paiement, dont le contenu est en discussion avec les associations d'élus.

Cette démarche vise à dématérialiser l'ensemble de la procédure d'instruction, de contrôle et du versement du FCTVA avec plusieurs bénéfices associés :

- Davantage de fiabilité dans les montants prévisionnels de FCTVA permettant de renforcer la qualité des prévisions budgétaires des collectivités.
- Une gestion moins lourde pour les collectivités comme pour les services de l'Etat permettant de raccourcir le délai de versement.

Le calendrier de mise en place de la réforme est le suivant :



Il est à noter également la modification de l'article L1615-1 du CGCT qui définit le FCTVA : l'expression « remboursement intégral » est supprimée au profit de « compenser », ce qui introduit un risque de réduction des attributions du FCTVA.

II.3- Contexte institutionnel

II.3.1- Transferts de compétences

L'année 2017 avait vu les compétences suivantes être transférées à la CASA :

- « Création et gestion d'Aires d'Accueil des Gens du Voyage »
- « Promotion du Tourisme »

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CASA exerce les compétences mentionnées ci-après :

- « GeMAPI »
- « Eaux Pluviales »
- « Création et gestion de Zones d'Activité Economique »

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie les 18 décembre 2017 et 15 octobre 2018 afin de déterminer le coût financier de l'ensemble de ces transferts, ainsi que pour régulariser le coût de transferts réalisés antérieurement.

Enfin, les compétences « Approvisionnement en Eau Potable » et « Assainissement » ont été transférées à la CASA par ses Communes membres le 1^{er} janvier 2020.

Ces activités correspondant à des Services Publics à caractère Industriels et Commerciaux (SPIC) nécessairement équilibrés en dépenses et en recettes, lesdits transferts ne donneront pas lieu à détermination d'un coût des charges transférées par la CLETC et donc à une révision des Attributions de Compensation des Communes membres de la CASA. Seul les tarifs pourront constituer un levier d'ajustement des équilibres financiers des SPIC.

II.3.2- Impact de la crise sanitaire sur la CASA en 2020

Si, à l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2020, la CASA a dressé le bilan de la solidarité multiformes envers ses Communes membres qui s'est matérialisée tout au long du mandat électoral ayant débuté en 2014, la tenue du DOB de l'année 2021 se prête à brosser le tableau des efforts consentis par l'EPCI pour parer à l'urgence née de la crise sanitaire, tant en termes de préservation des vies que du soutien aux acteurs économiques ou de reconnaissance des agents exposés.

II.3.2.1- Dépenses induites

Tout d'abord, la CASA a réalisé des achats d'urgence, pour ses besoins propres et ceux de ses Communes membres, de masques, gel hydro-alcoolique, protections en plastique, etc. pour un montant de plus de 465 000 Euros. L'ensemble de ces achats a été éligible à une prise en charge partielle de la part de l'Etat qui s'est montée à environ 90 000 Euros.

Par ailleurs, une prime a été versée aux agents qui ont été particulièrement sollicités lors du confinement strict du printemps 2020, et notamment les personnels qui ont assuré la collecte des déchets. Le surcoût en termes de masse salariale s'est élevé à la somme de 226 000 Euros.

II.3.2.2- Aides directes

D'autre part, la CASA a immédiatement saisi l'urgence dans laquelle il convenait de participer au soutien des entreprises qui étaient menacées dans leur survie. A ce titre, la CASA a tout d'abord abondé à hauteur de 400 000 Euros le Fonds Départemental d'Urgence coordonné par la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur. Celui-ci prend la forme d'avances remboursables octroyées aux entreprises pour des montants allant de 4 000 à 10 000 Euros. A fin 2020, 215 entreprises étaient bénéficiaires de ce dispositif pour un total de prêts représentant 1 440 000 Euros.

De plus, la CASA a participé à hauteur de 380 000 Euros au fonds de prêt régional « COVID Résistance » via une avance réalisée auprès de l'Association d'aide à la création et à la reprise d'entreprises « Initiative Agglomération Sophia Antipolis ». Ce dispositif, qui se matérialise par des prêts à taux zéro octroyés aux entreprises allant de 3 000 à 8 000 Euros, a permis de soutenir 166 structures à fin 2020, pour un montant total alloué de 1 169 000 Euros, dont 380 000 Euros pris en charge par la CASA.

Au total, la CASA a abondé pour un montant cumulé de 780 000 Euros aux fonds départemental et régional de soutien aux entreprises.

II.3.2.3- Soutien à l'économie

Enfin, la CASA a immédiatement pris des mesures visant à alléger les charges fixes des entreprises pendant le confinement strict (avril à juin), puis les périodes de restriction des ouvertures des commerces et des déplacements (novembre et décembre).

A ce titre, près de 142 000 Euros de suspension de redevances d'occupation de locaux ont été accordés aux structures hébergées dans les pépinières d'entreprises Business Pole I et II à Valbonne et Starteo à Châteauneuf. De plus, 18 000 Euros de franchise de loyers ont été octroyés à différents occupants de locaux rattachés au Budget Principal. Par ailleurs, deux exploitants agricoles exerçant sur du foncier communautaire se sont vus accorder une remise de près de 2 000 Euros, tandis que l'exploitant du snack situé dans les murs de la Médiathèque Collette de Valbonne a bénéficié d'une suspension de redevance représentant également près de 2 000 Euros.

Enfin, le Conseil Communautaire a mis en œuvre la faculté d'accorder une exonération des 2/3 de la Cotisation Foncière des Entreprises due par les entreprises dont les codes d'activité figurent sur le Décret n°2020-979 qui a été donnée aux EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique via la Loi du 30 juillet 2020 (3ème Loi de Finances Rectificative pour l'année 2020), la moitié de la réduction étant prise par l'Etat à sa charge. Ainsi, 1 328 contribuables ont bénéficié d'une exonération de CFE d'un montant de plus de 2 000 000 Euros, dont 976 000 Euros à la charge de la CASA.

III- Orientations Budgétaires

L'analyse rétrospective de la « santé » financière de la CASA constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en fonctionnement qu'en investissement.

L'évolution des recettes d'exploitation est analysée, et le comportement des dépenses d'exploitation, et plus spécifiquement les charges à caractère général, les dépenses de personnel et les charges financières, est observé.

De la même façon, la tendance des dépenses et recettes d'investissement est appréhendée.

Enfin, les principaux indicateurs financiers tels que l'évolution des Dépenses Réelles de Fonctionnement, des Epargnes Brute et Nette, du Besoin de financement ou de la Capacité de Désendettement, conformément, notamment, à l'article 13 de la Loi de Programmation des finances publiques 2018-2022 qui a complété l'article 107 de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe » sur les obligations des collectivités en matière de Débat d'Orientation Budgétaire.

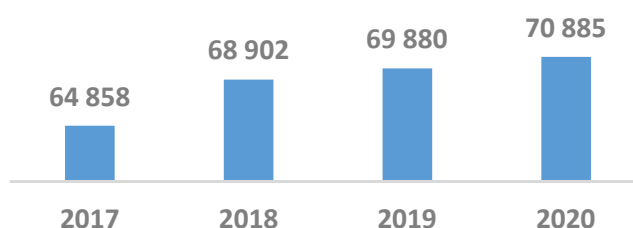
III.1- Budget Principal

III.1.1- Analyse rétrospective

III.1.1.1- Section de Fonctionnement

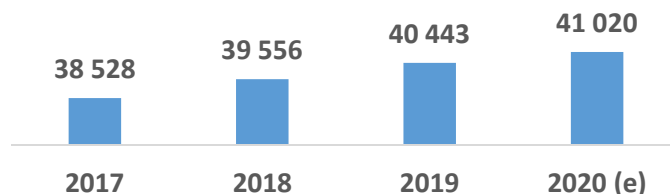
III.1.1.1.1- Recettes

Taxes Foncières et d'Habitation (en K€)

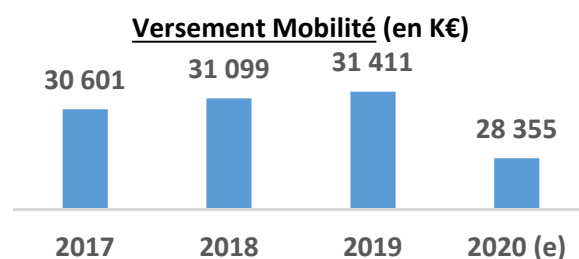


L'évolution des recettes fiscales de la CASA en lien avec le foncier et l'habitation est dynamique, et a même connu une accélération au cours de l'année 2018. Leur niveau en 2017 avait connu un léger fléchissement en raison de rôles supplémentaires moindres que ceux constatés en 2016.

TEOM (en K€)

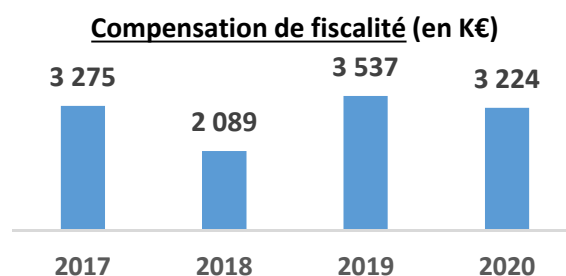


La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères connaît une progression constante qui s'est accrue en 2020, sous l'effet d'une solide dynamique des bases fiscales.

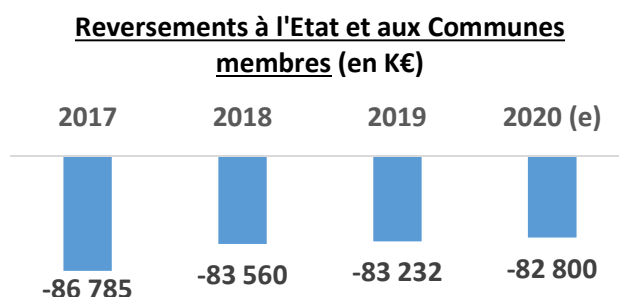


Il convient de noter que les deux Décrets d'application de la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, dite « Loi LOM » a modifié la terminologie de la fiscalité afférente en ce sens que le « Versement Mobilité » (VM) a remplacé le « Versement Transport ».

S'agissant de l'évolution de cette recette fiscale, il peut être précisé que l'année 2017 comprenait 491K€ de rattachements imputables à l'année 2016 en lien avec le rehaussement de 9 à 11 salariés le niveau d'effectif à partir duquel une entité est redevable du VM. Par ailleurs, la chute importante observée en 2020 s'explique par le recours aux mesures de chômage partiel des entreprises touchées par la crise sanitaire. En effet, les indemnités versées aux salariés concernés n'entrent pas dans l'assiette de calcul du Versement Mobilité acquitté par les employeurs.

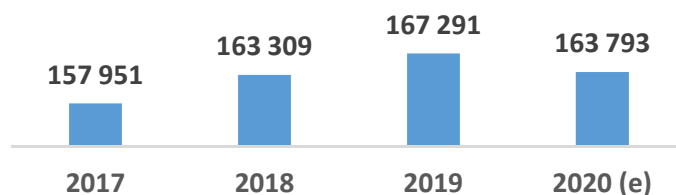


Les compensations de fiscalité perçues de l'Etat se maintiennent globalement grâce à un niveau substantiel de compensations pour pertes de bases de CFE et de CVAE.



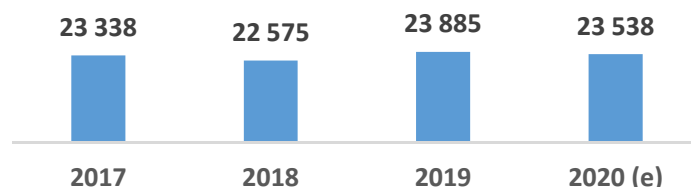
Les reversements globaux de fiscalité effectués par la CASA ont connu une inflexion en 2018 en raison, d'une part, de l'arrêt de l'abondement de l'EPCI à la part due par ses Communes membres au titre du prélèvement « FPIC » et, d'autre part, de l'imputation sur les Attributions de Compensation de l'année 2018 du coût des transferts de compétences récemment remises à la CASA, y compris le coût propre à l'année 2017. L'année 2019 a, quant à elle vu plusieurs éléments : la diminution de la DSC (-500K€), la remontée des AC suite à la fin de l'apurement de régularisations sur transferts passés (+200K€) et la poursuite de l'augmentation du FPIC (+70K€). Enfin, la DSC a également été réduite à 4,9M€ en 2020 contre 5,4M€ en 2019.

Ressources fiscales nettes (en K€)



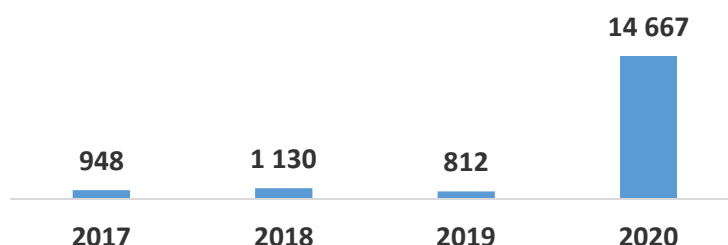
Ainsi, les recettes fiscales nettes de la CASA s'entendent après prise en compte de l'ensemble des précédents effets, et suivaient une constante progression jusqu'à l'éclatement de la crise sanitaire qui a eu pour effet d'amoindrir sensiblement les recettes de Versement Mobilité. Enfin, la CASA a pris la décision de mettre en œuvre la faculté prévue par la 3^{ème} Loi de Finances pour l'année 2020 consistant à accorder une exonération des 2/3 de la CFE due par les entreprises appartenant aux secteurs d'activité les plus touchés par la crise sanitaire. Ce soutien à l'économie locale s'est traduit par un manque à gagner de 976 099 Euros de CFE en 2020, imputés au compte 7391118 relevant du Chapitre « 014 ».

Dotations et participations (en K€)



Les subventions et concours perçus de l'Etat et des partenaires sont relativement stables.

Produits exceptionnels (en K€)



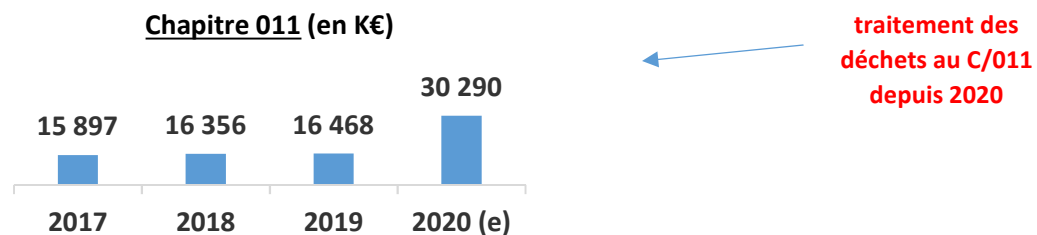
L'année 2016, non visible dans ce graphique, constituait une situation non récurrente en ce sens qu'elle a généré une importante recette ayant découlé du contentieux sur les bases fiscales au sujet duquel la CASA a obtenu gain de cause en 2015.

De la même façon, l'année 2020 comporte plusieurs éléments exceptionnels en matière de recettes :

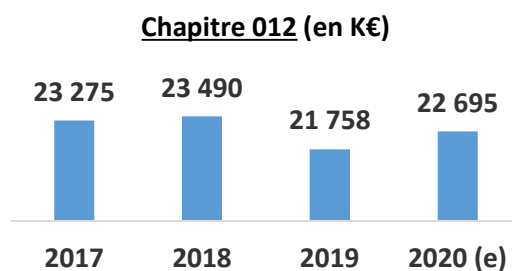
- Cession d'un terrain en vue de la réalisation de logements pour 5,1M€
- Cession d'une première partie des actions détenues par la CASA dans la Société d'Economie Mixte « Sophia Antipolis Habitat », pour un montant de 7,6M€

Les produits exceptionnels concernent essentiellement, en dehors de ces deux années, des annulations de rattachements de dépenses sur années passées.

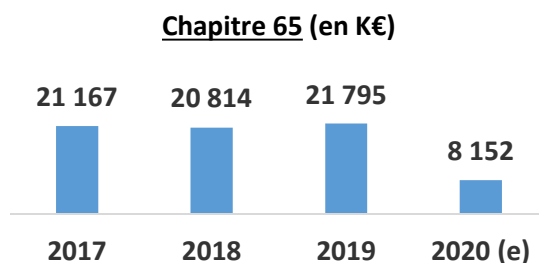
III.1.1.1.2- Dépenses



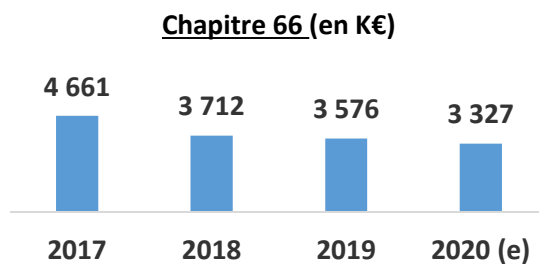
Les dépenses appartenant au Chapitre 011 ont connu une augmentation « optique » en 2020 en raison de la modification de la méthode d'enregistrement comptable du paiement du coût du traitement des déchets par UNIVALOM. En effet, cette dépense, qui représente environ 13,5M€ annuels, était précédemment comptabilisée au Chapitre 65.



Les dépenses relevant du Chapitre « 012 » ont présenté une augmentation en 2017 due à différents transferts de compétences, dont le coût net a été répercuté sur les Attributions de Compensations versées aux Communes membres. Les dépenses de personnel de la CASA sont sous un contrôle strict.

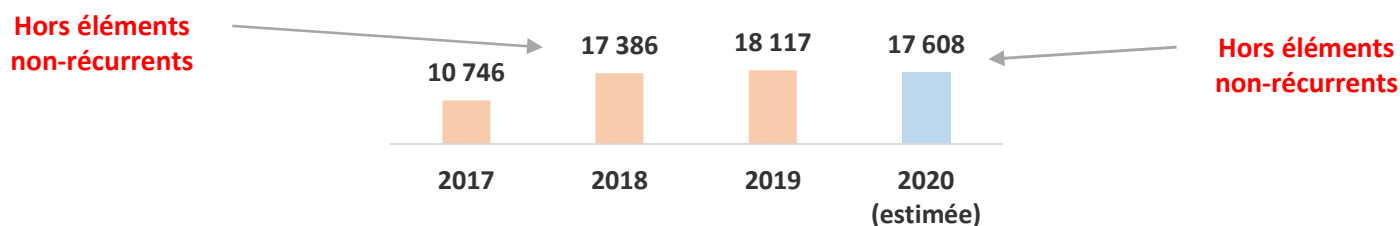


La contribution aux Budgets Annexes, aux partenaires ainsi que les subventions sont relativement stables jusqu'en 2019. A compter de 2020, le règlement du coût du traitement des déchets facturé par UNIVALOM est enregistré au Chapitre 011 « Charges à caractère général ».



Le coût de la dette décroît continuellement en raison de la volonté de la CASA de limiter le recours à l'emprunt et du contexte de taux d'intérêt bas. L'année 2018 a vu un effet supplémentaire lié au transfert de l'opération « TCSP » à la Régie à autonomie financière des Transports.

III.1.1.1.3- Epargne Brute



III.1.1.1.4- Dépenses Réelles de Fonctionnement

Le dispositif de contractualisation financière entre l'Etat et la CASA (« Pacte Financier »), issu de la Loi de Programmation des Finances publiques pour les années 2018 à 2022, définit les Dépenses Réelles de Fonctionnement comme les charges nettes de l'exercice entraînant des mouvements réels, au sein de la Section de Fonctionnement. Elles correspondent aux débits nets des comptes appartenant aux chapitres suivants :

- « 011 - Charges à caractère général »
 - « 012 - Charges de personnel »
 - « 65 - Autres charges de gestion courante »
 - « 66 - Charges financières »
 - « 67 - Charges exceptionnelles » (hors comptes 675 et 6761)
- Auxquels il convient de retrancher :
- « 013 – Atténuations de charges »
- Et hors :
- « 014 – Atténuations de produits »

Toutefois, il convient d'indiquer que la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dite Loi « Covid » a suspendu les termes du dispositif de Cahors qui s'appliquaient notamment à la CASA.

Pour autant, les Dépenses Réelles de Fonctionnement au sens du Pacte Financier, qui ne correspondent donc pas à l'agrégat tel que découlant de l'Instruction Budgétaire et Comptable « M 14 », ont été les suivantes en 2020 (en K€) :

2016	2017	2018	2019	2020 (e)
62 996	65 078	60 275	61 751	64 440

Pour information, le montant des Dépenses Réelles de Fonctionnement autorisées en 2020 dans le cadre du Dispositif de Cahors était de 67 149K€.

III.1.1.1.5- Synthèse de la Section de Fonctionnement

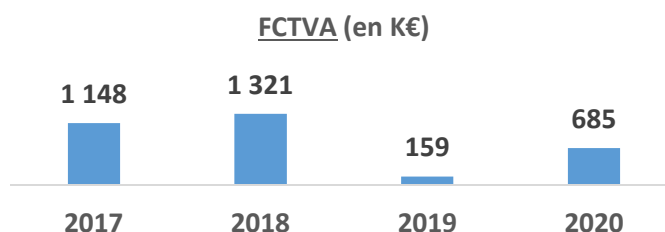
DEPENSES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	15 896 358	16 356 240	16 467 713	30 290 003
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	23 275 028	23 490 473	21 757 833	22 695 079
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	112 084 847	116 057 925	115 655 563	115 323 757
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-	0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	8 554 197	9 219 056	9 316 466	23 570 794
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	21 166 895	20 813 686	21 795 422	8 152 478
66	CHARGES FINANCIERES	4 660 623	3 711 756	3 575 779	3 326 665
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	217 601	67 594	444 186	135 869
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	1 770 000	71 919	-	0
TOTAL		187 625 548	189 788 649	189 012 963	203 494 646

RECETTES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	8 481 872	8 758 395	14 860 519	9 437 864
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	138 922	4 164 611	2 289 900	159 956
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				70 534
44	ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES				0
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 306 524	3 152 384	2 101 567	6 363 149
73	IMPOTS ET TAXES	159 929 754	165 570 256	168 313 783	166 175 403
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	23 337 991	22 574 694	23 885 393	23 792 760
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 385 424	1 291 689	376 988	322 615
76	PRODUITS FINANCIERS	2	2	2	2
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	948 321	1 130 492	811 957	14 667 450
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		8 550 000	34 327	0
TOTAL		196 528 808	215 192 523	212 674 435	220 989 732

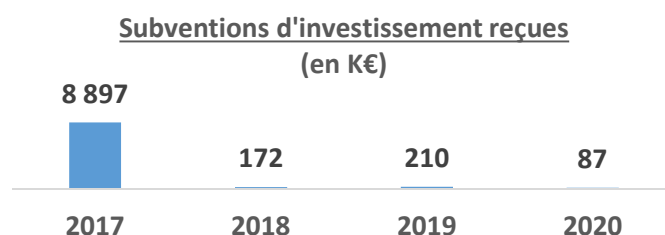
Ainsi, le résultat de la section de fonctionnement devrait s'élever, au titre de l'exercice 2020 et en tenant compte du résultat de fonctionnement reporté de 2019, à la somme 17 millions d'Euros.

III.1.1.2- Section d'Investissement

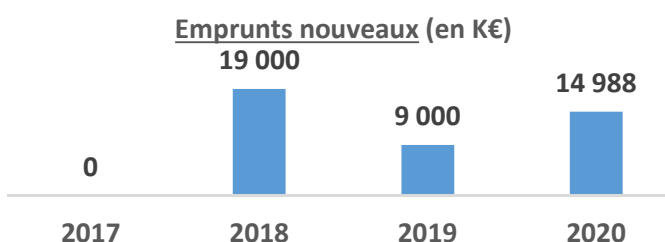
III.1.1.2.1- Recettes



Un important travail de régularisation des demandes d'éligibilité de dépenses au FCTVA a été mené en 2018 et a donné lieu à des perceptions substantielles sur l'exercice. Dorénavant, les procédures en places permettent des remboursements réguliers de moindre importance.

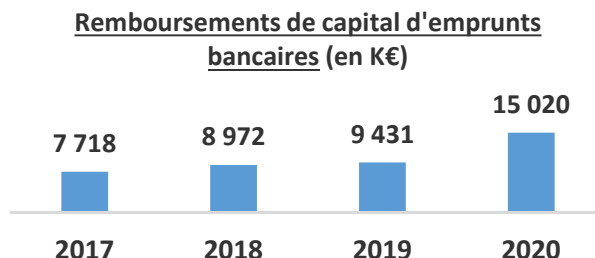


Depuis 2018, l'« opération TCSP », qui est le projet d'investissement majeur de l'EPCI, est retracée dans le budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports. De ce fait, le Budget Général n'a plus vocation à retracer la perception des principales contributions des partenaires de la CASA.

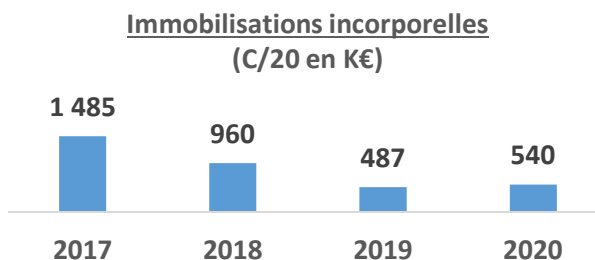


Le haut niveau d'investissements réalisés par le Budget Principal et le volume de l'Epargne Brute induisent un recours à l'emprunt compatible avec l'objectif d'une évolution à la baisse de la trajectoire du besoin de financement correspondant à la différence entre montant des emprunts nouveaux et montant des remboursements de capital.

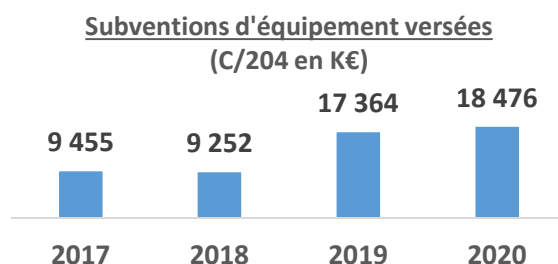
III.1.1.2.2- Dépenses



Les échéances des emprunts réalisés étant essentiellement fixes, la part du capital remboursé progresse mathématiquement. L'année 2020 est cependant marquée par le remboursement d'un emprunt de portage foncier d'un montant de 5,1M€, en raison de la cession du terrain objet du financement.



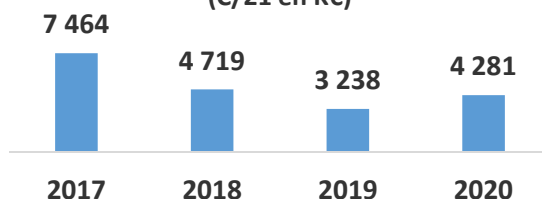
Depuis l'année 2018, les études réalisées dans le cadre de la compétences « création et gestion de ZAE » sont retracées dans le Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ». En outre, les études relatives au TCSP sont retracées dans le budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports.



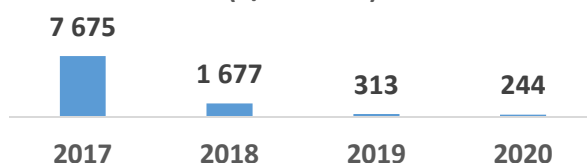
Malgré la contrainte financière induite par le Pacte Financier, la CASA a accentué, lors des années 2019 et 2020, le niveau de solidarité avec ses Communes membres à travers les Fonds et Offres de concours versés.

Par ailleurs, la CASA maintient un soutien à la production et à la réhabilitation de logements sociaux, par le versement de subventions d'équipement aux opérateurs « habitat ».

Immobilisations Corporelles
(C/21 en K€)



Immobilisations en cours
(C/23 en K€)



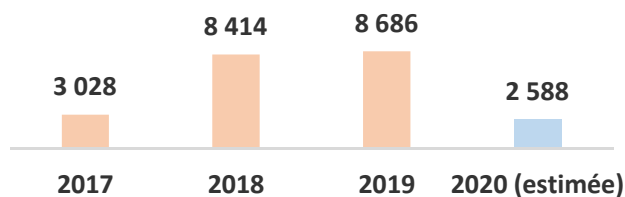
L'effet du basculement du projet « TCSP » vers la régie des Transports en 2018 est perceptible dans les deux graphiques ci-dessus. Hormis une acquisition foncière supérieure à 2M€ en 2020, l'effort en termes d'investissement se matérialisant essentiellement en termes de subventions d'équipement.

III.1.1.2.3- Synthèse de la Section d'Investissement

DEPENSES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	1 204 576	12 909 844	15 225 761	16 273 956
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				70 534
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	17 048	-	2 529	0
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	-	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	7 717 960	17 227 739	9 431 436	15 019 927
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 484 900	959 862	486 598	539 977
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	9 455 489	9 252 273	17 363 788	18 475 860
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 463 842	4 719 454	3 238 352	4 280 722
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 674 568	1 676 599	313 459	244 292
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI	1 499 810	-	1 000	25 794
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	55 903	5 438	-	30 000
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	812 068	2 115 100	506 963	1 136 774
TOTAL		37 386 166	48 866 310	46 569 885	56 097 837

RECETTES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-	0
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-	-	-	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	8 554 197	9 219 056	9 316 466	22 498 728
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	17 048	-	2 529	0
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 147 959	1 465 198	10 766 499	14 908 592
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	8 896 508	172 384	210 477	87 301
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	22 870	19 020 800	9 026 060	18 013 710
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	789	-	-	180 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	58 333	-	898 193
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	203 493	1 284 825	10 000	0
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.		-	-	0
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 917 048	2 529	-	0
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	716 411	2 417 423	963 898	1 073 358
TOTAL		24 476 323	33 640 549	30 295 928	57 659 881

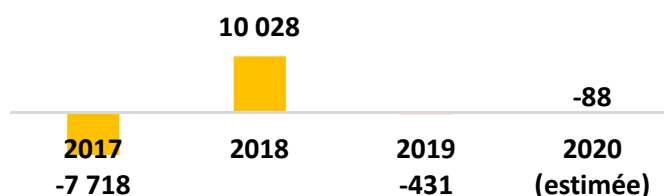
III.1.1.2.4- Epargne Nette (en K€)



L'Epargne Nette a atteint un point bas en 2020 en raison du remboursement d'un emprunt de portage foncier pour un montant de 5,1M€.

III.1.1.2.5- Trajectoire du besoin de financement

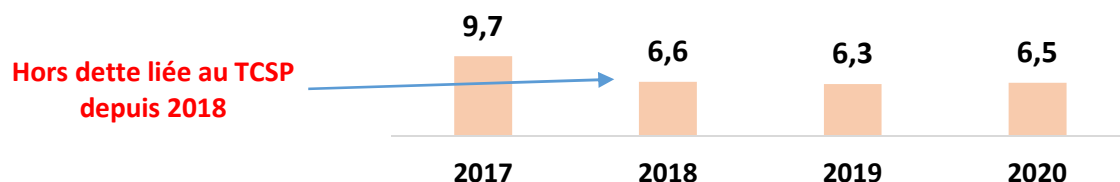
Trajectoire du besoin de financement (en K€)



En moyenne, la dette nette s'est accrue de seulement 0,5 million d'Euros par an lors des 4 dernières années.

III.1.1.2.6- Capacité de désendettement

Capacité de Désendettement (en nombre d'années d'Epargne Brute)



La capacité de désendettement est nettement inférieure au plafond applicable à la CASA (12 années).

III.1.2- Éléments prospectifs

La Loi dite « NOTRe » requiert que l'évolution des flux de fonctionnement et d'investissement soit appréhendée.

Ainsi, la construction du Budget Primitif de l'année 2021 de la CASA servira les objectifs suivants :

- Une fiscalité aux taux parmi les plus bas de la Région
- Le maintien d'un effort substantiel de solidarité envers les Communes membres
- Un programme d'investissement centré sur compétences prioritaires (développement économique, solidarité, aménagement et services de proximité)

III.1.2.1- Section de Fonctionnement

III.1.2.1.1- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	30 290 003	33 797 990	32 000 000	32 300 000
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	22 695 079	24 829 300	23 200 000	23 450 000
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	115 323 757	112 346 215	112 402 388	113 582 613
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	10 497 815	19 324 870	20 753 925
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	23 570 794	10 200 000	10 307 100	10 415 325
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	8 152 478	11 292 905	9 000 000	9 000 000
66	CHARGES FINANCIERES	3 326 665	3 835 000	3 850 000	3 900 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	135 869	433 000	300 000	300 000
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	0	100 000	100 000	100 000
TOTAL		203 494 646	207 332 226	210 484 358	213 801 863

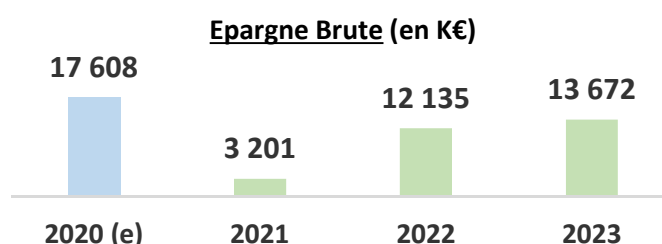
RECETTES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	9 437 864	17 497 262	17 497 262	17 497 262
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	159 956	159 956	161 636	163 333
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	70 534	0	0	0
44	ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	0	0	0	0
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	6 363 149	6 242 858	6 250 000	6 250 000
73	IMPOTS ET TAXES	166 175 403	162 539 569	165 790 360	169 106 168
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	23 792 760	20 605 854	20 500 000	20 500 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	322 615	160 625	160 000	160 000
76	PRODUITS FINANCIERS	2	100	100	100
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 667 450	126 000	125 000	125 000
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0	0	0	0
TOTAL		220 989 732	207 332 226	210 484 358	213 801 863

III.1.2.1.2- Dépenses Réelles de Fonctionnement anticipées de 2021 à 2023

Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
179 923 852	186 634 410	180 852 388	182 632 613

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement anticipées de 2021 à 2023 indiquent tout d'abord un montant marqué par des provisions de sécurité pour l'année 2021, destinées à permettre à la CASA de déployer des moyens en cas d'aggravation de la situation sanitaire et économique. Cependant, ces réserves n'ont pas vocation à être consommées, ce qui permet d'envisager des exercices 2022 et 2023 dans le prolongement du niveau de dépenses de 2020.

III.1.2.1.3- Epargne Brute anticipée de 2021 à 2023



Le niveau de CAF brute anticipé est minimal pour financer le remboursement de la dette et participer à l'autofinancement des investissements.

III.1.2.1.4- Autres éléments

a- Accroissement de la péréquation verticale

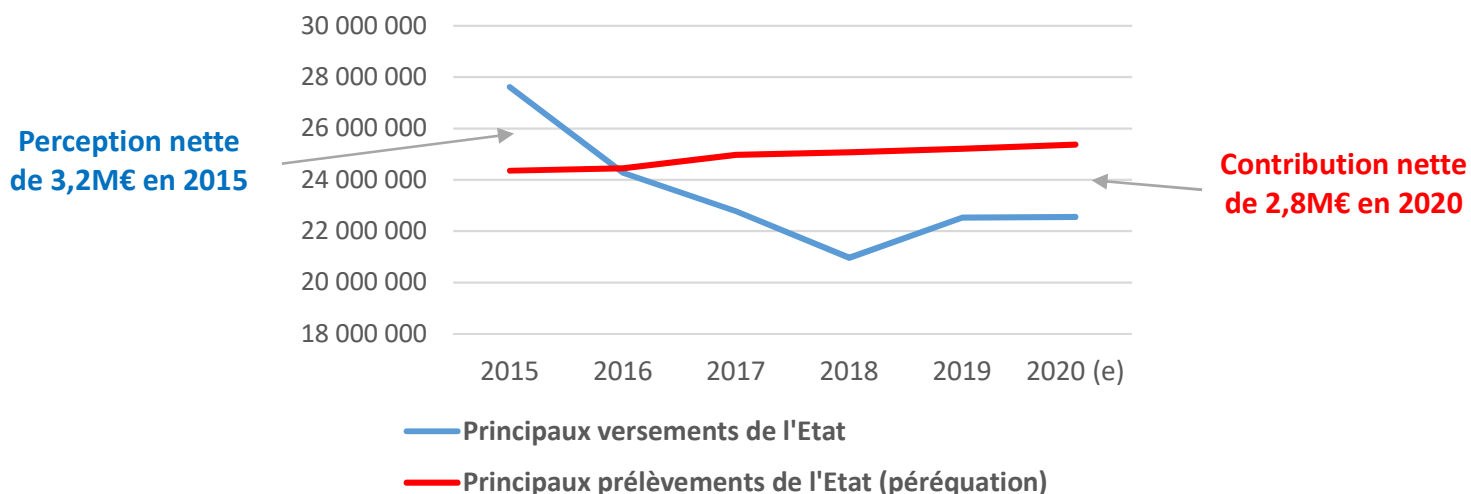
La CASA, comme l'ensemble des collectivités, est concernée par la baisse des dotations et l'augmentation de la péréquation verticale.

La Dotation d'Intercommunalité pourrait toutefois demeurer à un niveau élevé.

Le solde net des principaux flux entre l'EPCI et la CASA sont en défaveur de cette dernière :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (e)	Evo. 2015/2020	2021 (p)	2022 (p)
RECETTES PERCUES									
Dotation d'Intercommunalité	2 988 585	992 455	318 413	87 708	1 191 702	1 313 710	-56%	1 300 000	1 300 000
Dotation de Compensation des EPCI	20 120 240	19 728 899	19 184 629	18 782 063	18 350 806	18 015 297	-10%	17 745 068	17 478 892
Dotation Globale de Décentralisation	0	18 625	0	0	0	0	-100%	0	0
Principales dotations de l'Etat	23 108 825	20 739 979	19 503 042	18 869 771	19 542 508	19 329 007	-16%	19 045 068	18 778 892
Compensation des pertes de base d'imposition à la CET	2 447 591	1 835 693	1 223 796	0	0	0 suppression		0	0
Dotation unique des compensations spécifiques à la TP	0	0	69 078	0	0	0 suppression		0	0
Compensation d'exonérations de CET	284 102	258 918	14 675	24 071	777 962	858 172	202%		
Compensation d'exonération de Taxe d'Habitation	1 769 209	1 441 223	1 967 422	2 064 962	2 200 372	2 365 820	34%	850 000	850 000
Principales compensations versées par l'Etat	4 500 902	3 535 834	3 274 971	2 089 033	2 978 334	3 223 992	-28%	850 000	850 000
Principaux versements de l'Etat	27 609 727	24 275 813	22 778 013	20 958 804	22 520 842	22 552 999	-18%	19 895 068	19 628 892
REVERSEMENTS EFFECTUES									
FPIC	1 344 696	2 204 304	2 308 496	1 827 402	1 899 805	2 014 214	50%		
FNGIR	23 008 126	23 008 127	23 008 116	23 008 138	23 008 127	23 008 127	0%	23 009 000	23 009 000
Principaux prélèvements de l'Etat (péréquation)	24 352 822	24 449 350	24 975 538	25 073 100	25 208 499	25 373 947	4%	23 859 000	23 859 000
Solde des flux de/vers l'Etat	3 256 905	-173 537	-2 197 525	-4 114 296	-2 687 657	-2 820 948	-187%	-3 963 932	-4 230 108

Flux Etat <-> CASA



b- Fiscalité

- Positionnement local de la CASA

La CASA maintiendra, au cours de l'année 2021, les taux de fiscalité directe locale qui, situés dans le contexte des EPCI des Alpes Maritimes, figurent parmi les plus bas niveaux :

	CA Cannes Pays de Lérins *	CA Pays de Grasse **	Métropole NCA	CA Riviera Française ***	CA Sophia Antipolis	
					Taux	Produit de 2019
Cotisation Foncière des Entreprises	28,65%	29,22%	28,88%	32,19%	25,27%	27 705 429
Taxes dont la base représente 50% de la valeur	12,25%	15,10%	14,86%	13,00%	8,80%	
Dont Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	0,00%	0,10%	6,40%	0,00%	0,00%	0
Dont Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	12,25%	15,00%	8,46%	13,00%	8,80%	40 443 262
Versement Mobilité	1,75%	1,75%	2,00%	0,40%	1,50%	32 760 964
Taxe d'Habitation (taux figé et suppression / dégrèvement en cours)	-	8,17%	8,13%	8,08%	7,96%	41 757 572
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	-	2,60%	1,47%	1,08%	0,88%	416 926
Taxe "GeMAPI" additionnelle à :	Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	-	-	0,619%	0,348%	
	Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	-	-	0,422%	0,250%	
	Taxe d'Habitation	-	-	0,691%	0,710%	
	Cotisation Foncière des Entreprises	-	-	0,755%	0,411%	

* Taux de TEOM pour la Commune de Cannes, ceux des autres Communes étant les suivants :

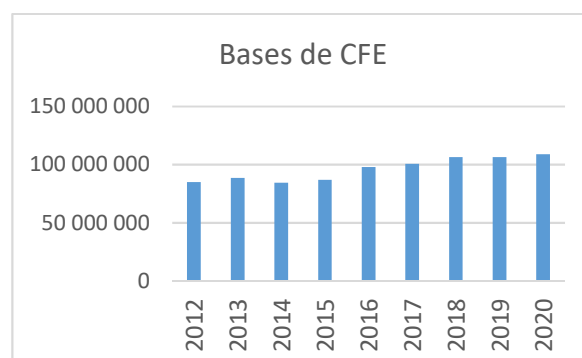
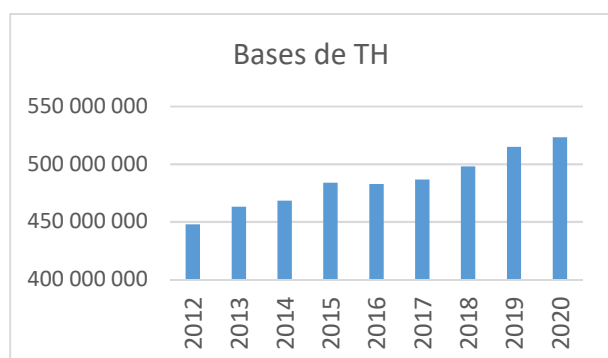
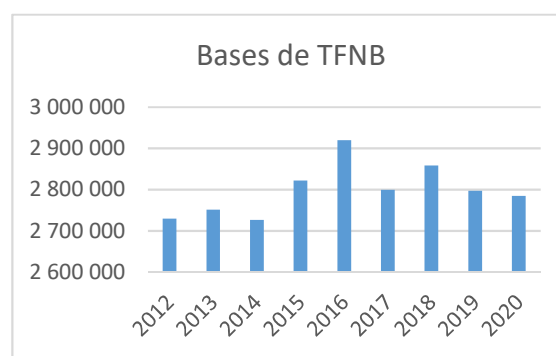
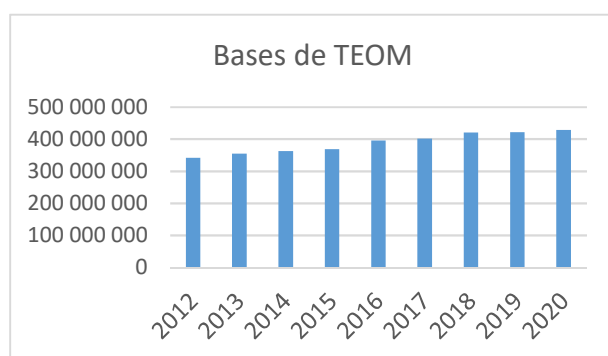
- Le Cannet : 15,37%
- Mandelieu La Napoule : 9,35%
- Mougins : 12,16%
- Théoule sur mer : 7,5%

Par ailleurs, la CA de Cannes Pays de Lérins n'a pas voté de taux supérieur à zéro pour la Taxe d'Habitation et la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties.

* * CAPG : moyenne car lissage 3% suite à modification de périmètre de l'EPCI

* * * CARF : le taux voté correspond à une configuration territoriale et une offre de transport qui ne sont pas comparables à ceux des autres EPCI.

Ces conditions fiscales favorables à l'activité économique se traduisent en un fort dynamisme des bases des taxes acquittées tant par les particuliers que par les entreprises :



- Projection de recettes

De ce fait, la CASA bénéficie d'un dynamisme de ses recettes fiscales.

Les variations annuelles des principaux produits fiscaux de la CASA sont les suivantes :

Impôts	2015	2016 *	2017	2018 **	2019	2020	2020/ 2019	2021 (p) ***
TEOM	35 042 032	37 535 692	38 157 826	39 555 504	40 443 262	40 443 262	0%	37 500 000
Taxes Foncières et d'habitation	60 911 104	81 433 846	64 863 201	68 902 323	69 879 927	70 884 890	1%	72 562 148
IFER	782 309	793 193	855 205	976 377	949 061	961 880	1%	950 000
CVAE	18 282 822	17 070 645	18 907 209	20 234 587	20 791 500	21 099 782	1%	17 900 000
TASCOM	2 443 157	2 476 765	3 059 935	3 286 339	2 384 808	2 447 396	3%	2 224 905
Versement Mobilité	26 600 239	28 997 519	30 600 921	30 499 493	32 760 964	28 354 939	-13%	28 765 880

* Dont effet non-récurrent du contentieux sur les bases fiscales

** Dont effet d'une modification des modalités de paiement de la TASCOM par instauration d'un acompte

*** TEOM : suite à une baisse du taux de 9,5 à 8,8% en 2021

Il convient de noter que les recettes de 2016 ont été marquées par la conclusion du contentieux sur l'évaluation des valeurs locatives de certains locaux de type tertiaire, occasionnant un substantiel produit non récurrent.

En raison des impacts économiques de la crise sanitaire en cours au moment de la rédaction du Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année 2021, les recettes fiscales de la CASA sont attendues, par prudence, en baisse par rapport à 2020.

En outre, il peut être précisé que la taxe « GeMAPI », qui a été instaurée par le Conseil Communautaire lors de sa réunion en date du 27 juillet 2020, génèrera un produit d'un montant de 3 474 272 Euros en 2021 qui sera enregistré au sein du Budget Annexe « GeMAPI ». Il prendra la forme de taux additionnels aux taxes suivantes :

- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties
- Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties
- Taxe d'Habitation
- Cotisation Foncière des Entreprises

c- Solidarité communautaire

- Dotation de Solidarité Communautaire

Malgré le contexte financier plus délicat en 2021, la CASA souhaite poursuivre son action d'accompagnement auprès des communes membres en réaffirmant sa solidarité communautaire qui prendra différentes formes, dont :

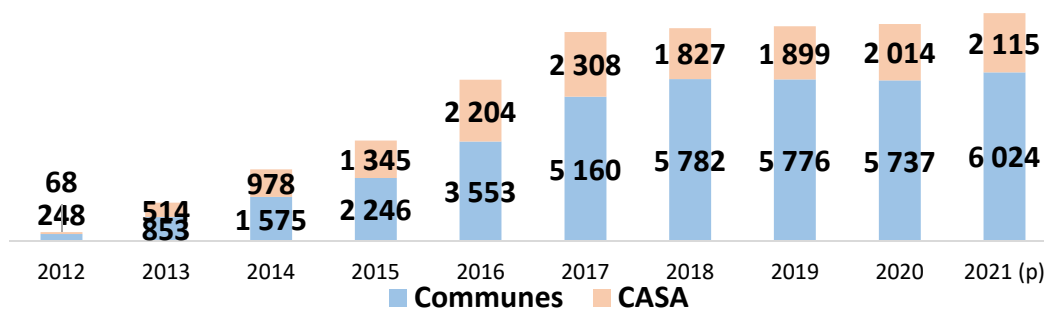
- La **Dotation de Solidarité Communautaire** répartie entre toutes les Communes membres de la CASA pour un montant de **6 millions d'Euros jusqu'en 2018, puis environ 5,5M€ en 2019 et 4,9 millions d'Euros en 2020, atteindra la somme convenue de 4 millions d'Euros en 2021**
- Les **subventions d'équipement, comprenant essentiellement les fonds de concours et offres de concours et les subventions aux opérateurs « habitat »** voient leur enveloppe globale se maintenir à un niveau élevé en 2021.

- Ajustement des autres formes de solidarité

Historiquement, la solidarité mise en œuvre par la CASA envers ses Communes membres a longtemps pris la forme d'une prise en charge, par la CASA, d'une partie du prélèvement au titre du **Fonds de solidarité de Péréquation des ressources communales et InterCommunes (FPIC)** imputable aux Communes

Il a été décidé, de façon unanime par le Bureau Communautaire en 2016, de mettre un terme à cette prise en charge à compter de l'exercice 2018, et ce sans limitation de durée.

Prélèvements "FPIC" (en K€)



La part intercommunale du FPIC est donc attendue en hausse de 5% en 2021 par rapport à 2020.

d- Dynamisation des recettes de fonctionnement

Un des objectifs majeurs de l'année 2021 sera d'accroître les recettes de fonctionnement par le biais des actions suivantes :

- Mettre en place de nouveaux partenariats financiers en contractualisant avec les autres collectivités comme la Région ou le Département
- Organiser de la manière la plus structurée possible les recherches de financements extérieurs (fonds européens, etc.)
- Optimiser la gestion du patrimoine communautaire.

Les autres recettes composées de billetteries et de loyers devraient demeurer au niveau relativement bas de 2020, en raison de la persistance de la crise sanitaire, tandis que les recettes de subventions devraient se maintenir.

L'enjeu sera, en 2021, de préserver du mieux possible une marge nette d'autofinancement sur l'ensemble des budgets afin de préserver les capacités d'investissement de la CASA.

e- Maîtrise des dépenses de fonctionnement

- Dépenses hors personnel

Les **objectifs** sont, pour 2021 :

- Contenir l'évolution des charges de fonctionnement en se concentrant sur les priorités de la fin du mandat notamment pour les subventions et les actions engagées par les services
- Financer les actions nouvelles par redéploiement des crédits de chaque service ou Direction Générale Adjointe

- Rechercher les modalités d'un achat public plus performant notamment en accentuant le recours au groupement de commande et en renégociant les contrats en cours de renouvellement
- Améliorer la connaissance précise du patrimoine par un inventaire exhaustif des biens
- Ajuster le niveau de solidarité pour tenir compte de la montée en puissance de certaines compétences majeures, telles que « GeMAPI » et « Eaux Pluviales ».

III.1.2.2- Section d'Investissement

III.1.2.2.1- Evolution anticipée de 2021 à 2023 (en €)

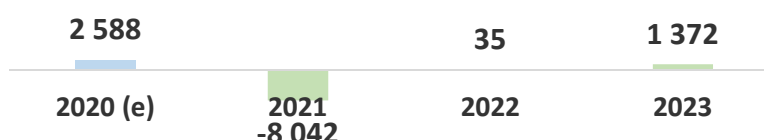
DEPENSES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	16 273 956	0	0	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	70 534	0	0	0
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0	50 000	50 000	50 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0	0	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	15 019 927	11 700 000	12 100 000	12 300 000
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	-	3 141 201	0	0
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	539 977	937 800	800 000	800 000
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	18 475 860	20 780 421	16 000 000	16 000 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 280 722	13 134 999	9 000 000	9 000 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	244 292	4 832 177	5 433 788	6 986 963
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PART.	25 794	3 200	5 000	5 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 000	7 000	7 000	7 000
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 136 774	944 750	800 000	800 000
TOTAL		56 097 837	55 531 548	44 195 788	45 948 963

RECETTES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0	1 562 044	0	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	10 497 815	19 324 870	20 753 925
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0	13 550 819	0	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	23 570 794	10 200 000	10 307 100	10 415 325
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0	50 000	50 000	50 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	14 908 592	1 000 000	1 000 000	1 000 000
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	87 301	553 338	559 148	565 019
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	18 013 710	17 824 000	12 000 000	12 200 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	180 000	0	0	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	898 193	0	0	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	0	0	0	0
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 073 358	944 750	954 670	964 694
TOTAL		58 731 948	56 182 766	44 195 788	45 948 963

Il convient de préciser que les dépenses prévisionnelles d'investissement de 2021 tiennent compte de plusieurs réserves de sorte à ce que la CASA puisse être réactive en cas d'opportunités de constituer des réserves foncières (ex : logement). Il est donc probable que le niveau d'investissement envisagé ne soit pas réalisé en totalité.

III.1.2.2.2- Epargne Nette anticipée de 2021 à 2023 (en K€)

Epargne Nette (en K€)



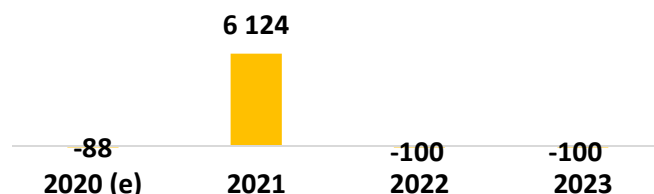
Le niveau de Capacité d'Autofinancement nette anticipé en 2021 hors reprise de l'excédent de fonctionnement de 2020 est dégradé, en partie en raison de marges de sécurité prévues en dépenses dans les Chapitres « 011 », « 012 » et « 65 ». S'agissant des années 2022 et 2023, le niveau de CAF nette correspond à un objectif minimal compte tenu des investissements à réaliser et de l'impératif de limiter le recours à l'endettement.

III.1.2.2.3- Engagements pluriannuels

a- Dette

- Besoin de financement (en K€)

Trajectoire du besoin de financement (en K€)



La contrainte exercée sur les dépenses de fonctionnement a permis d'enregistrer un désendettement net du Budget Principal en 2019 et 2020. Les différents projets d'investissement prévus en 2021, couplés au fait que l'Épargne Brute devrait être sous tension lors de cette année amène à un besoin de financement théorique. Toutefois, ces prévisions d'investissement ayant vocation à conférer de l'agilité budgétaire à la CASA sans certitude de réalisation, le niveau réel d'endettement devrait toutefois être moindre, voire laisser la place à une poursuite du désendettement en cas d'une meilleure tenue de l'Épargne Brute.

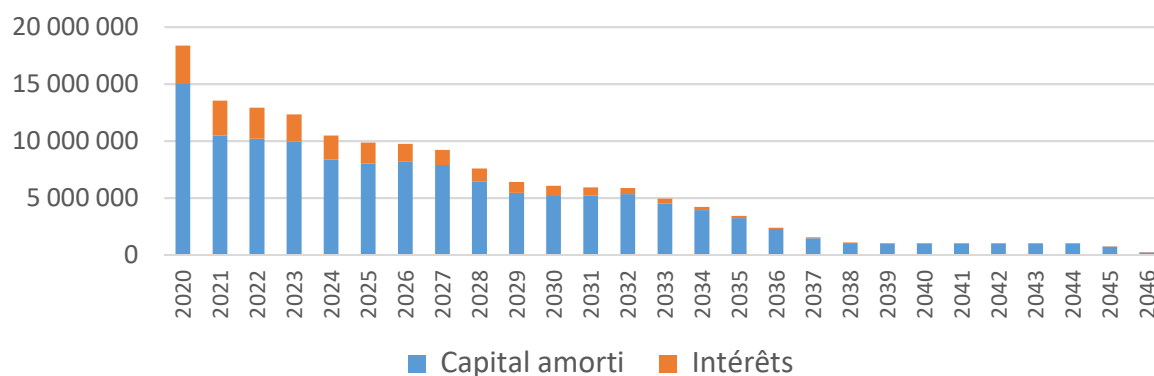
En toute hypothèse, l'effet cumulé de la rigueur de gestion des dépenses de fonctionnement et de recours à l'emprunt limité devrait permettre de maintenir une capacité de désendettement à un niveau inférieur à 12 années de 2021 à 2023.

- Principales caractéristiques de la dette

- Le Budget Principal compte 41 lignes de prêts
- La totalité de ces prêts est classée « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite
- Le capital restant dû au 31 décembre 2020 est de 113 906 934 Euros
- Le taux moyen est de 2,83%
- La durée de vie résiduelle est de 14 ans et 1 mois
- La structure de risque des taux est la suivante :
 - 91,59% des prêts sont à taux fixes
 - 0,53% à taux variable administré (index Livret A)
 - 7,87% à taux variable (index Euribor 3 mois)

Le profil d'extinction de la dette du Budget Principal est le suivant :

Profil d'extinction de la dette du Budget Principal



b- Plan Pluriannuel d'Investissement

La CASA maintiendra, pour son Budget Principal, un haut niveau d'investissement de 2021 à 2013, tout en se montrant sélective dans les thématiques.

Il peut notamment être cité à titre d'exemples (liste non exhaustive) :

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
Etudes Galerie Madoura / Pôle "Céramique"	2	50 000	25 000	25 000	
Etudes liées à l'urbanisme / SCOT	2	490 000	290 000	150 000	50 000
Etudes préalables à la construction du bassin extérieur de Nautipolis	1	100 000	100 000		
Frais d'insertion	3	45 400	15 400	15 000	15 000
Autres études		504 400	304 400	100 000	100 000
Diverses acquisitions de droits et licences (logiciels, etc.)		303 000	203 000	50 000	50 000
Fonds et offres de concours aux Communes		21 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
Subventions aux bailleurs sociaux		13 000 000	5 000 000	4 000 000	4 000 000
Subvention d'équipement à UNIVALOM (UVE)	Annuelle	-	2 868 705	2 900 000	2 950 000
Subvention d'équipement à UNIVALOM pour la déconstruction de la déchèterie d'Antibes et la construction d'une déchèterie professionnelle	1	2 100 000	2 100 000		
Autres fonds et offres de concours	3	7 000 000	3 000 000	2 000 000	2 000 000
Acquisitions foncières		6 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nautipolis - bassin extérieur	1	1 200 000	1 200 000		
Travaux et constructions - bâtiments communautaires	2	8 500 000	2 000 000	3 500 000	3 000 000
Mobilité	3	450 000	150 000	150 000	150 000
Pistes cyclables hors ZAE	3	600 000	200 000	200 000	200 000
Zone dédiée à l'expérimentation de véhicules autonomes (Trois Moulins) - poursuite du projet à confirmer	1	500 000		500 000	
Diverses conduites d'opérations		300 000	100 000	100 000	100 000
Autres immobilisations corporelles		13 129 092	13 129 092		
Opérations pour compte de tiers		2 544 750	944 750	800 000	800 000
Autres investissements		30 000	10 000	10 000	10 000
Total des dépenses		77 846 642	40 640 347	23 500 000	22 425 000

III.2- Budgets Annexes

III.2.1- Budget de la Régie à autonomie des Transports « Envibus »

Le Budget Annexe a connu un changement de périmètre important en 2018 sous la forme d'un transfert, par le Budget Principal, de l'opération « TCSP », de sorte à ce que la construction et l'exploitation du BHNS soient retracées dans le même cadre budgétaire, dédié à l'activité de transport de voyageurs.

Ainsi, par voie d'une délibération en date du 27 septembre 2018, les actifs (investissements) et passifs (notamment des emprunts) ont été apportés au Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus ».

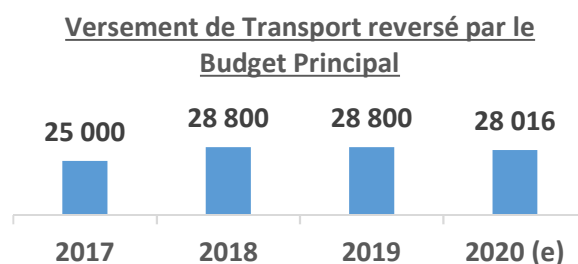
Il en découle d'une part que le « BART » porte les investissements relatifs à la construction du TCSP, et d'autre part qu'il réalise et assume le remboursement des financements levés.

L'année 2019 a donc été la première selon cette nouvelle configuration.

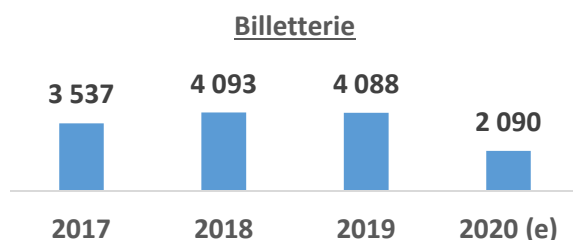
III.2.1.1- Analyse rétrospective

III.2.1.1.1- Section d'Exploitation (en K€)

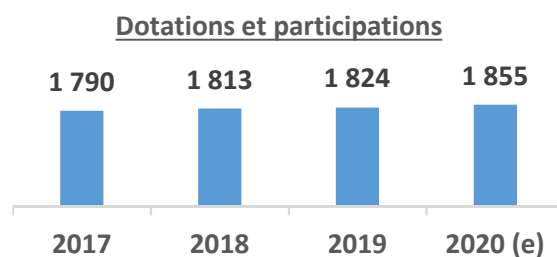
a- Recettes



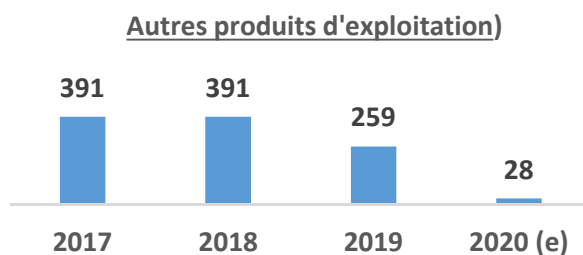
La montée en puissance des travaux du TCSP ont impliqué une augmentation du reversement de Versement de Transport par le Budget Principal depuis 2018. L'éclatement de la crise sanitaire en 2020, qui a induit une baisse sensible du Versement Mobilité perçu, a empêché un reversement plus important par le Budget Principal et, corrélativement, la mise en œuvre de mesures de réduction du coût des marchés de transport par la Régie à Autonomie Financière.



Les recettes de billetterie ont connu une hausse relativement forte jusqu'en 2019, notamment sous l'effet de la création du ticket de dépannage. Mais la crise sanitaire intervenue en 2020, qui a impliqué la réduction des capacités en lien avec les mesures nationales de confinement puis de couvre-feu, a eu pour conséquence une baisse importante des recettes tarifaires de la Régie (- 50% / 2019).

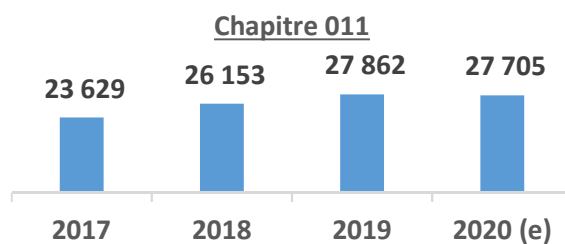


Il s'agit essentiellement de la Dotation Globale de Décentralisation et de compensations versées par la Région Sud PACA pour le transport scolaire.

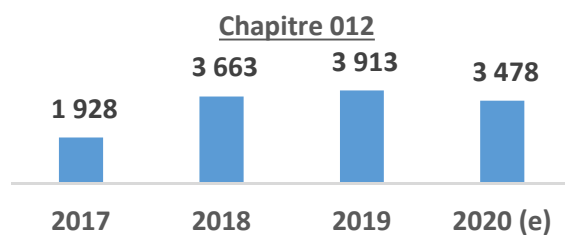


Ce poste de recettes concerne principalement la location des dépôts des Trois Moulins et de Saint Bernard au prestataire du marché de transports.

b- Dépenses



Il s'agit essentiellement du coût des marchés de transport, qui se montent à 22,5M€, dont le marché de transports urbains qui représente à lui seul la somme de 19,45 M€.



L'évolution marquée en 2018 reflète la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de ventilation des charges de structure mutualisées, couvrant essentiellement de la masse salariale, qui est dorénavant relativement constante.

c- Synthèse (en €)

DEPENSES (en k€)		2017	2018	2019	Estimation 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	23 628 562	26 153 104	27 861 791	27 705 133
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 927 724	3 662 734	3 912 778	3 477 824
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 821 903	2 565 371	2 739 886	2 899 405
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	710 519	142 537	133 485	179 989
66	CHARGES FINANCIERES	755 425	1 550 975	1 479 670	1 549 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	75	847
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	700 000	1 341 279	-	-
TOTAL		30 544 134	35 416 000	36 127 685	35 812 197

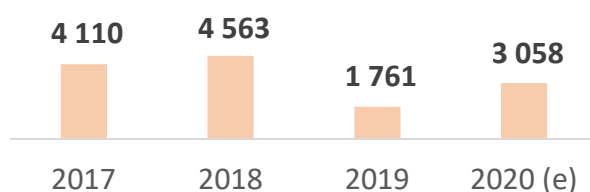
RECETTES (en k€)		2017	2018	2019	Estimation 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2 299 462	2 887 817	3 544 870	2 565 555
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	26 408	9 114	3 619	16 979
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	3 537 416	4 092 699	4 087 719	2 090 138
73	IMPOTS ET TAXES	25 000 000	28 800 000	28 800 000	28 015 999
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 790 132	1 813 150	1 824 310	1 854 880
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	391 125	390 802	258 900	28 050
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	387 409	966 663	173 821	3 964 926
TOTAL		33 431 951	38 960 245	38 693 240	38 536 528

Le résultat comptable de l'exercice 2020 devrait être à l'équilibre avant prise en compte de l'excédent reporté de 2019.

Les **Dépenses Réelles d'Exploitation** ont été les suivantes (en €) :

2017	2018	2019	Estimation 2020
27 722 230	32 850 628	33 387 799	32 912 793

d- Epargne Brute (en K€)



La CAF brute doit être maintenue à un niveau substantiel pour faire face au remboursement de la dette levée pour financer les travaux du TCSP.

III.2.1.1.2- Section d'Investissement

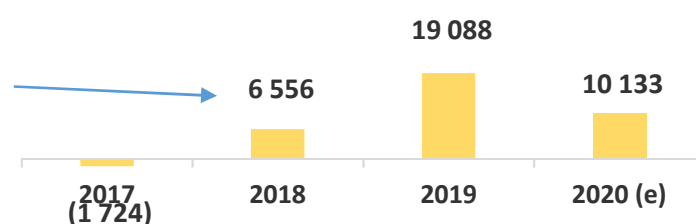
a- Synthèse (en €)

DEPENSES (en €)		2017	2018	2019	Estimation 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT			751 274	0
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	-			425 926
106	RESERVES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 724 078	3 443 726	3 511 950	3 566 697
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 392	286 999	618 032	250 942
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	665 991	2 120 215	4 420 203	9 308 278
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	10 627 066	15 967 970	6 745 212
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS			56 708	771 618
TOTAL		2 458 461	16 478 005	25 326 138	21 068 673

RECETTES (en €)		2017	2018	2019	Estimation 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	887 702	1 251 145	-	127 165
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 821 903	2 565 371	2 739 886	2 899 405
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	-			425 926
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	-		-	0
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	1 910 215	-	3 300 510
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		10 000 000	22 600 000	13 700 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			31 431	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			25 277	551
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			-	881 114
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS			56 708	771 618
TOTAL		3 709 606	15 726 731	25 453 303	22 106 288

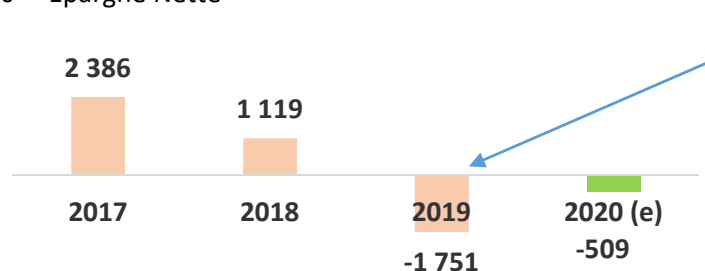
b- Evolution du besoin de financement (en K€)

La Régie Autonome porte la totalité des opérations du TCSP depuis 2018



La montée en puissance des travaux du TCSP induit un recours à l'emprunt qui s'est principalement matérialisé au cours de l'année 2019.

c- Epargne Nette



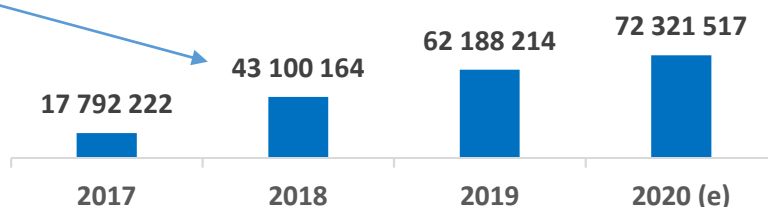
Impact du démarrage de la provision sur emprunt in fine (1,67M€)

Les difficultés rencontrées en 2020 en termes de niveau des recettes de Versement Mobilité et de billetterie n'ont pas permis de ramener l'Epargne Nette à l'équilibre.

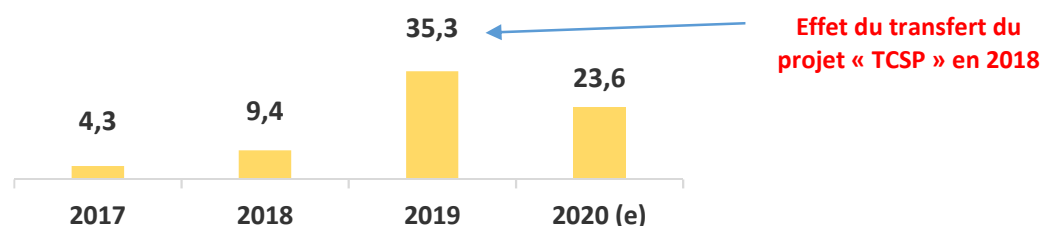
d- Caractéristiques de la dette

Dont 27M€ propres
au projet de TCSP
reçus du Budget
Général en 2018

- Capitaux restant dus (en €)



- Capacité de désendettement (en nombre d'années d'Epargne Brute)



Le niveau de la Capacité de Désendettement de la Régie des Transports est relativement peu significatif. En effet, il est prévu que le niveau d'endettement augmente lors de la période de réalisation du projet de TCSP, incluant le nouveau dépôt de bus. A cette suite, une adaptation du niveau de la fiscalité permettra un remboursement maîtrisé, préservant par ailleurs les moyens alloués à l'exploitation du réseau.

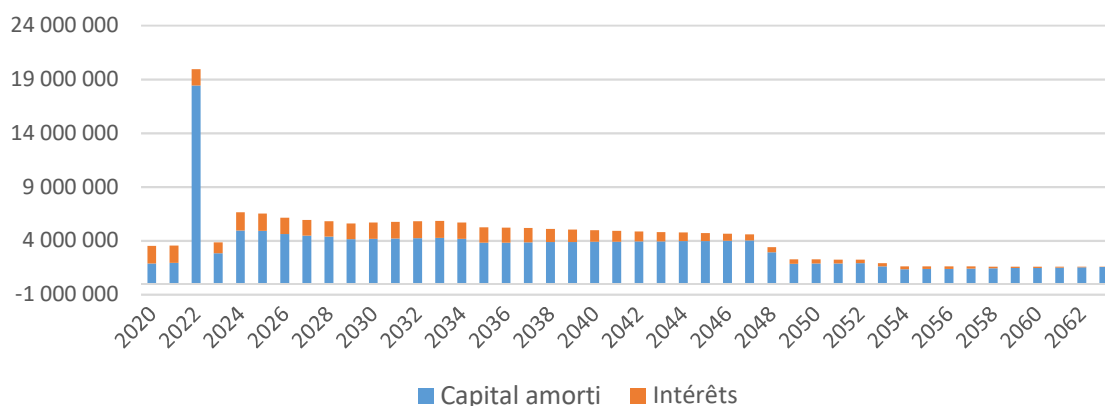
- Autres caractéristiques

Les 14 prêts du Budget Annexe sont classés « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite.

Sur les 72,3M€ d'encours constaté à la fin de l'exercice 2020, 43,3M€ sont à taux variable administré (indexés sur le taux du Livret A), et mobilisés à partir de dispositifs de financement long terme spécifiques au TCSP. Les 29M€ restants sont à taux fixes.

Le taux moyen est de 2,21% et la durée de vie résiduelle est de 20 ans et 1 mois.

Enfin, le profil d'extinction de la dette est le suivant :



Le remboursement *in fine* de la part d'emprunt obligataire souscrit par la CASA en 2012 pour contribuer au financement du TCSP interviendra en 2022 pour un montant de 16 700 000 Euros.

De la même façon, l'horizon d'extinction illustre la mise en œuvre des financements « très long terme » contractualisés auprès de la Caisse des Dépôts et de la Banque Européenne d'Investissement, via la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, qui passeront en phase d'amortissement à compter de 2023.

III.2.1.2- Eléments prospectifs de 2021 à 2023

III.2.1.2.1- Section d'Exploitation

a- Synthèse (en €)

	DEPENSES (en €)	Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	27 705 133	28 863 942	28 500 000	28 500 000
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	3 477 824	3 617 901	3 654 080	3 690 621
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	1 790 038	1 800 000	1 800 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 899 405	3 800 000	3 850 000	3 900 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	179 989	178 680	175 000	175 000
66	CHARGES FINANCIERES	1 549 000	1 911 121	1 800 000	1 800 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	847	4 000	4 000	4 000
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	-	-	-	0
	TOTAL	35 812 197	40 165 682	39 783 080	39 869 621

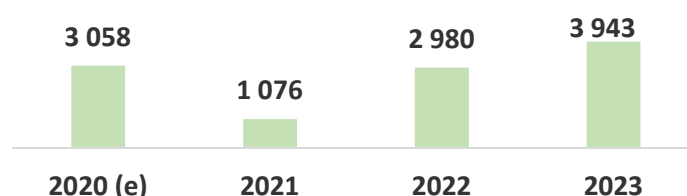
	RECETTES (en €)	Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2 565 555	-	-	0
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	16 979	3 100	3 100	3 100
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 090 138	2 000 000	2 500 000	3 000 000
73	IMPOTS ET TAXES	28 015 999	28 016 000	29 500 000	30 000 000
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 854 880	1 846 073	1 850 000	1 850 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	28 050	64 000	60 000	60 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 964 926	5 512 179	5 000 000	5 000 000
	TOTAL	38 536 528	37 441 352	38 913 100	39 913 100

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes (en K€) :

Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
32 912 793	34 575 644	34 133 080	34 169 621

La progression des dépenses anticipée découle principalement de l'entrée en vigueur du nouveau marché de transport « T19 ».

b- Epargne Brute (en €)



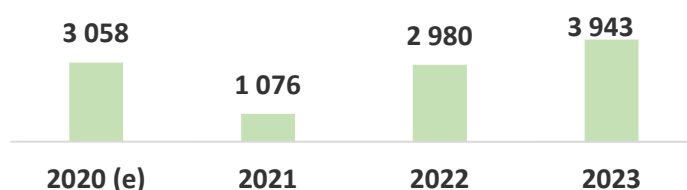
Le maintien d'une CAF brute substantielle est un objectif majeur. Toutefois, l'année 2020 a vu les recettes de Versement Mobilité et de billetterie baisser sensiblement. De la même façon, les recettes fiscales et tarifaires sont attendues à un niveau relativement bas en 2021. Il est en revanche escompté un rebond au cours des années 2022 et 2023.

III.2.1.2.2- Section d'Investissement (en €)

DEPENSES (en €)		Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0	0	0	0
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	425 926	0	0	0
106	RESERVES		4 051 579	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 566 697	3 623 784	18 419 465	2 854 066
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	250 942	789 000	500 000	500 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 308 278	6 904 700	3 500 000	5 000 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 745 212	20 740 000	20 000 000	15 000 000
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	771 618	1 000 000	1 000 000	1 000 000
TOTAL		21 068 673	37 109 063	43 419 465	24 354 066

RECETTES (en €)		Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	127 165	5 089 194	0	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	1 790 038	1 800 000	1 800 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 899 405	3 800 000	3 850 000	3 900 000
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	425 926	0	0	0
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0	4 051 579		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	3 300 510	3 042 390	3 000 000	3 000 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 700 000	24 298 709	33 769 465	14 654 066
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	551	0	0	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	881 114	0	0	0
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	771 618	1 000 000	1 000 000	1 000 000
TOTAL		22 106 288	43 071 910	43 419 465	24 354 066

a- Epargne Nette (en €)

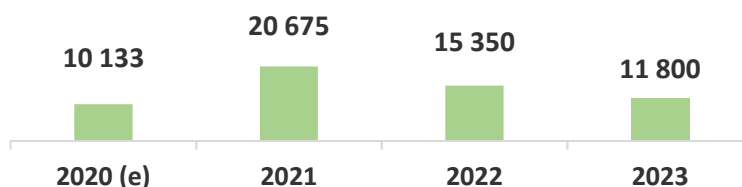


Il s'agit de niveaux minimaux que pourrait atteindre l'Epargne Nette, avec un « point bas » attendu en 2019. L'enjeu des années 2021 et 2022 consistera à améliorer sensiblement cette dernière, de sorte à permettre un autofinancement substantiel des investissements notamment relatifs au TCSP.

b- Engagements pluriannuels (en K€)

- Dette

Evolution du besoin de financement



La réalisation du projet « phare » de la CASA, à savoir le TCSP, induit un recours à des financements spécifiques à long terme dédiés.

Le recours aux emprunts dédiés au TCSP aura un impact à la hausse sur la capacité de désendettement, qui devrait être supérieure à 12 années pour le Budget de la Régie à Autonomie Financière, mais qui

ne représente en réalité aucune difficulté dans la mesure où le financement par le Versement de Transport, particulièrement dynamique sur le périmètre de la CASA, permet de faire face à ses échéances tout en assurant le financement de l'exploitation du réseau.

- Plan Pluriannuel d'Investissement

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
TCSP (acquisitions foncières et des BHNS, infrastructures, etc.)	3	66 900 000	26 400 000	22 000 000	18 500 000
Autres investissements du réseau	3	6 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Total des dépenses		72 900 000	28 400 000	24 000 000	20 500 000

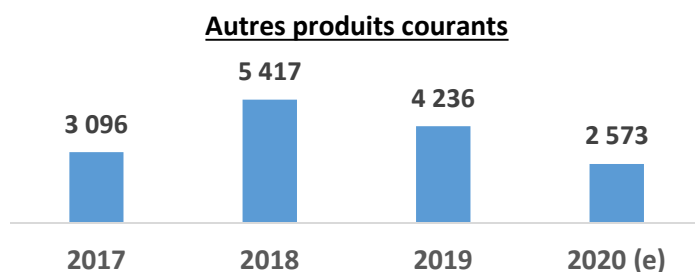
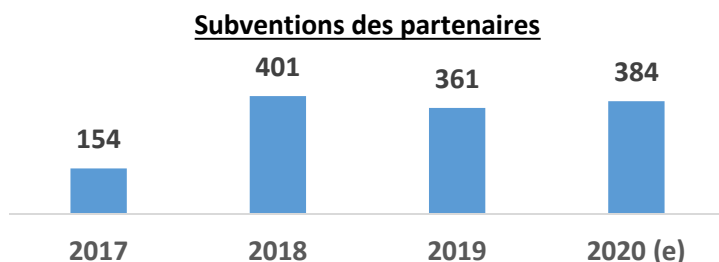
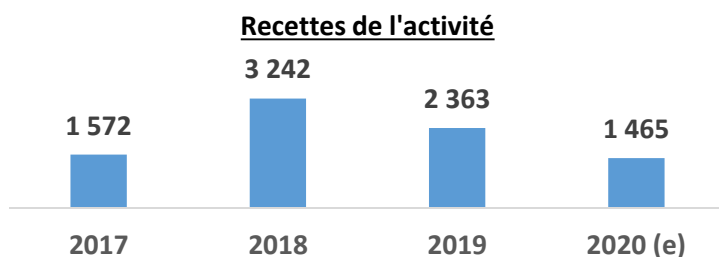
III.2.2- Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes »

Le succès rencontré auprès du public est constant, et place le théâtre en tête des lieux culturels de la région Sud-PACA et même des lieux culturels français hors Ile de France.

III.2.2.1- Analyse rétrospective

III.2.2.1.1- Section de Fonctionnement

a- Recettes (en €)



Ce poste comprend une participation annuelle du Budget Principal à l'équilibre du Budget Annexe d'environ 1,9M€. Il convient toutefois de préciser que l'année 2018 a revêtu un caractère exceptionnel dans la mesure où elle a vu des régularisations être réalisées sur des saisons artistiques passées. De ce fait, le Budget Principal a apporté une participation majorée non récurrente au titre de cet exercice. L'année 2019 a ensuite marqué une normalisation de la contribution du Budget Principal, tandis que l'année 2020 est caractérisée par l'arrêt de la saison artistique « 2019 / 2020 » dès le mois de mars.

Le solde correspond aux recettes de brasserie, mécénat, partenariats et locations de salles qui sont en forte expansion en dehors du contexte de crise sanitaire.

b- Dépenses

Les dépenses sont principalement d'ordre artistique, technique, de communication et relatives à la brasserie.

Elles concernent également le coût de fonctionnement du bâtiment, ainsi que la rémunération versée à la SPL « Théâtre Communautaire d'Antibes », pour ses parts fixe et variable.

Il convient de noter que l'année 2018 est exceptionnelle, tant du point de vue des recettes que des dépenses, dans la mesure où elle a permis de réaliser une large part des régularisations portant sur l'ensemble des saisons depuis l'ouverture du théâtre, et notamment sur la saison artistique « 2016/2017 ».

L'année 2019 a présenté une configuration en normalisation, mais le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » n'a pu retrouver complètement son profil classique en 2020 pour cause de crise sanitaire.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

DEPENSES (en €)		2017	2018	2019	Estimation 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 202 216	9 940 756	7 296 257	4 616 305
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	-	21 013	21 279	12 195
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	53 241	57 755	110 382	111 499
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 866	83 379	6 562	36 507
TOTAL		4 262 322	10 102 903	7 434 480	4 776 506

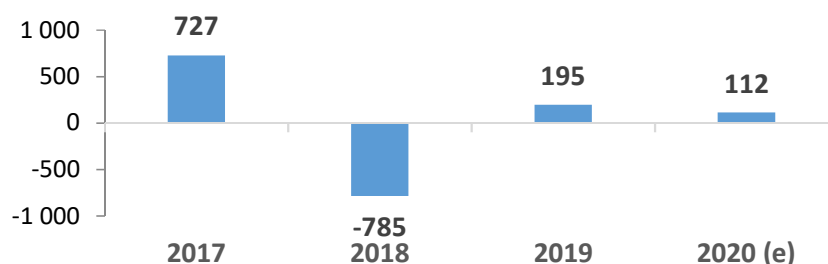
RECETTES (en €)		2017	2018	2019	Estimation 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	278 575	952 818	306	19 170
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 571 515	3 242 151	2 362 717	1 464 646
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	154 000	400 500	360 500	383 786
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 096 404	5 416 967	4 235 850	2 572 914
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	114 646	200 306	560 412	355 804
TOTAL		5 215 140	10 212 742	7 519 785	4 796 320

Par ailleurs, les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

2017	2018	2019	Estimation 2020
4 209 082	10 045 148	7 324 098	4 665 007

L'année 2018 a permis de procéder à la plupart des régularisations sur les saisons artistiques passées, et notamment la saison « 2016/2017 », qui faisait encore l'objet de contrôles lors de la clôture de l'exercice 2017. La situation a été totalement régularisée à l'issue de l'année 2020.

d- Epargne Brute / Nette (en K€)



Le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » ne portant aucun endettement, l'Epargne Brute correspond à l'Epargne Nette.

En moyenne sur les 4 années observées, un équilibre est recherché par un abondement du Budget Général pour un montant strictement nécessaire aux besoins de financement.

III.2.2.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES (en €)		2017	2018	2019	Estimation 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT			109 532	-
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	15 000	6 165	991
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 197	236 294	34 709	134 198
TOTAL		23 197	251 294	150 407	135 189

RECETTES (en €)		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	53 962	84 006	-	69 508
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	53 241	57 755	110 382	111 499
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			109 532	66 135
TOTAL		107 203	141 761	219 914	247 142

La CASA réalise des investissements scéniques et techniques (informatique et télécommunications) régulièrement, l'activité artistique nécessitant un effort particulier d'adaptation aux technologies les plus récentes. L'année 2020 a également vu l'acquisition d'une Licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie, dans le but d'élargir la gamme de prestations proposées aux usagers en matière de restauration en marge des représentations.

b- Besoin de financement

Le Budget Annexe ne comportant aucune dette, cet indicateur n'est pas applicable dans son cas.

c- Epargne Nette

Le Budget Annexe ne comportant aucune dette, l'Epargne Nette équivaut à l'Epargne Brute.

d- Caractéristiques de la dette

Pour la raison précédemment évoquée, les indicateurs relatifs à la capacité de désendettement et à l'analyse des capitaux restant dus ne sont pas applicables.

III.2.2.2- Eléments prospectifs

III.2.2.2.1- Section de Fonctionnement

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023 (en €)

DEPENSES (en €)		Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 616 305	7 794 000	7 750 000	7 800 000
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	12 195	20 000	20 210	20 422
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	19 814	10 000	10 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	111 499	140 000	145 000	150 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	36 507	50 000	50 525	51 056
TOTAL		4 776 506	8 023 814	7 975 735	8 031 478

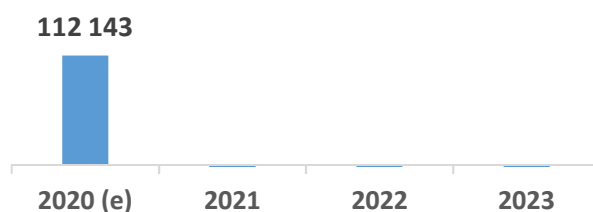
RECETTES (en €)		Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	19 170	-	-	0
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES	1 464 646	4 400 000	4 450 000	4 500 000
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	383 786	552 000	500 000	500 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 572 914	2 875 000	2 855 735	2 861 478
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	355 804	177 000	170 000	170 000
-	-	4 796 320	8 004 000	7 975 735	8 031 478

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes de 2021 à 2023 :

Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
4 776 506	8 004 000	7 965 735	8 021 478

Suite à la baisse de l'activité en lien avec la crise sanitaire, l'exploitation du théâtre devrait retrouver des niveaux élevés à compter de la saison « 2021 / 2022 » sous réserve d'une reprise de la programmation et de l'accueil du public selon les conditions qui étaient applicables avant la survenance de la crise sanitaire.

b- Epargne Brute/Nette (en K€)



Le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » n'ayant pas vocation à porter un endettement à court terme, l'Epargne Brute équivaut à l'Epargne Nette.

III.2.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES (en €)		Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	-		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	991	10 000	10 000	10 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	134 198	236 767	175 000	180 000
TOTAL		135 189	246 767	185 000	190 000

RECETTES (en €)		Estimation 2020	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	69 508	111 953		20 000
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	19 814	10 000	10 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	111 499	140 000	145 000	150 000
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	66 135	50 000	50 000	50 000
TOTAL		247 142	321 767	205 000	230 000

b- Engagements pluriannuels

- Dette

Il n'est pas envisagé de faire porter de financement bancaire au Budget Annexe. De ce fait, les indicateurs relatifs à la dette (trajectoire du besoin de financement et capacité de désendettement) sont inopérants dans ce cas.

- Plan Pluriannuel d'Investissement (en €)

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
Etudes	3	30 000	10 000	10 000	10 000
Equipements scéniques, techniques et administratifs	3	531 767	216 767	155 000	160 000
Installations et agencements (ex : parking)	0	60 000	20 000	20 000	20 000
Total des dépenses		621 767	246 767	185 000	190 000

III.2.3- Budget Annexe des Pépinières

L'année 2020 s'est inscrite dans la continuité du développement récent des pépinières de la CASA. En effet, le *Business Pole* comprend deux bâtiments, dont un détenu en propre et l'autre loué, tandis que *Starteo* poursuit son activité historique.

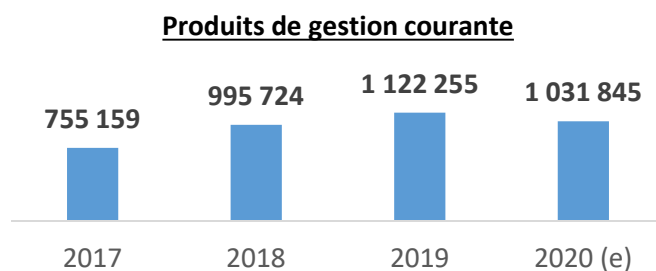
Ainsi, le périmètre d'activité retracé dans le Budget Annexe sera constant en 2021 par rapport aux années précédentes.

Il convient toutefois de préciser que, dans le contexte de crise sanitaire de l'année 2020, la CASA a accordé des franchises de loyers aux entreprises hébergées d'avril à juin puis en novembre et décembre, et ce dans le but de soutenir l'activité économique en contribuant à la survie des jeunes structures. De façon corrélative, la CASA a enregistré un manque à gagner de recettes.

III.2.3.1- Analyse rétrospective

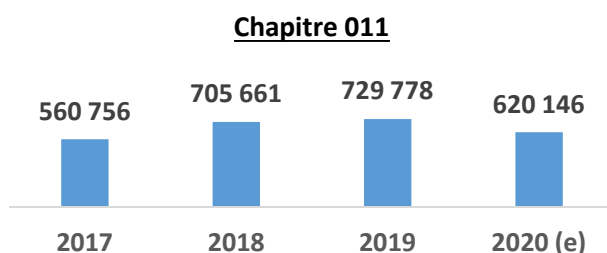
III.2.3.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Recettes



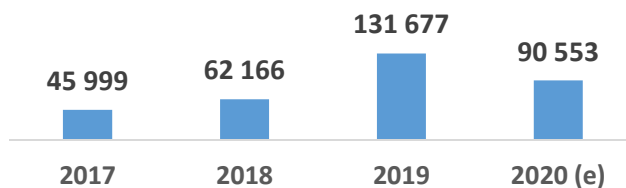
Le remplissage des deux structures d'hébergement d'entreprises assure un niveau substantiel de recettes. Toutefois, le modèle économique du Budget Annexe requiert une participation d'équilibre du Budget Général.

b- Dépenses



Il doit être précisé que les dépenses de fonctionnement se sont avérées inférieures en 2020 par rapport aux années précédentes en raison de la moindre réalisation d'événements en lien avec la crise sanitaire. Il en a notamment été ainsi pour la manifestation « *Village des Sciences et de l'Innovation* » organisé annuellement au Palais des Congrès d'Antibes-Juan Les Pins, dont l'édition de 2020 a été annulée.

Chapitre 012



L'année 2020 a vu une stabilisation de la participation du Budget Annexe aux charges de structure mutualisées par rapport aux années précédentes, en lien avec le niveau de l'activité.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

DEPENSES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	560 756	705 661	729 778	620 146
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	45 999	62 166	131 677	90 553
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-	0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	207 146	127 623	76 958	76 256
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-	9 902	801	890
66	CHARGES FINANCIERES	28 776	49 564	47 065	44 425
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	1 636	1 420	136
TOTAL		842 677	956 551	987 699	832 407

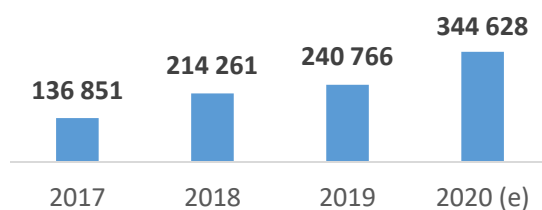
RECETTES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	295 595	24 084	1 012	19 584
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			163	0
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	15 000	15 000	15 000	4 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	755 159	995 724	1 122 255	1 031 845
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 224	32 465	14 089	64 934
TOTAL		1 067 977	1 067 273	1 152 518	1 120 363

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 devrait être de + 268K€.

Par ailleurs, les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
635 532	828 928	910 741	756 151

d- Epargne Brute (en €)



L'Epargne Brute est maintenue à un niveau devant permettre le remboursement du capital d'un seul emprunt et à des investissements réalisés de façon sélective.

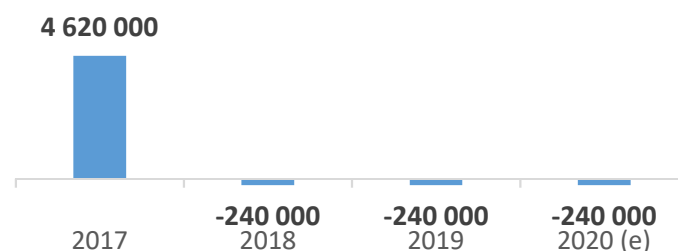
III.2.3.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT		12 524	108 078	147 882
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	5 088 981	250 878	247 763	257 430
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	250	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	314 536	194 022	5 397	78 043
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	39 993	712	7 366	782
TOTAL		5 443 510	458 136	368 854	484 138

RECETTES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	411 198	-		
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	207 146	127 623	76 958	76 256
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES		201 216	109 710	145 236
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	3 000	-	-	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	4 809 642	16 013	34 304	29 184
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		5 206	-	0
TOTAL		5 430 986	350 058	220 972	250 675

b- Besoin de financement



Au cours de l'année 2017, le post-financement de l'acquisition du *Business Pole I* a été réalisée, par voie de recours à un emprunt d'un montant de 4 800 000 Euros, dont l'amortissement a débuté lors de l'année même (2 échéances trimestrielles de capital et intérêts). En effet, le Budget Général avait initialement effectué une avance auprès du Budget Annexe, qui a été restituée à l'occasion de l'encaissement du prêt.

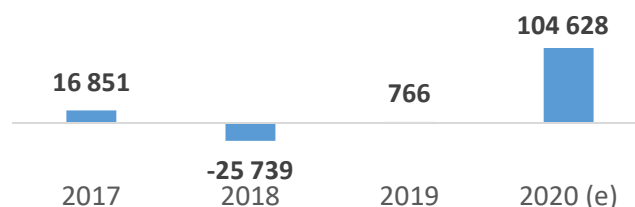
Ainsi, le Budget Annexe assume le mode de financement du principal outil par lequel la CASA exerce sa compétence « Développement Economique ».

Le besoin de financement n'est apparu positif que lors de l'année du post-financement du *Business Pole I*. Depuis cette date, le capital de la dette est amorti sans qu'il soit besoin de recourir de nouveau à l'emprunt, les investissements de renouvellement réalisés dans le cadre du Budget Annexe étant autofinancés grâce à la participation du Budget Principal.

La capacité de désendettement est peu significative dans le cas du Budget Annexe des Pépinières dans la mesure où l'Epargne Brute est en partie constituée de la participation du Budget Principal à son équilibre financier.

Le pilotage de ce Budget Annexe permet de gérer l'extinction de la dette sans qu'elle ne représente la moindre difficulté.

c- Epargne Nette



La CAF nette est légèrement positive, de façon à contribuer à l'autofinancement des investissements réalisés dans le cadre du Budget Annexe.

d- Caractéristiques de la dette

Le Budget Annexe des Pépinières ne compte qu'un seul emprunt, d'un montant initial de 4 800 000 Euros et d'une durée de 20 ans, soit une durée restant à amortir de 16,2 ans. Le capital restant dû, au 31 décembre 2020, était de 3 900 000 Euros.

Ce financement est classé « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite, et délivre des intérêts selon le taux fixe de 1,1%. Le remboursement du capital est constant, ce qui induit des charges d'intérêts dégressives.

III.2.3.2- Eléments prospectifs

III.2.3.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES (en €)		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	620 146	848 193	850 000	860 000
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	90 553	141 500	142 986	144 487
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	215 827	200 000	200 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	76 256	87 000	90 000	90 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	890	23 987	25 000	26 000
66	CHARGES FINANCIERES	44 425	47 460	39 270	36 630
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	136	2 000	2 000	2 000
TOTAL		832 407	1 365 967	1 349 256	1 359 117

RECETTES (en €)		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	19 584	18 667	0	0
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0	800	808	817
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	4 000	19 000	19 200	19 401
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 031 845	1 327 500	1 329 248	1 338 899
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	64 934		0	0
TOTAL		1 120 363	1 365 967	1 349 256	1 359 117

L'activité des Pépinières étant stabilisée, il est attendu une certaine constance du niveau de coûts de leur exploitation après le retour à une situation normale post-COVID qui pourrait intervenir en 2021.

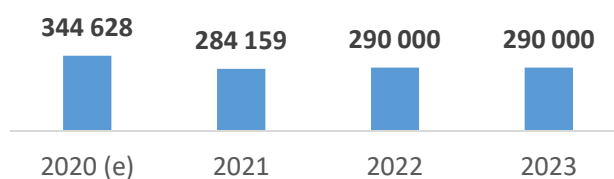
b- Dépenses Réelles de Fonctionnement

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes :

ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
756 151	1 063 141	1 059 256	1 069 117

Ces dernières sont anticipées à un niveau relativement stable entre 2021 et 2023.

c- Epargne Brute



Par conséquent, la CAF Brute est prévue à un niveau constant, permettant de faire face à l'amortissement du capital de l'emprunt en cours.

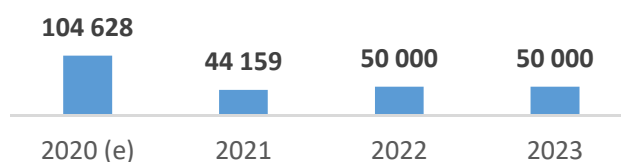
III.2.3.2.2- Section d'Investissement

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023 (en €)

DEPENSES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	147 882	233 463	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	257 430	255 500	240 000	240 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	78 043	118 677	123 826	88 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	782	2 850	2 000	2 000
TOTAL		484 138	610 489	365 826	330 000

RECETTES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0	0	35 826	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	215 827	200 000	200 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	76 256	87 000	90 000	90 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	145 236	269 289	0	0
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0	53 800	20 000	20 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	29 184	20 400	20 000	20 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0
TOTAL		250 675	646 316	365 826	330 000

b- Epargne Nette anticipée (en €)



La CAF Nette sera pilotée de sorte à permettre l'autofinancement des investissements portés par le Budget Annexe.

c- Engagements pluriannuels

- Dette

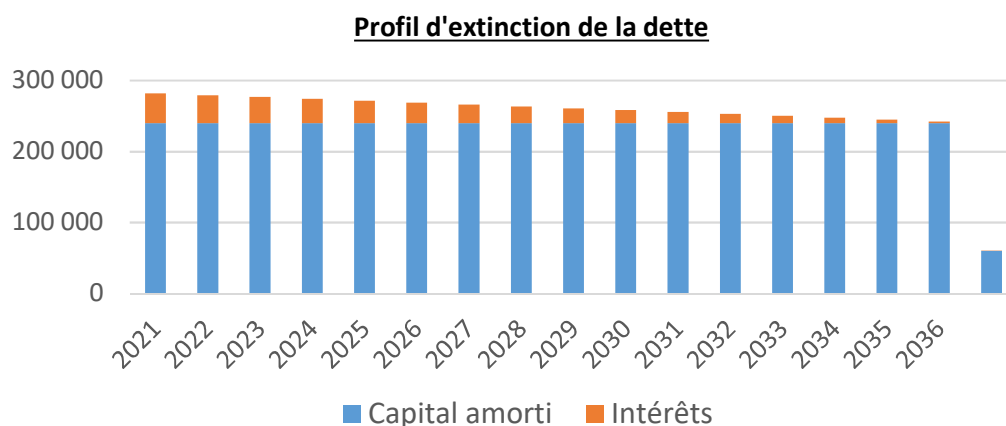
L'emprunt en cours étant à remboursement de capital constant, les dépenses à ce niveau seront de 240 000 Euros de 2021 à 2023.

Le capital restant dû sera donc aux niveaux suivants :

- Au 31 décembre 2021 : 3 660 000 Euros
- Au 31 décembre 2022 : 3 420 000 Euros

Par ailleurs, le taux fixe en vigueur permet une totale prévisibilité des charges financières sur ces exercices.

Ainsi, le profil d'extinction de la dette est le suivant :



- Plan Pluriannuel d'Investissements

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
Investissements globaux (Business Pole I et II et Starteo)	3	337 353	121 527	125 826	90 000
Total des dépenses		337 353	121 527	125 826	90 000

Les bâtiments hébergeant l'activité d'accueil et d'accompagnement de jeunes entreprises sont stabilisés du point de vue technique. Ils ne requièrent pas d'investissements notables dans un horizon prévisible, voire dégressifs dans la mesure où la perspective d'un regroupement des services au sein du futur Pôle Innovation sera proche.

III.2.4- Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal

Le Budget Autonome a été créé en 2017, en parallèle de la prise de compétence « Promotion du Tourisme » par la CASA.

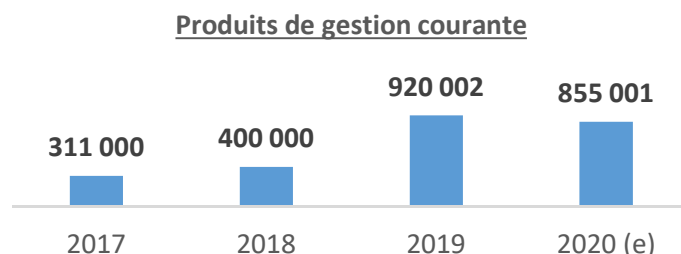
Lors de la première année d'exercice, la CASA a confié aux Communes remettantes la gestion des anciens Offices de Tourisme communaux, devenus des Bureaux d'Information Touristique.

L'année 2018 correspond ainsi à la première année de gestion directe, par la CASA, de la compétence, et l'exercice 2019 voit la montée en puissance de cette compétence, avec une allocation nouvelle de moyens financiers.

III.2.4.1- Analyse rétrospective

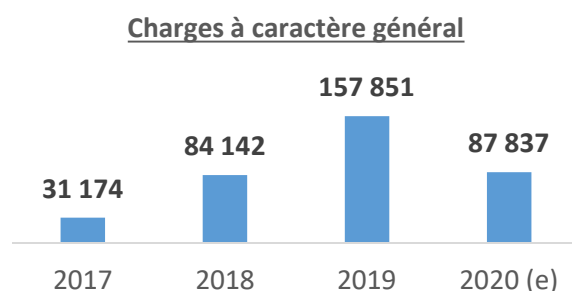
III.2.4.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Recettes



Hormis la vente d'ouvrages et cartes représentant des montants modiques dans le cadre de la promotion des sites remarquables situés sur le périmètre de la CASA, le Budget Annexe ne génère quasiment pas de recette propre, si bien que son équilibre est assuré par une contribution du Budget Principal.

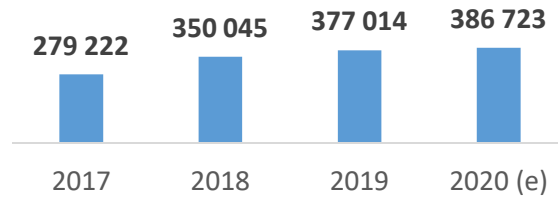
b- Dépenses



Suite à la gestion des Bureaux d'Information Touristique réalisée en 2017 par les Communes pour le compte de la CASA, cette dernière a donné une première impulsion à la compétence, ce qui s'est traduit par une augmentation des charges relevant du Chapitre « 011 » en 2018. La montée en puissance de l'exercice de la compétence « Promotion du Tourisme » se poursuit en 2019, avec notamment la création de supports de communication significatifs (ex : Guide du « Petit Futé » spécifique aux Communes du moyen et haut-pays de la CASA en langues anglaise et française).

Toutefois, la crise sanitaire a marqué l'année 2020 en induisant la fermeture des BIT sur une large part de la période, impliquant par-là une diminution des frais de fonctionnement.

Charges de personnel



De la même façon, l'exercice de la compétence « Promotion du Tourisme » en régie directe par la CASA en 2018 a nécessité le recrutement de personnel, ce qui a induit une hausse des charges liées qui se poursuit en 2019.-

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

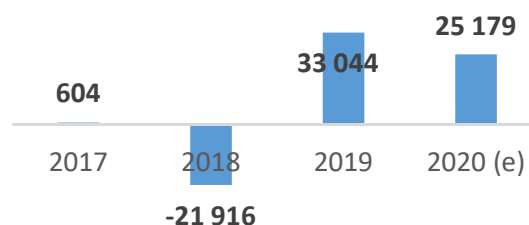
DEPENSES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	31 174	84 142	157 851	87 837
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	279 222	350 045	377 014	386 723
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		-	-	0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			-	1 990
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		-	353 999	356 001
TOTAL		310 396	434 188	888 865	832 551

RECETTES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT		604	2 214	13 209
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		10 000	686	253
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES		2 272	1 222	486
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	311 000	400 000	920 002	855 001
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		31 525	3 136	5 555
TOTAL		311 000	444 402	927 259	874 503

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
310 396	434 188	888 865	830 561

d- Epargne Brute



La contribution du Budget Principal permet de faire face à l'échéance de capital d'un emprunt sans intérêts transféré à la CASA par l'une de ses Communes membres remettantes de la compétence ainsi que d'autofinancer les investissements réalisés régulièrement afin d'harmoniser l'équipement des différents BIT communautaires.

Compte tenu du modèle économique du Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal, la notion d'Epargne Brute n'est pas significative.

III.2.4.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

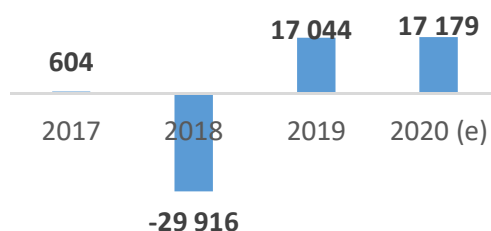
DEPENSES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT			8 000	22 298
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		8 000	16 000	8 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			6 298	7 043
TOTAL		-	8 000	30 298	37 341

L'amortissement du capital de cet emprunt transféré représente une part importante des dépenses d'investissement réalisées depuis de démarrage de l'exercice de la compétence par la CASA. Par ailleurs, des investissements d'harmonisation des BIT (ex : équipement en banques d'accueil, acquisition de matériel informatique, etc.) sont réalisés par la CASA.

RECETTES		2017	2018	2019	ESTIMATION 2020
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		-	-	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			-	1 990
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			8 000	25 186
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			-	
TOTAL		-	-	8 000	27 175

Les recette d'investissement du Budget Autonome correspondent à l'autofinancement dégagé par la CASA.

b- Epargne Nette



La CAF nette est exceptionnellement négative en 2018 en raison de l'apurement du mandat de gestion ayant lié la CASA à la Commune de Tournettes sur Loup, et plus précisément l'échéance de remboursement de capital de l'emprunt dédié au BIT correspondant qui représente la somme de 8 000 Euros par an. Depuis 2019, la CAF nette permet d'autofinancer les investissements de mise en cohérence des BIT.

c- Caractéristiques de la dette

Lors de la prise de compétence « Promotion du Tourisme », la CASA s'est vue transférer un emprunt d'un montant de 120 000 Euros.

Issu d'un cadre privilégié des financements de la Caisse des Dépôts, ce prêt est à taux zéro et n'induit par conséquent aucune charge financière.

Le capital restant dû du prêt s'élève à 88 000 Euros au 31 décembre 2020.

III.2.4.2- Eléments prospectifs

III.2.4.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		Estimation 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	87 837	135 450	136 872	138 309
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	386 723	485 854	490 955	496 110
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	47 500	48 000	49 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 990	7 122	7 000	7 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	356 001	354 050	357 768	361 524
TOTAL		832 551	1 029 976	1 040 595	1 051 944

Les années 2021 et suivantes devraient voir l'activité retrouver son niveau d'avant-crise « COVID », puis la montée en puissance de la compétence exercée par la CASA, ce qui se traduit sur le niveau des dépenses de fonctionnement.

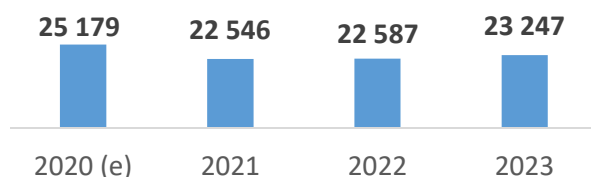
RECETTES		Estimation 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	13 209	30 576	30 897	31 222
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	253	7 400	7 478	7 556
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	486	500	505	511
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	855 001	990 000	1 000 199	1 011 124
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 555	1 500	1 516	1 532
TOTAL		874 503	1 029 976	1 040 595	1 051 944

La Régie à Autonomie Financière n'ayant pas particulièrement vocation à générer des recettes propres ou attirer des subventions de fonctionnement, l'équilibre financier sera réalisé par ajustement de la contribution du Budget Principal.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes :

Estimation 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
830 561	975 354	985 595	995 944

b- Epargne Brute



Le niveau d'Epargne Brute recherché a uniquement pour vocation de faire face au remboursement du capital des emprunts dédiés à la compétence « Promotion du Tourisme » et à autofinancer les investissements réalisés par la Régie à Autonomie Financière.

III.2.4.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	22 298	10 165	1 211	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	8 000	8 000	8 000	8 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 043	46 622	45 789	48 000
TOTAL		37 341	64 788	55 000	56 000

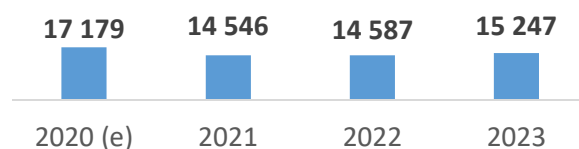
RECETTES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	47 500	48 000	49 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 990	7 122	7 000	7 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	25 186	11 376		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0	0	0	0
TOTAL		27 175	65 999	55 000	56 000

En raison de la crise sanitaire qui a fortement perturbé l'ensemble de l'activité, les investissements prévus au titre de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal n'ont pu qu'être partiellement mis en œuvre.

Sous réserve d'un retour à une situation normale dans le courant de l'année 2021, la poursuite des investissements d'harmonisation des BIT devrait être mise en œuvre. A moyen terme, le projet de déplacement du BIT situé sur la Commune de Valbonne pourrait être sélectionné, de même que celui de la Commune de Gourdon, dans les deux cas dans le but d'être placés sur les itinéraires ou à proximité immédiate de points d'intérêt touristique.

La réalisation de ces investissements sera assurée au moyen de l'autofinancement.

b- Epargne Nette anticipée (en €)



Le niveau de CAF Nette est piloté pour contribuer à financer les investissements qui seront réalisés par la CASA dans le cadre de la compétence « Promotion du Tourisme ».

c- Engagements pluriannuels

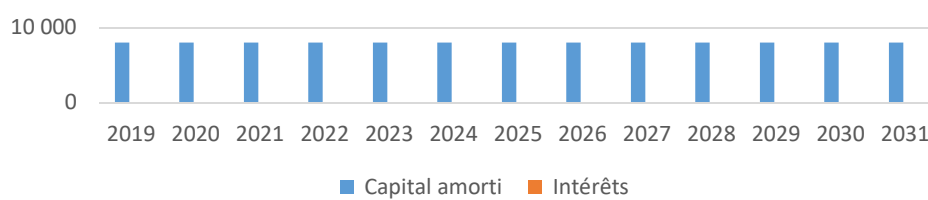
- Dette

L'emprunt en cours, à taux zéro, offre une prévisibilité totale de ses échéances.

Il n'est par ailleurs pas envisagé de recourir à des financements bancaires complémentaires.

Le profil d'extinction de l'emprunt en cours est le suivant :

Profil d'extinction de la dette (en €)



Le capital restant dû sera ainsi de 80 000 Euros au 31 décembre 2021 et 72 000 Euros au 31 décembre 2022.

- Plan Pluriannuel d'Investissements (en €)

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
Investissements globaux à réaliser sur les BIT	3	140 411	46 622	45 789	48 000
Total des dépenses		140 411	46 622	45 789	48 000

III.2.5- Budget Annexe « GeMAPI »

Conformément aux dispositions de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe », la CASA est devenue compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations « GeMAPI »).

Parallèlement, l'EPCI a opté pour le transfert facultatif de la compétence « Eaux Pluviales ».

L'année 2018 correspond ainsi à la première de l'exercice de ces deux compétences, et marque un point de départ à la suite duquel des moyens importants seront alloués, tant du point de vue du fonctionnement que de celui des investissements à réaliser.

En effet, consciente des enjeux que représentent la « GeMAPI » et la gestion des eaux pluviales, la CASA a planifié une montée en puissance de l'exercice de ces compétences dès l'exercice 2019, qui aurait dû s'amplifier en 2020 hors contexte de crise sanitaire.

Pour autant, la CASA a créé les conditions d'un financement dédié pérenne de la compétence « GeMAPI » lorsque le Conseil Communautaire a approuvé, le 27 juillet 2020, l'instauration d'une « Taxe GeMAPI » à compter de l'année fiscale 2021.

D'un montant de 3 474 272 Euros lors de cette année, qui devra être déterminé annuellement, la taxe permettra de financer les dépenses de fonctionnement de la compétence « GeMAPI », ainsi que de contribuer à l'autofinancement des dépenses d'investissement induites.

Il convient donc de noter que le Budget Principal continuera à contribuer à l'équilibre du Budget Annexe, mais uniquement pour la part de dépenses relative à la compétence « Eaux Pluviales ».

III.2.5.1- Analyse rétrospective

III.2.5.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES		2018	2019	ESTIMATION 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	383 414	292 778	286 656
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 183 735	1 302 903	1 392 311
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	35 563	44 989
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	447 644	448 000	287 181
66	CHARGES FINANCIERES	-	6 444	30 000
TOTAL		2 014 793	2 085 688	2 041 137

RECETTES		2018	2019	ESTIMATION 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	-	22 608	76 045
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	43 794	24 829	1 226
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	-	-	0
73	IMPOTS ET TAXES	2 000 000	2 100 000	2 000 000
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	-	-	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-	1	1
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	14 294	87 946
TOTAL		2 043 794	2 161 733	2 165 218

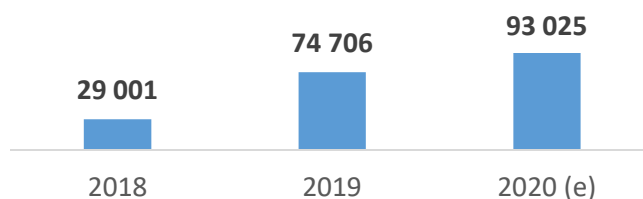
Les compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » n'ont pas vocation à générer des recettes propres de fonctionnement.

De ce fait, l'équilibre financier du Budget Annexe se fait tout d'abord au moyen de la « Taxe GeMAPI » dédiée au financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement de la compétence correspondante. De façon complémentaire, le Budget Principal assure le financement des dépenses concernant la compétence « Eaux Pluviales » par le biais d'une participation spécifique.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont :

2018	2019	ESTIMATION 2020
2 014 793	2 050 125	1 996 148

b- Epargne Brute



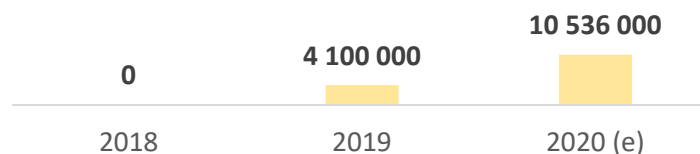
III.2.5.1.2- Section d'Investissement

a- Synthèse

DEPENSE		2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	2 422 295	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			164 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	66 948	390 901	491 732
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 035 307	-	1 791 977
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	173 546	66 516	8 256 603
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 216 567	1 374 180	1 245 134
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0
TOTAL		2 492 368	4 253 892	11 949 446

RECETTE		2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT			48 369
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	35 563	44 989
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	70 073	166 698	196 526
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	-	3 683 142
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	4 100 000	10 700 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			0
TOTAL		70 073	4 302 261	14 673 027

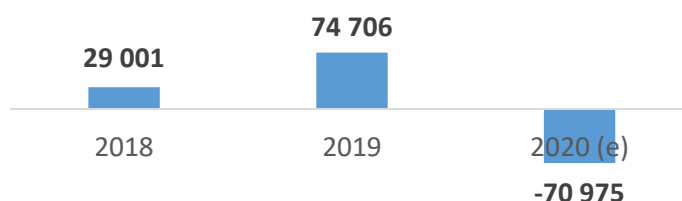
b- Besoin de financement (en €)



Les compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » correspondent à des enjeux majeurs de préservation des vies humaines et des biens. De ce fait, la CASA a mis en œuvre un plan ambitieux d'investissements fondé d'une part sur la réalisation d'acquisitions foncières en vue de la renaturation d'espaces à risques d'inondation, et d'autre part de construction d'ouvrages destinés à limiter les mêmes risques (ex : bassins de rétention, etc.). En outre la CASA est adhérente au SMIAGE qui réalise également des investissements en matière de « GeMAPI ».

La priorisation de ces compétences communautaires et la réalisation d'investissements massifs servant les objectifs précédemment mentionnés impliquent le recours à l'endettement bancaire. Toutefois, la CASA utilise des financements de très long terme issus de dispositifs spécifiques, tels que l'Aqua-Prêt de la Caisse des Dépôts, qui permet une gestion financière souple des échéances de prêts.

c- Epargne Nette



d- Caractéristiques de la dette

Le stock de dette du Budget Annexe « GeMAPI » présente les caractéristiques suivantes :

- Nombre de prêts en cours : 3
- Capital restant dû au 31 décembre 2020 : 14 636 000 Euros
- Taux d'intérêt moyen : 0,97% (fixe)
- Durée de vie résiduelle : 29 ans et 7 mois

III.2.5.2- Éléments prospectifs

III.2.5.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	286 656	427 700	432 191	436 729
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 392 311	1 660 413	1 677 847	1 695 465
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	2 133 505	2 100 000	2 100 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	44 989	100 000	120 000	150 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	287 181	448 050	452 755	457 508
66	CHARGES FINANCIERES	30 000	166 451	168 199	169 965
TOTAL		2 041 137	4 936 119	4 950 991	5 009 667

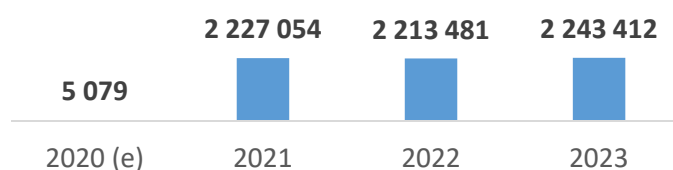
RECETTES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	76 045	6 451	6 519	6 587
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 226	21 000	21 221	21 443
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	0	0	0	0
73	IMPOTS ET TAXES	2 000 000	3 474 000	3 473 520	3 474 272
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		0	0	0
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1	1 434 668	1 449 732	1 507 364
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	87 946	0	0	0
TOTAL		2 165 218	4 936 119	4 950 991	5 009 667

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être, de 2021 à 2023, les suivantes :

ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
1 996 148	2 702 614	2 730 991	2 759 667

En conséquence de la montée en puissance du plan d'actions prévue pour les exercices à venir des compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales », les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont attendues en hausse sensible en 2021, puis, en progression modérée mais constante lors des années suivantes, reflétant ainsi la mise en œuvre des compétences sur la totalité du périmètre de la CASA.

b- Epargne Brute



Le niveau d'Epargne Brute est piloté de sorte à assurer le remboursement du capital des emprunts ainsi que pour contribuer à l'autofinancement des investissements. La « Taxe GeMAPI » levée à compter de l'année fiscale 2021 participera à l'autofinancement des dépenses d'investissement relatives à la compétence correspondante, de sorte à limiter le recours à l'emprunt.

III.2.5.2.2- Section d'Investissement

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

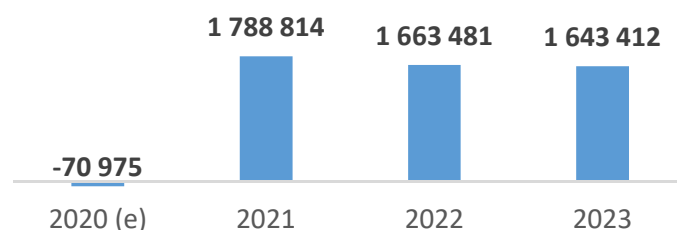
DEPENSES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0	0	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	164 000	438 240	550 000	600 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	491 732	883 000	883 000	883 000
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 791 977	1 035 307	1 035 307	1 035 307
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 256 603	2 345 000	3 000 000	3 000 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 245 134	6 572 000	6 500 000	7 000 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	500	500	500
TOTAL		11 949 446	11 274 047	11 968 807	12 518 807

RECETTES		ESTIMATION 2020	PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	48 369	2 675 211	2 792 841	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	2 133 505	2 100 000	2 100 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	44 989	100 000	120 000	150 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	196 526	1 367 629	1 200 000	1 200 000
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	3 683 142	330 000	300 000	300 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	10 700 000	7 460 543	5 455 966	8 768 807
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0
TOTAL		14 673 027	14 066 888	11 968 807	12 518 807

Il est ainsi anticipé une progression sensible des dépenses d'investissement eu égard au plan d'actions devant être mis en œuvre sur le périmètre de la CASA en termes de prévention des risques qui concernent la sécurité des personnes et des biens. Ainsi, après avoir réalisé des acquisitions foncières massives en 2020, notamment le « Hameau de la Brague » (Commune de Biot), sinistré en octobre 2015 en vue d'organiser sa renaturation, la CASA devrait réaliser une série d'ouvrages de prévention des risques de 2021 à 2023.

Compte tenu du caractère substantiel des investissements à réaliser, le plan de financement de ces ouvrages inclura nécessairement un recours à la dette bancaire, étant entendu que la CASA recherche les dispositifs les plus adaptés en termes de maturité de la dette.

b- Epargne Nette anticipée (en Euros)

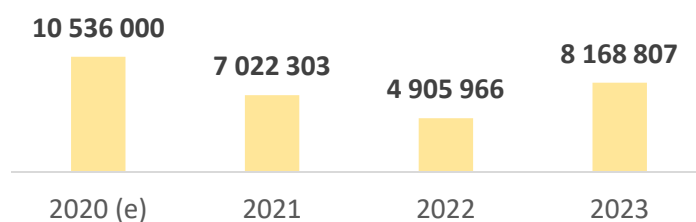


La participation financière du Budget Principal sera ajustée afin qu'une part d'autofinancement des investissements soit assurée.

c- Engagements pluriannuels

- Dette

Compte tenu du caractère intensif en capital des dépenses d'investissement prévues au titre des compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » lors des prochaines années, le recours à la dette bancaire devrait se poursuivre :



- Plan Pluriannuel d'Investissements (en €)

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
Etudes	3	2 649 000	883 000	883 000	883 000
Subventions d'équipement	3	3 105 921	1 035 307	1 035 307	1 035 307
Acquisitions foncières	3	8 345 000	2 345 000	3 000 000	3 000 000
Travaux / ouvrages	3	20 072 000	6 572 000	6 500 000	7 000 000
Total des dépenses		31 522 921	9 952 307	10 535 307	11 035 307

III.2.6- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

Conformément aux dispositions de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe », la CASA est devenue compétente en matière de création et gestion de Zones d'Activité Economique (« ZAE »).

Toutefois, alors que la Loi prévoyait une date de transfert le 1^{er} janvier 2017, la CASA a convenu avec ses Communes membres que, le nombre et le périmètre des zones concernées par un transfert n'ayant pu être définis d'un point de vue technique avec une réunion du Bureau Communautaire en date du 17 décembre 2017, la compétence ne pouvait être exercée par la CASA qu'à compter du 1^{er} janvier 2018.

Il a également été prévu que, la CASA n'étant pas complètement préparée à la gestion de cette compétence à cette date, celle-ci serait confiée, pour ce qui est de l'année 2018, aux Communes remettantes par voie d'un mandat de gestion.

Ainsi, les opérations relatives à la gestion des « ZAE » sont retracées dans le cadre de ce Budget Annexe à compter de l'exercice 2018. Il en a notamment été ainsi des mandats de gestion ayant lié la CASA à certaines de ses Communes membres.

Le Budget Annexe ne retrace dorénavant plus la contribution versée par la CASA au SYMISA pour l'entretien des ex-ZAC de Sophia Antipolis jusqu'au 30 septembre 2018, date à partir de laquelle la CASA le réalise directement.

L'année 2019 a donc été la première pendant laquelle la CASA a exercé en régie directe la compétence « création et gestion de ZAE ».

III.2.6.1- Analyse rétrospective

III.2.6.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

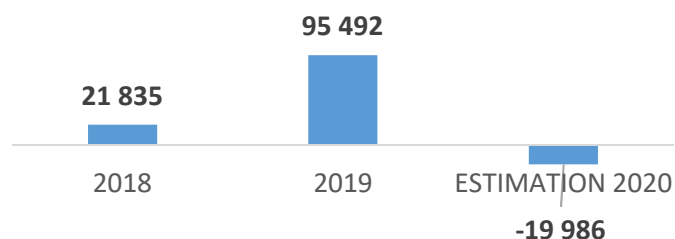
DEPENSE		2018	2019	ESTIMATION 2020
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	589 753	1 332 932	1 480 356
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	-	86 353	86 131
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	14 534	27 249
66	CHARGES FINANCIERES	-	1 948	8 432
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	0
TOTAL		589 753	1 435 767	1 602 169

RECETTE		2018	2019	ESTIMATION 2020
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT		21 835	88 628
73	IMPOTS ET TAXES	611 588	1 420 000	1 400 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		71 849	54 764
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		24 876	100 169
TOTAL		611 588	1 538 560	1 643 562

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont par ailleurs été les suivantes, entre 2018 et 2020 :

2018	2019	ESTIMATION 2020
589 753	1 421 233	1 574 920

L'Épargne Brute du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » a, quant à elle, affiché les niveaux suivants :



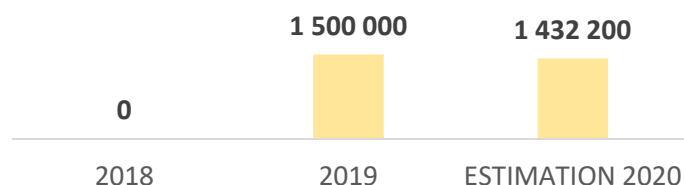
III.2.6.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES		2018	2019	ESTIMATION 2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT		853 327	776 437
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-		75 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36 310	84 852	66 545
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		-	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	817 017	1 156 761	1 712 842
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	196 032	301 696
TOTAL		853 327	2 290 971	2 932 520

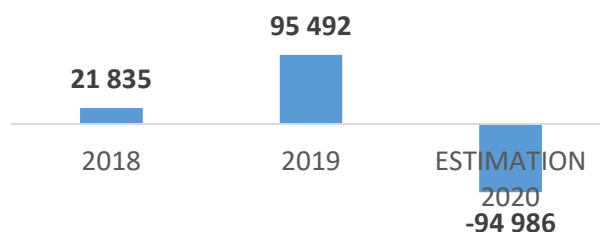
RECETTES		2018	2019	ESTIMATION 2020
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	14 534	27 249
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			14 165
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		-	486 955
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	1 500 000	1 507 200
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			76 062
TOTAL		-	1 514 534	2 111 631

b- Besoin de financement



La réalisation du plan d'investissements sur les différentes ZAE communautaires (ex : réaménagement de feux de circulation dans le Pôle « Marina 7 ») induit de recourir, de façon modérée, à l'emprunt.

c- Epargne Nette



Appréhendée de façon cumulée sur 3 années, l'Epargne Nette du Budget Annexe est à l'équilibre, ce dernier n'ayant pas vocation à générer des excédents. Les dépenses d'investissement sont essentiellement financées par emprunt.

d- Caractéristiques de la dette

Le stock de dette du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » présente les caractéristiques suivantes :

- Nombre de prêts en cours : 2
- Capital restant dû : 2 925 000 Euros
- Durée de vie résiduelle : 21 ans et 11 mois
- Taux d'intérêt moyen : 0,74% (fixe)

III.2.6.2- Éléments prospectifs

III.2.6.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSE		ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 480 356	1 444 684	1 459 853	1 475 182
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	86 131	90 000	90 945	91 900
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	85 000	182 402	286 118
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	27 249	50 000	55 000	65 000
66	CHARGES FINANCIERES	8 432	25 573	35 000	55 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	1 800	1 800	1 800
TOTAL		1 602 169	1 697 057	1 825 000	1 975 000

Il est notamment prévu la poursuite de l'harmonisation de l'entretien de l'ensemble des ZAE transférées à la CASA.

RECETTE		ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	88 628	27 227	0	0
73	IMPOTS ET TAXES	1 400 000	1 587 000	1 750 000	1 900 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	54 764	82 830	75 000	75 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	100 169		0	0
TOTAL		1 643 562	1 697 057	1 825 000	1 975 000

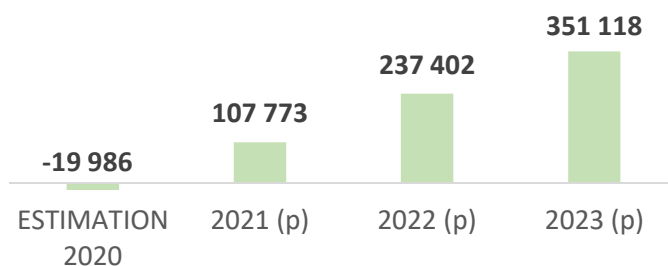
Le modèle économique de l'exercice de cette compétence induit que le Budget Principal apporte une participation financière au Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ».

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes, de 2021 à 2023 :

ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
1 574 920	1 647 057	1 672 598	1 708 882

Ces dernières reflètent la volonté de la CASA de développer l'attractivité des ZAE qui lui ont été confiées, notamment pour créer de nouvelles activités économiques dans leur périmètre, et optimiser par-là les retombées en termes de recettes fiscales.

b- Epargne Brute (en €)



III.2.6.2.2- Section d'Investissement (en €)

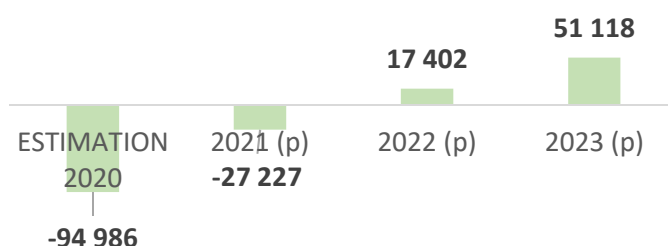
a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	776 437	820 888	809 082	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	75 000	135 000	220 000	300 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	66 545	229 733	150 000	150 000
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	0	175 000	150 000	150 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 712 842	4 032 464	2 500 000	2 500 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	301 696	657 260	800 000	1 000 000
TOTAL		2 932 520	6 050 345	4 629 082	4 100 000

RECETTES		ESTIMATION 2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	27 249	50 000	55 000	65 000
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	85 000	182 402	286 118
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	14 165	14 165	0	0
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	486 955	42 098	50 000	50 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 507 200	5 050 000	4 341 680	3 698 882
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	76 062	0	0	0
TOTAL		2 111 631	5 241 263	4 629 082	4 100 000

Les investissements dans les différentes ZAE communautaires se poursuivront de 2021 à 2023, de sorte à créer les conditions propices à la génération de nouvelles activités économiques, en complément du « moteur » du Parc de Sophia Antipolis.

b- Epargne Nette anticipée (en €)



Le niveau d'Épargne Nette du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » est piloté de sorte à atteindre strictement l'équilibre, le mode de financement des investissements étant essentiellement fondé sur le recours à l'emprunt.

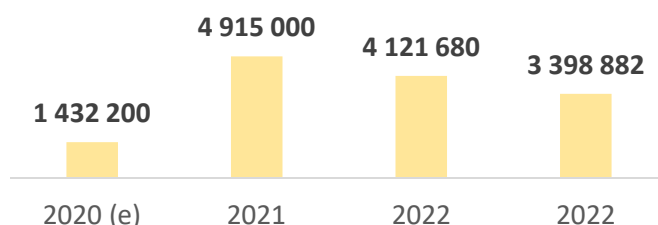
c- Engagements pluriannuels

- Dette

Les emprunts souscrits pour participer au financement des investissements retracés dans le cadre du Budget Annexe et ceux à venir appartiennent nécessairement à la catégorie « 1-A » de la Charte de Bonne Conduite.

Ces financements seront préférentiellement à taux fixe, hormis dans le cas précis de portages fonciers pour lesquels les concours à taux variables peuvent présenter un intérêt économique.

Compte tenu des financements envisagés au cours des années 2021 à 2023, l'évolution du besoin de financement pourrait être le suivant :



Ces financements contribueront à la valorisation des actifs de la CASA qui, lors de leur cession, permettront d'atteindre l'équilibre financier.

- Plan Pluriannuel d'Investissements

Les principaux projets d'investissements portant sur des ZAE et ayant vocation à être retracés dans le Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » sont les suivants :

Libellé	Durée	Coût du projet	2021	2022	2023
Etudes	3	529 733	229 733	150 000	150 000
Acquisitions foncières	3	4 000 000	1 000 000	1 500 000	1 500 000
Autres installations et aménagements	3	6 032 464	3 032 464	1 500 000	1 500 000
Subventions d'équipement	3	475 000	175 000	150 000	150 000
Travaux / ouvrages	3	2 457 260	657 260	800 000	1 000 000
Total des dépenses		12 964 724	4 864 724	3 950 000	4 150 000

Introduction relative aux compétences « Eau » et « Assainissement » :

Le transfert des compétences eau et assainissement au 1er janvier 2020 a engendré pour la CASA la création de 4 nouveaux budgets, individualisés par SPIC (eau potable, assainissement) et selon les modes de gestion (art. L.2221-4 et L.2221-6 du CGCT) :

- **Budget de la Régie « Eau »**, à autonomie financière, correspondant aux services d'eau gérés en régie avant transfert (Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon, Gréolières hors station des Neiges)
- **Budget Annexe « Eau »**, disposant d'un compte de liaison avec le Budget Général, correspondant aux services en délégation de service public avant transfert (Antibes, Biot, Châteauneuf, La Colle sur Loup, Le Bar sur Loup, Le Rouret, Opio, Roquefort Les Pins, Valbonne, Villeneuve Loubet, SILRDV)
- **Budget de la Régie « Assainissement »**, à autonomie financière, correspondant aux services d'assainissement gérés en régie avant transfert (Antibes pour la collecte, Bézaudun Les Alpes, Bouyon, Caussols, Cipières, Conségudes, Courmes, Coursegoules, Gourdon, Gréolières, La Colle sur Loup, La Roque en Provence, Les Ferres, Roquefort les Pins, Tourrettes sur Loup, Vallauris pour le SPANC uniquement, Villeneuve-Loubet, SIA), ainsi qu'aux services ayant changé de mode de gestion dans le courant de l'exercice 2020 (Biot, STEP de Châteauneuf)
- **Budget Annexe « Assainissement »**, disposant d'un compte de liaison avec le Budget Général, correspondant aux services en délégation de service public avant transfert (Antibes pour le traitement et le SPANC, Châteauneuf pour la collecte et le SPANC, Le Bar sur Loup, Le Rouret, Opio, Saint Paul de Vence, Valbonne et Vallauris pour l'assainissement collectif uniquement).

L'exercice 2020 a ainsi vu la mise en œuvre de ce transfert et, à ce titre, la réalisation d'un certain nombre d'opérations structurantes pour les nouveaux services d'eau et d'assainissement communautaires :

- La représentation substitution des communes au sein des syndicats subsistants,
- La substitution aux communes dans leurs actes, délibérations et marchés en cours,
- Dans ce cadre, la modification de certains modes de gestion dans le courant de l'exercice (intégration de Biot et de la STEP de Châteauneuf dans la régie d'assainissement, convention de délégation de compétences à la commune de Châteauneuf dans le cadre des dispositions de la loi dite « Engagement et Proximité »),
- La dissolution du SILRDV et du SIA de La Colle sur Loup, Saint Paul de Vence et Villeneuve-Loubet, le dessaisissement de la compétence assainissement du SIVOM du Canton de Bar sur Loup, ainsi que l'intégration des services afférents dans les périmètres budgétaires correspondants (Budget Annexe « Eau », Régie Autonome « Assainissement », Budget Annexe « Assainissement »).

La mise en œuvre des procès-verbaux de transfert, actant du transfert de la dette, de la mise à disposition des biens et des financements des communes à la CASA, ainsi que du transfert partiel des résultats comptables constatés au 31 décembre 2019.

III.2.7- Régie à Autonomie Financière « Eau » et Budget Annexe « Eau – Activités Déléguées »

III.2.7.1- Principes

Conformément à l'article 256 B du CGI, le service est assujéti à TVA (régies communales non assujetties avant transfert).

Notons que les éléments antérieurs au transfert (2016-2019) sont reconstitués sur la base d'une consolidation des comptes des services concernés par le périmètre étudié, soit, selon les modalités de gestion budgétaire préalables au transfert :

- Les budgets annexes de l'eau potable,
- Les budgets annexes communs eau et assainissement, pour leurs parties relatives à l'eau potable (ventilation des écritures identifiées à date comme relatives à l'eau potable),
- Les éléments relatifs aux services, identifiés à date au sein du budget général de la Commune, le cas échéant lorsque celle-ci ne disposait pas de budget annexe.

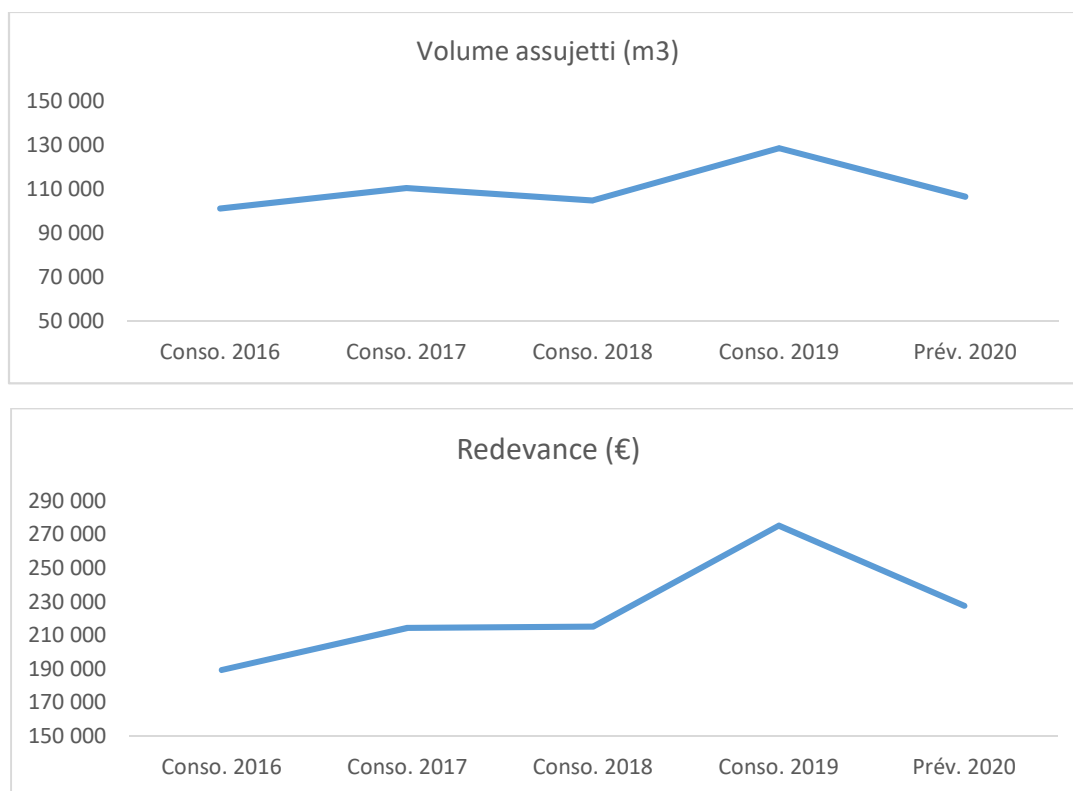
Enfin, il peut être précisé que les éléments relatifs à l'exercice 2020 correspondent aux données de réalisation provisoires en l'état (Comptes Administratifs provisoires).

III.2.7.2- Régie à Autonomie Financière « Eau »

III.2.7.4.1- Analyse rétrospective par consolidation des Communes ayant délégué l'exercice de la compétence

a- Section d'Exploitation

- Evolution de la Redevance « Eau Potable »



La redevance de l'eau potable est assise d'une part sur les tarifs en vigueur au sein des Collectivités et d'autre part sur les données d'assiette, à savoir le nombre d'abonnés et les volumes d'eau consommés.

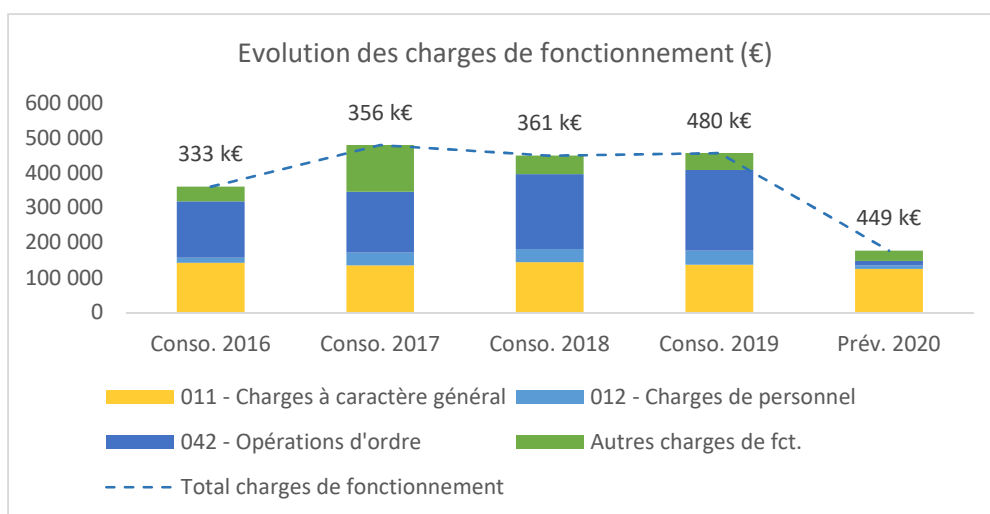
- Evolution des recettes d'exploitation

Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0
70 - Produits des services	228	252	249	311	271
<i>Redevance</i>	<i>189</i>	<i>215</i>	<i>215</i>	<i>275</i>	<i>228</i>
74 - Dotations et participations	40	65	57	37	0
75 - Autres produits de gestion cour.	0	0	0	0	7
76 - Produits financiers	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels	0	0	1	0	36
042 - Opérations d'ordre	114	113	116	117	0
Total produits de fonctionnement	382	430	423	464	314

Les recettes de fonctionnement de la Régie sont principalement constituées par la redevance de l'eau potable et les dotations aux amortissements des biens immobilisés (opérations d'ordre).

Il peut être noté par ailleurs un subventionnement récurrent par le Budget Général (chapitre 74) sur certaines Communes.

- Evolution des dépenses d'exploitation



Avant transfert, les charges à caractère général et les dotations aux amortissements représentent respectivement 33% et 44% des charges de fonctionnement des budgets consolidés.

Il peut être noté une augmentation ponctuelle des dépenses en 2017, suite au transfert d'une partie du résultat d'un Budget Annexe au Budget Principal (87 k€).

En dehors de cette augmentation, les charges de fonctionnement augmentent en moyenne de 4,4% / an sur la période 2015-2018.

Enfin, il peut être remarqué que peu de dépenses sont imputées au chapitre 012 des budgets considérés, les dépenses de personnel restant principalement portées directement par le budget général.

- Evolution des Dépenses Réelles d'Exploitation (Article 13 de la LPFP des années 2018 à 2022)

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2019
DRF - Régie AEP (k€)	199	306	235	226	164
% évolution N/N-1		53,52%	-23,21%	-3,70%	-27,24%
DRF – Hors dépense ponctuelle 2017* (k€)	199	221	235	226	164
% évolution N/N-1		10,83%	6,37%	-3,70%	-27,24%

Les DRF des budgets consolidés évoluent en moyenne de +4,3% / an entre 2016 et 2019.

En 2020, la diminution des dépenses réelles est principalement suscitée par une baisse sur les chapitres 011 et 012, au regard notamment de la mutualisation de certaines charges avec le Budget Annexe et malgré l'intégration de 10 k€ de refacturations de charges de structure mutualisées.

- Evolution des Soldes Intermédiaires de Gestion

Soldes intermédiaires de gestion (k€)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020
Produits de gestion	268	317	306	348	278
Dépenses de gestion	196	297	223	217	155
EBE	72	20	83	131	123
% recettes de gestion	26,9%	6,4%	27,2%	37,7%	44,2%
Solde financier	-3	-7	-7	-7	-8
Solde exceptionnel	0	-1	-4	-3	35
CAF brute	69	12	72	122	150
% recettes de gestion	25,7%	3,7%	23,5%	35,0%	53,8%
Remboursement du capital	10	22	22	22	22
CAF nette	59	-10	50	100	128
% recettes de gestion	22,0%	-3,2%	16,3%	28,7%	45,9%

Avant transfert, le taux d'autofinancement net du remboursement en capital de l'emprunt des budgets consolidés s'élevait à près de 16% des recettes de gestion en 2018 et 29% en 2019.

Notons que ces taux de marge financière sont atteints dans un contexte de subventionnement des services par le budget général de certaines communes et par un exercice 2019 marqué par un niveau de redevance ponctuellement plus élevé.

En dehors du subventionnement par le budget général, non reproductible par la CASA, et avec un niveau de redevance équivalent à l'année précédente, la capacité d'autofinancement dégagée apparaît plus réduite en 2019 (15 k€, soit 6% des recettes de gestion).

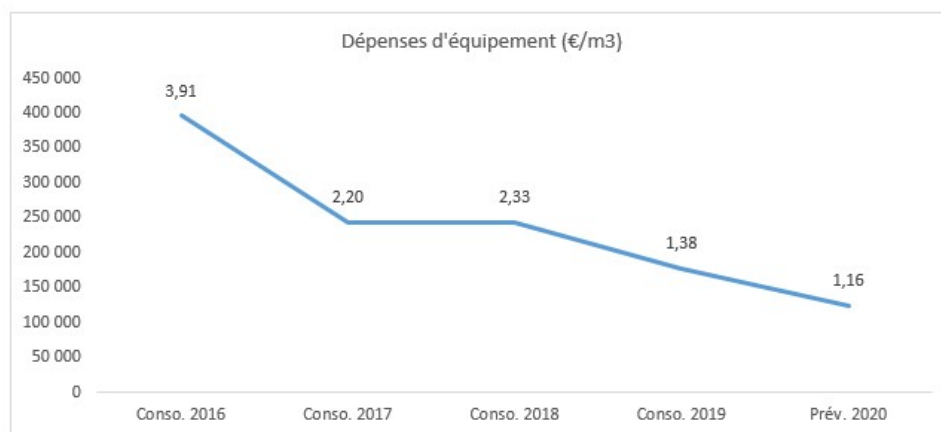
En 2020, la diminution des charges suscite une amélioration de l'épargne de gestion, malgré la baisse concomitante des produits (passage TTC – HT).

b- Section d'Investissement

Les données d'investissement ont été consolidées sur la base des écritures identifiées dans les budgets communaux (budget annexe, budget annexe commun eau/assainissement, budget général) pour la période 2016-2019.

Ces éléments de rétrospective ont une valeur indicative au regard de la difficulté pouvant être rencontrée dans l'identification des éléments d'investissement relatifs aux seuls services de l'eau potable.

• Evolution des dépenses d'Equipement

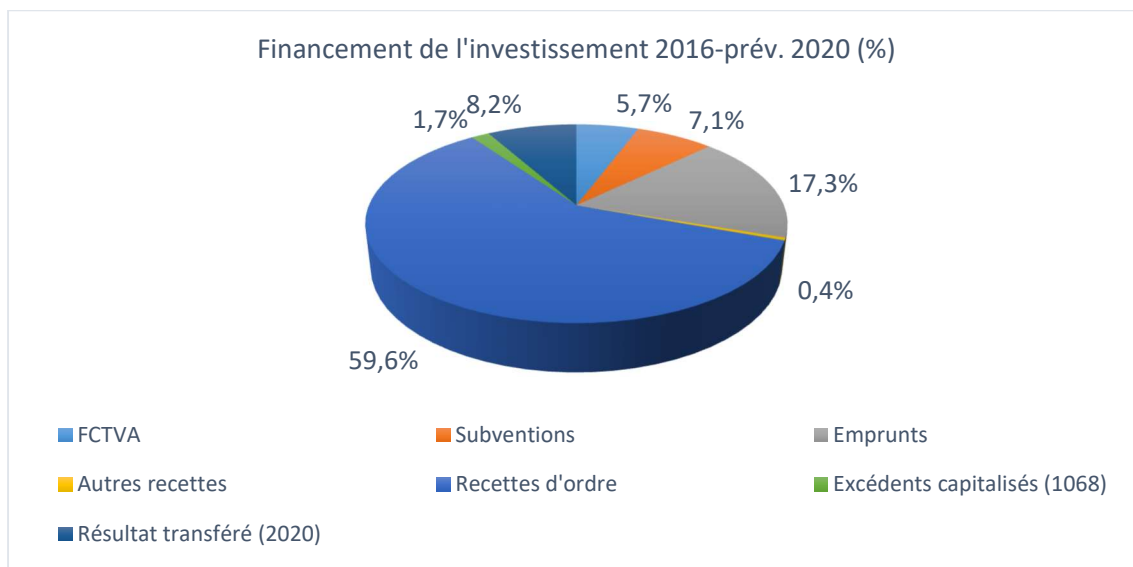


Hormis un exercice 2016 ponctuellement plus marqué, les dépenses d'équipement, de manière consolidée sur les régies du périmètre, représentent de manière récurrente environ 2 € / m³ facturé.

Il peut être noté que la diminution observée sur l'exercice 2020 est également alimentée par l'assujettissement du service à TVA.

En équivalent TTC, le ratio s'élève ainsi pour 2020 à près de 1,40 € / m³, soit une relative stabilité par rapport à 2019.

• Financement de l'Investissement



D'après les données reconstituées et les écritures identifiées aux budgets concernés, le financement de la section d'investissement sur la période 2016-2020 est principalement assuré par

l'autofinancement (dotations aux amortissements et excédents de fonctionnement capitalisés représentant 61% des recettes), l'emprunt (17%), les subventions (7%), ainsi que le FCTVA (6%).

Rappelons que le FCTVA n'est plus perçu dans le cadre de la régie communautaire (assujettissement du service à TVA).

- Evolution du Besoin de Financement (article 13 de la LPFP des années 2018 à 2022)

Au sens de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques, l'évolution rétrospective du besoin de financement sur les budgets consolidés des régies AEP s'établit comme suit :

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Besoin de fi. - Régie AEP (k€)	290	-22	-22	-22	100
% évolution N/N-1		-107,59%	0,00%	0,00%	-

La récurrence d'un besoin de financement négatif sur la période indique que les dépenses d'investissement sont principalement autofinancées sur le périmètre considéré.

Un emprunt de 122 k€ est contracté en 2020 pour le financement de la section d'investissement de la Régie.

- Evolution de l'encours de dette

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Encours de dette au 31/12/N (k€)	493	471	449	427	638
% évolution N/N-1		-4,46%	-4,67%	-4,90%	49,41%

L'encours de dette transféré au 31 décembre 2019 au budget de la Régie s'élève à 427 k€.

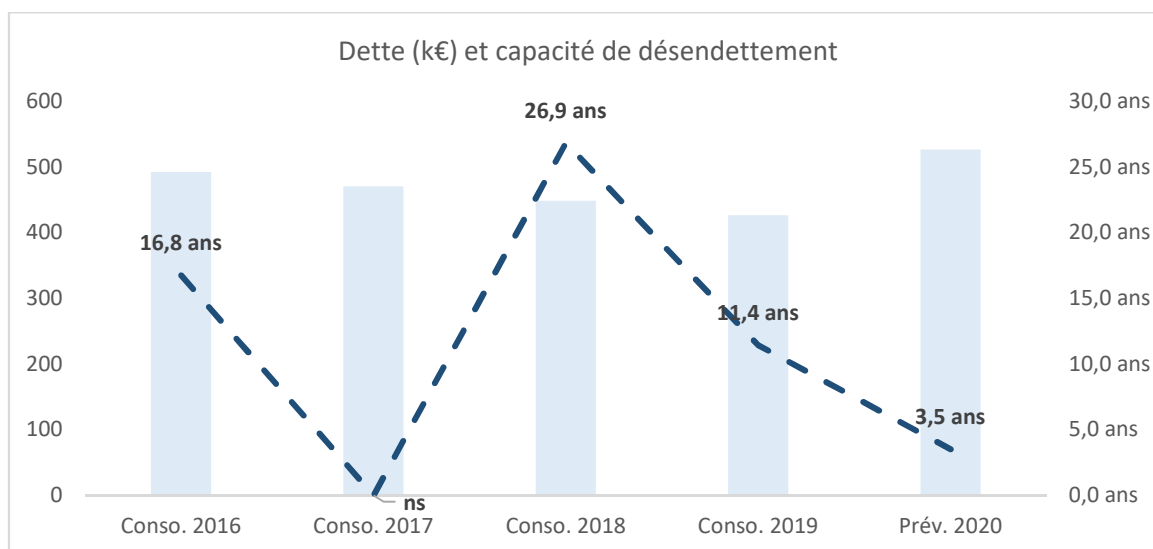
Cet encours représente l'équivalent de 3,3 € / m3 facturé en 2019.

Il s'élève à 638 k€ au 31 décembre 2020, suite à l'emprunt contracté dans le courant de l'exercice, soit l'équivalent de 4,2 € / m3 facturé (donnée d'assiette de facturation provisoire).

De manière consolidée, la capacité de désendettement s'élève à 3,5 ans en 2019 et de 4,3 années en 2020.

Il doit néanmoins être noté que cette valeur intègre au calcul de l'épargne brute un subventionnement du budget général de 37 k€, ainsi qu'un niveau de redevance ponctuellement élevé (+48 k€).

En retraitant ces éléments, la capacité de désendettement s'élève à 11,4 ans en 2019.



Notons que la dégradation ponctuelle de la capacité de désendettement en 2017 tient compte d'une CAF brute ponctuellement dégradée (transfert de résultat au Budget Général).

III.2.7.3- Projection 2020-2023

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2021 tiennent compte :

- D'un maintien des tarifs en vigueur,
- De la constitution de la régie au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences, tel qu'issu des comptes administratifs des communes.

Ces hypothèses font actuellement l'objet de travaux d'approfondissement dans le cadre de la construction du Budget Primitif de l'année 2021 et des axes de mutualisation au sein des services.

Elles tiennent compte par ailleurs :

- D'une progression de l'assiette de facturation à hauteur du rythme moyen observé sur la période 2014-2019 à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire, soit +0,8 % en termes de nombre d'abonnés et +1% / an en termes de volume facturé.
- D'une trajectoire de progression des charges courantes fortement contrainte (+1% / an pour les charges des Chapitres 011 et 012).

• Evolution prévisionnelle de l'équilibre d'exploitation

Sous hypothèses, les dépenses réelles de fonctionnement (au sens de l'article 13 de la LPFP) pourraient, à l'occasion du transfert de compétence à la CASA, évoluer comme suit :

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
DRF - Régie AEP (k€)	226	164	183	185	186
% évolution N/N-1	-3,70%	-27,24%	11,52%	0,74%	0,74%

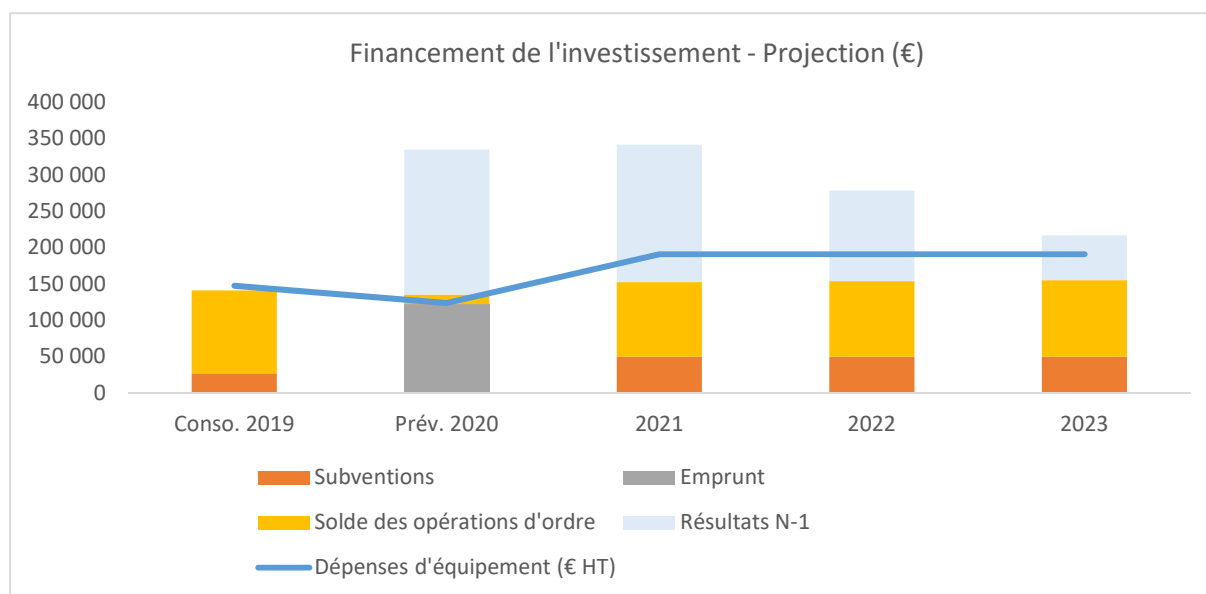
Dans ce cadre, la capacité d'autofinancement pourrait évoluer comme suit :

Soldes intermédiaires de gestion (k€)	Conso. 2018	Prév. 2019	2021	2022	2023
Produits de gestion	310,1	339,5	262	264	267
Dépenses de gestion	222,2	229,9	174	176	177
EBE	87,9	109,7	88	89	89
% recettes de gestion	28,3%	32,3%	33,7%	33,6%	33,5%
Solde financier	-5,9	-4,1	-7	-7	-6
Solde exceptionnel	-4,3	-2,5	-3	-3	-3
CAF brute	77,8	103,1	79	80	80
% recettes de gestion	25,1%	30,4%	30,0%	30,1%	30,2%
Remboursement du capital	17,8	12,0	26	26	26
CAF nette	59,9	91,1	53	54	54
% recettes de gestion	19,3%	26,8%	20,1%	20,2%	20,4%

- Evolution prévisionnelle de l'investissement

L'investissement simulé pour les projections financières correspond à la poursuite du montant moyen d'investissement constaté sur le territoire avant transfert.

Ce montant s'élève à 191 k€ HT / an (soit 229 k€ TTC).



Rappelons que ces éléments d'investissement prévisionnels sont provisoires à ce stade de la préparation budgétaire.

Notons par ailleurs que les restes à réaliser 2020 sont réputés compris dans l'enveloppe simulée pour cette projection.

L'autofinancement dégagé dans le cadre de ces hypothèses, le niveau moyen de subventions retenu (moyenne annuelle observée 2014-2019), mais surtout le montant des résultats transférés à la CASA

en investissement dans le cadre de la mise en œuvre des procès-verbaux de transfert, permettent d'envisager un financement de cet effort d'investissement sans recours à l'emprunt sur la période 2021-2023.

En première approche cependant, l'évolution de l'encours de la dette pourrait être le suivant :

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Encours de dette au 31/12/N (k€)	427	636	501	475	449
% évolution N/N-1	-4,90%	49,41%	-4,95%	-5,20%	-5,49%

L'évolution du besoin de financement serait, quant à elle, la suivante :

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Besoin de fi. - Régie AEP (k€)	-22	100	-26	-26	-26
% évolution N/N-1	0,0%	-166,2%	-126,02%	0,00%	0,00%

III.2.7.4- Budget Annexe « Eau – Activités Délégées »

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les services en délégation de service public sont assujettis à TVA.

Notons que les éléments antérieurs au transfert (2016-2019) sont reconstitués sur la base d'une consolidation des comptes des services concernés par le périmètre étudié, soit, selon les modalités de gestion budgétaire préalables au transfert :

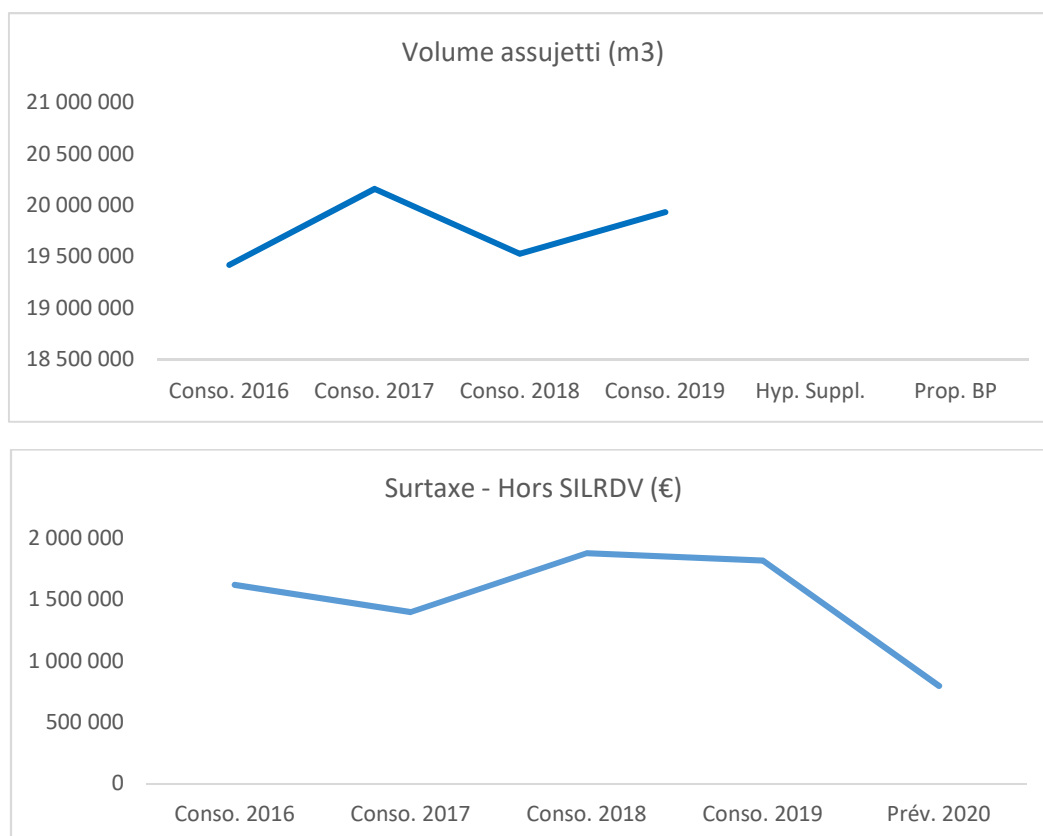
- Les budgets annexes de l'eau potable (dont Budget Principal du SILRDV),
- Les budgets annexes communs eau et assainissement, pour leurs parties relatives à l'eau potable (ventilation des écritures identifiées à date comme relatives à l'eau potable),
- Les éléments relatifs aux services, identifiés à date au sein du budget général de la commune, lorsque celle-ci ne disposait pas de budget annexe.

Notons enfin que les éléments relatifs à l'exercice 2020 correspondent aux données de réalisation provisoires en l'état (Comptes Administratifs provisoires de la CASA, hors comptes de 2020 du SILRDV pour sa période de maintien transitoire).

III.2.7.4.1- Analyse rétrospective par consolidation des Communes ayant délégué l'exercice de la compétence

a- Section d'Exploitation

- Evolution de la surtaxe « Eau Potable »



La surtaxe de l'eau potable est assise d'une part sur les tarifs en vigueur et d'autre part sur les données d'assiette, à savoir le nombre d'abonnés et les volumes d'eau consommés.

La baisse du produit en 2020 est en partie due à une diminution de certaines surtaxes appliquées par les communes avant transfert, tandis que le recouvrement de ces surtaxes n'a pas toujours pu être effectué en année entière à ce stade.

- Evolution des recettes d'exploitation

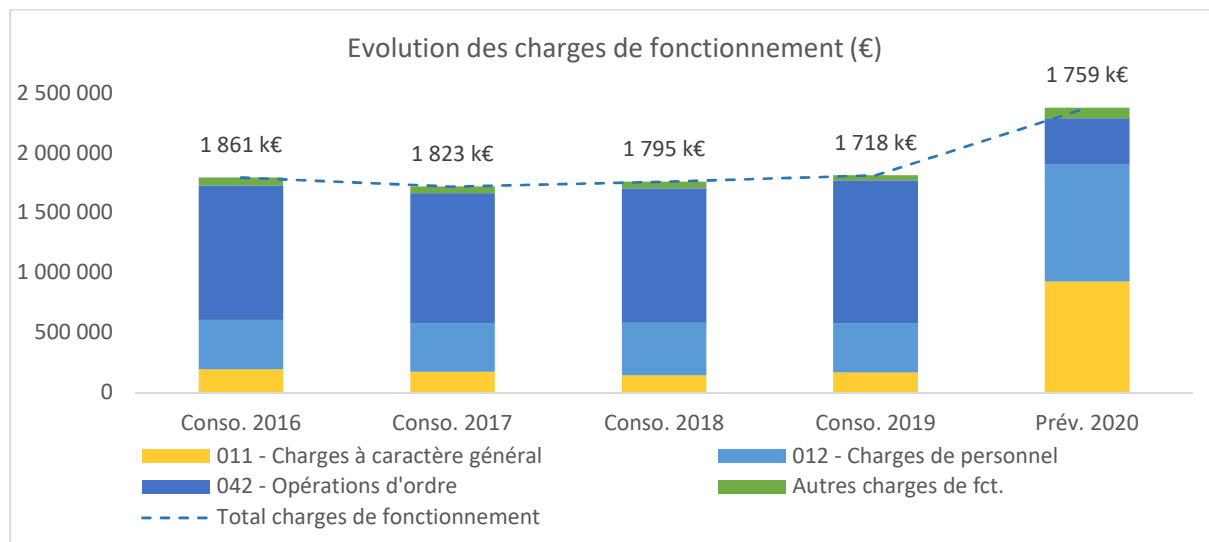
Budget DSP (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0
70 - Produits des services	3 022	2 802	2 843	2 763	1 329
<i>Surtaxe (distribution)</i>	<i>1 622</i>	<i>1 399</i>	<i>1 881</i>	<i>1 821</i>	<i>798</i>
74 - Dotations et participations	0	0	0	0	0
75 - Autres produits de gestion cour.	397	295	138	140	140
76 - Produits financiers	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels	34	82	6	5	1 408
042 - Opérations d'ordre	370	375	375	375	0
Total produits de fonctionnement	3 824	3 554	3 363	3 283	2 877

Les recettes de fonctionnement sont principalement constituées par la surtaxe de l'eau potable et les reprises des subventions ayant participé au financement des biens immobilisés (opérations d'ordre).

Notons que, dans cette rétrospective, les autres produits de gestion courante représentent, en 2016 et 2017, des versements ponctuels du délégataire dans le cadre de certains contrats.

Notons une forte diminution des recettes en 2020, de par la baisse à la fois structurelle (diminution des tarifs) et ponctuelle (recouvrement 2020 ne couvrant pas l'année entière) du produit de surtaxe évoqué ci-avant (pour les surtaxes anciennement communales, comme pour la surtaxe du SILRDV), et malgré l'adjonction d'une recette exceptionnelle de 1 408 k€ (transferts partiels des résultats de fonctionnement à la CASA).

- Evolution des dépenses d'exploitation



Avant transfert, les dotations aux amortissements représentent en moyenne 64% des charges de fonctionnement des budgets consolidés.

Les charges de fonctionnement restent, par conséquent, globalement peu dynamiques sur la période 2016-2019.

Le second poste de charges correspond aux charges de personnel (23% des charges de fonctionnement), principalement liées à l'ex-budget du SILRDV. Notons en effet que ces charges (charges de personnel, charges de structure) n'étaient que peu imputées ou valorisées avant transfert.

En 2020, les données provisoires tiennent compte de la répartition des charges de structure et de personnel entre les services de l'eau et de l'assainissement à l'échelle de la CASA, en partie refacturées aux autres budgets. Elles tiennent compte notamment de l'intégration des frais de structure mutualisés pour un montant de 1 118 k€.

Notons également la diminution des dotations aux amortissements, non intégralement imputées en 2020, en attente de la délibération et la mise en œuvre des procès-verbaux de transfert et de l'intégration de l'amortissement des biens mis à disposition.

- Evolution des Dépenses Réelles d'Exploitation (article 13 de la LPFP pour les années 2018-2022)

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
DRF – DSP AEP (k€)	675	635	636	622	1 989
% évolution N/N-1		-5,95%	0,25%	-2,21%	219,75%

- Evolution des Soldes Intermédiaires de Gestion

Soldes intermédiaires de gestion	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020
Produits de gestion	3 420	3 098	2 982	2 903	1 469
Dépenses de gestion	606	579	581	579	1 902
EBE	2 814	2 518	2 401	2 324	-433
<i>% recettes de gestion</i>	<i>82,3%</i>	<i>81,3%</i>	<i>80,5%</i>	<i>80,0%</i>	<i>-29,5%</i>
Solde financier	-69	-55	-52	-43	-87
Solde exceptionnel	34	82	2	5	1 408
CAF brute	2 779	2 545	2 351	2 286	888
<i>% recettes de gestion</i>	<i>81,3%</i>	<i>82,1%</i>	<i>78,9%</i>	<i>78,7%</i>	<i>60,4%</i>
Remboursement du capital	259	135	138	242	271
CAF nette	2 521	2 409	2 213	2 044	617
<i>% recettes de gestion</i>	<i>73,7%</i>	<i>77,8%</i>	<i>74,2%</i>	<i>70,4%</i>	<i>42,0%</i>

La consolidation budgétaire met en évidence un taux d'autofinancement net du remboursement en capital de l'emprunt de près de 70% des recettes sur la période.

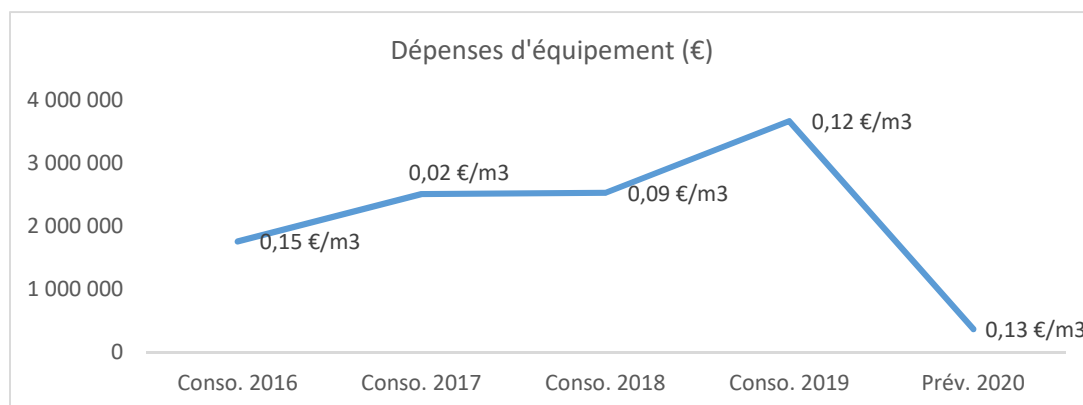
La forte diminution des recettes évoquée précédemment (-1 434 k€ de recettes au Chapitre 70) et la hausse concomitante des dépenses (+1 323 k€) génèrent une diminution de l'EBE en 2020, compensée de manière partielle et ponctuelle par le transfert des résultats de fonctionnement des communes (solde exceptionnel).

b- Section d'Investissement

Les données d'investissement ont été consolidées sur la base des écritures identifiées dans les budgets préexistants (budget annexe, budget annexe commun eau/assainissement, budget général) pour la période 2016-2019.

Ces éléments de rétrospective ont une valeur indicative au regard de la difficulté pouvant être rencontrée dans l'identification des éléments d'investissement relatifs aux seuls services de l'eau potable.

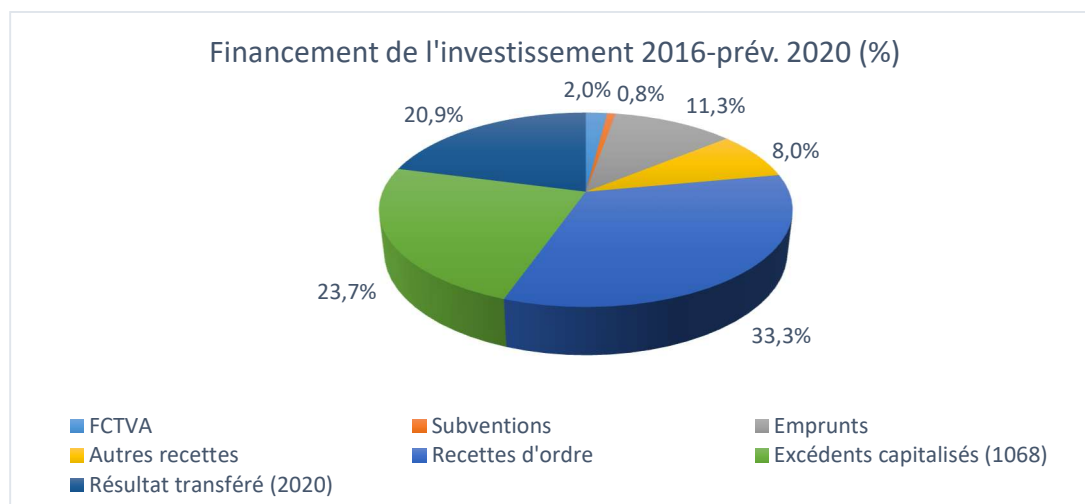
- Evolution des dépenses d'équipement



Sur la période 2016-2019, les dépenses d'équipement consolidées des collectivités ayant délégué leur service d'eau potable sont croissantes sur le territoire, une évolution néanmoins principalement liée au programme d'investissement du SILRDV et à la très forte évolution des dépenses d'équipement sur la Commune de Valbonne (croissance totale de + 2 142 k€ entre 2016 et 2019).

L'exercice 2020 et la mise en œuvre du transfert ont vu les dépenses d'investissement sur ces services, pour la part publique, être ponctuellement plus faibles qu'en 2016.

- Financement de l'investissement



D'après les données reconstituées et les écritures identifiées aux budgets concernés, le financement de la section d'investissement sur la période 2016-2020 est principalement assuré par l'autofinancement (dotations aux amortissements et excédents de fonctionnement capitalisés représentant 57% des recettes) et l'emprunt (11%).

Notons que les résultats d'investissement transférés en 2020 tiennent compte des excédents transférés (dont résultats excédentaires du SILRDV) nets des déficits transférés par d'autres services.

- Evolution du besoin de financement

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Besoin de fi. – DSP AEP (k€)	-259	-135	1 862	-242	-271
% évolution N/N-1		-	-	-	-

Un besoin de financement négatif indique que les dépenses d'investissement sont principalement autofinancées sur l'exercice.

Aucun emprunt n'a été contracté sur le Budget Annexe au titre de l'exercice 2020.

- Evolution de l'encours de dette

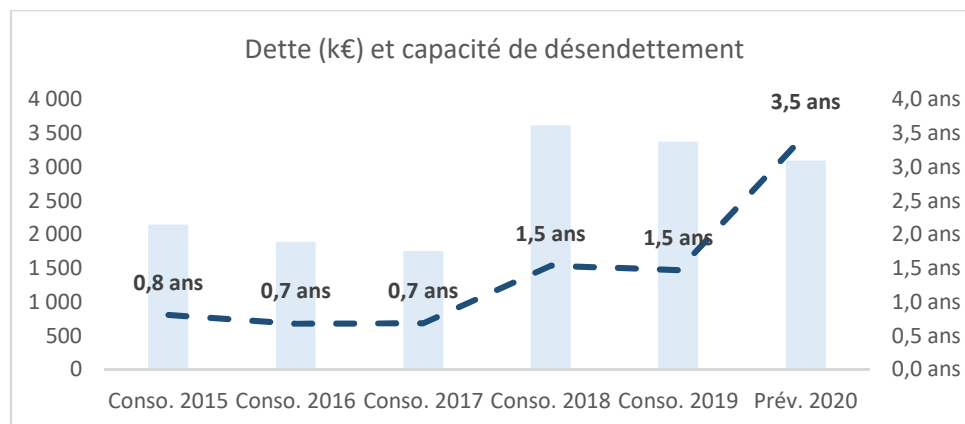
Evolution de l'encours de dette	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Encours de dette au 31/12/N (k€)	1 890	1 755	3 616	3 374	3 086
% évolution N/N-1		-7,15%	106,11%	-6,69%	-8,54%

L'encours de dette transféré au 31 décembre 2019 au Budget Annexe s'élève à 3 374 k€.

Cet encours représente l'équivalent de 0,17 € / m3 facturé en 2019.

Il s'élève à 3 086 k€ au 31 décembre 2020, soit l'équivalent de 0,15 € / m3 facturé (donnée d'assiette de facturation provisoire).

De manière consolidée, la capacité de désendettement s'élève à 3,5 ans en 2020.



III.2.7.4.2- Projection 2018-2022

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2021 tiennent compte :

- D'un maintien des tarifs en vigueur,
- De la constitution des services au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences, tel qu'issu des Comptes Administratifs préexistants.

Ces hypothèses font actuellement l'objet de travaux d'approfondissement dans le cadre de la construction du Budget Primitif de l'année 2021 et des axes de mutualisation au sein des services.

Elles tiennent compte par ailleurs :

- D'une progression de l'assiette de facturation à hauteur du rythme moyen observé sur la période 2014-2019 à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire, soit +0,8 % en termes de nombre d'abonnés et +1% / an en termes de volume facturé
- D'une trajectoire de progression des charges courantes fortement contrainte (+1% / an pour les charges du 011 et du 012).

a- Evolution prévisionnelle de l'équilibre d'exploitation

Les dépenses réelles de fonctionnement (au sens de l'article 13 de la LPFP) pourraient, dans ce cadre, évoluer comme suit :

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
DRF – DSP AEP (k€)	622	1 989	2 684	2 704	2 723
% évolution N/N-1		219,75%	34,95%	0,73%	0,73%

Dans ce cadre, la capacité d'autofinancement pourrait évoluer comme suit :

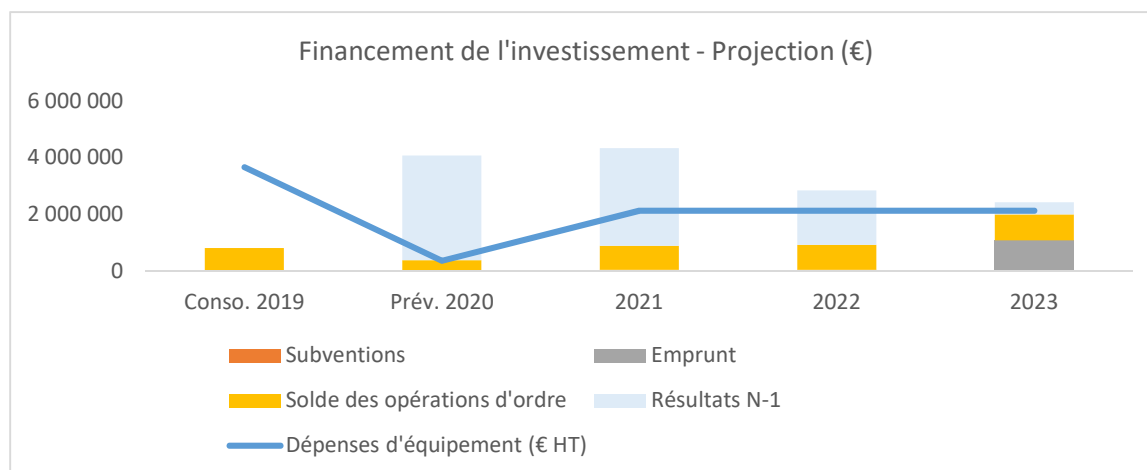
Soldes intermédiaires de gestion	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Produits de gestion	2 903	1 469	2 672	2 697	2 722
Dépenses de gestion	579	1 902	2 622	2 648	2 674
EBE	2 324	-433	51	50	48
<i>% recettes de gestion</i>	<i>80,0%</i>	<i>-29,5%</i>	<i>1,9%</i>	<i>1,8%</i>	<i>1,8%</i>
Solde financier	-43	-87	-61	-55	-48
Solde exceptionnel	5	1 408	-1	-1	-1
CAF brute	2 286	888	-12	-6	-1
<i>% recettes de gestion</i>	<i>78,7%</i>	<i>60,4%</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-0,2%</i>	<i>0,0%</i>
Remboursement du capital	242	271	283	287	292
CAF nette	2 044	617	-295	-294	-293
<i>% recettes de gestion</i>	<i>70,4%</i>	<i>42,0%</i>	<i>-11,0%</i>	<i>-10,9%</i>	<i>-10,8%</i>

b- Evolution prévisionnelle de l'investissement

L'investissement simulé pour les projections financières correspond à la poursuite du montant moyen d'investissement constaté sur le territoire avant transfert.

Ce montant s'élève à 2 137 k€ HT / an.

En première approche cependant, l'évolution de l'encours de la dette pourrait être le suivant :



Rappelons que ces éléments d'investissement prévisionnels sont provisoires à ce stade de la préparation budgétaire.

Notons par ailleurs que les restes à réaliser de 2020 sont réputés compris dans l'enveloppe simulée pour cette projection.

Le montant des résultats transférés à la CASA en investissement dans le cadre de la mise en œuvre des procès-verbaux de transfert permet d'envisager un financement de cet effort d'investissement sans recours à l'emprunt jusqu'en 2022.

- Evolution du besoin de financement

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Besoin de fi. – DSP AEP (k€)	-242	-271	-283	-287	751
% évolution N/N-1		11,95%	4,56%	1,48%	-361,28%

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Encours de dette au 31/12/N (k€)	3 374	3 095	2 812	2 524	4 318
% évolution N/N-1		-8,28%	-9,15%	-10,23%	71,08%

III.2.8- Régie à autonomie financière « Assainissement des Eaux Usées » et Budget Annexe « Assainissement – Activités Déléguées »

III.2.8.1- Régie à Autonomie Financière « Assainissement des Eaux Usées »

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le service public de l'assainissement est placé hors du champ d'application de la TVA. Dans ce cadre, la Régie de la CASA n'est pas assujettie à TVA.

Pour rappel, l'article 260 A du CGI prévoit la possibilité d'assujettir le service sur option (situations hétérogènes avant transfert).

Notons que les éléments antérieurs au transfert (2016-2019) sont reconstitués sur la base d'une consolidation des comptes des services concernés par le périmètre étudié, soit, selon les modalités de gestion budgétaire préalables au transfert :

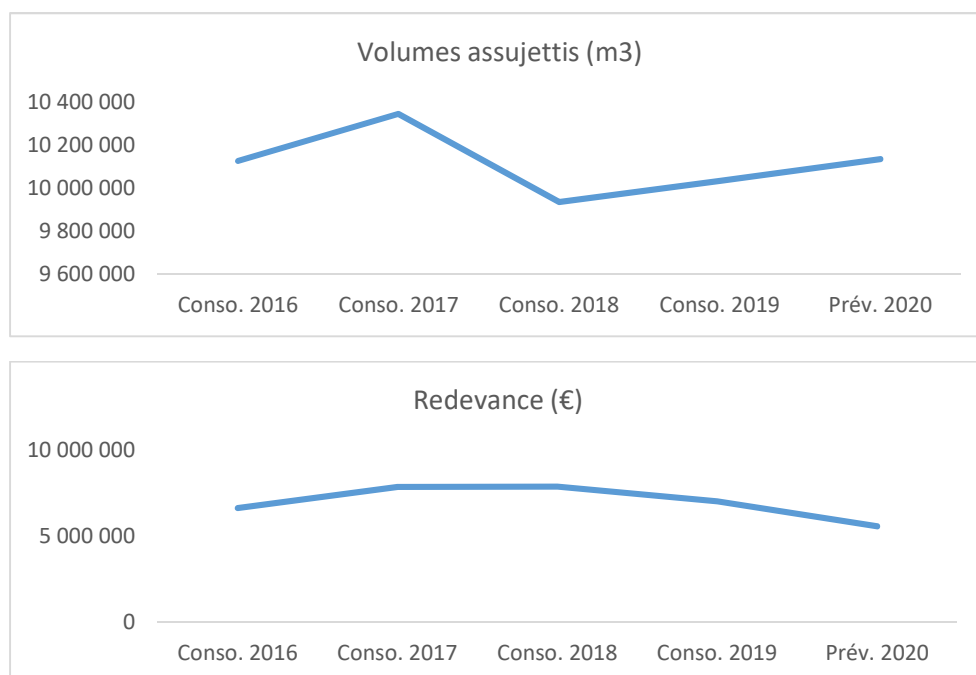
- Les budgets annexes de l'assainissement,
- Les budgets annexes communs eau et assainissement, pour leurs parties relatives à l'assainissement (ventilation des écritures identifiées à date comme relatives à l'assainissement),
- Les éléments relatifs aux services, identifiés à date au sein du budget général de la commune, le cas échéant lorsque celle-ci ne disposait pas de budget annexe.

Notons enfin que les éléments relatifs à l'exercice 2020 correspondent aux données de réalisation provisoires en l'état (comptes administratifs provisoires).

III.2.8.1.1- Analyse rétrospective par consolidation des Communes exerçant la compétence en régie

a- Section d'Exploitation

- Evolution de la Redevance d'Assainissement Collectif



La redevance de l'assainissement est assise d'une part sur les tarifs en vigueur et d'autre part sur les données d'assiette, à savoir le nombre d'abonnés et les volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

La baisse du produit en 2020 est en partie due à une diminution de certaines redevances appliquées par les communes avant transfert, tandis que le recouvrement de ces redevances n'a pas toujours pu être effectué en année entière à ce stade.

- Evolution des recettes d'exploitation

Budget Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
013 - Atténuations de charges	4	6	0	8	10
70 - Produits des services	8 938	10 039	10 456	10 708	7 375
<i>Redevance AC</i>	<i>6 643</i>	<i>7 875</i>	<i>7 899</i>	<i>7 041</i>	<i>5 578</i>
74 - Dotations et participations	1 129	2 401	1 736	1 740	1 584
75 - Autres produits de gestion cour.	2 207	1 522	71	228	0
76 - Produits financiers	66	64	44	26	26
77 - Produits exceptionnels	118	60	1 608	109	2 166
78 - Reprises de provisions	0	0	2	46	0
042 - Opérations d'ordre	796	771	874	1 796	0
Total produits de fonctionnement	13 259	14 863	14 792	14 661	11 161

Les recettes de fonctionnement de la Régie sont principalement constituées par la redevance de l'assainissement collectif.

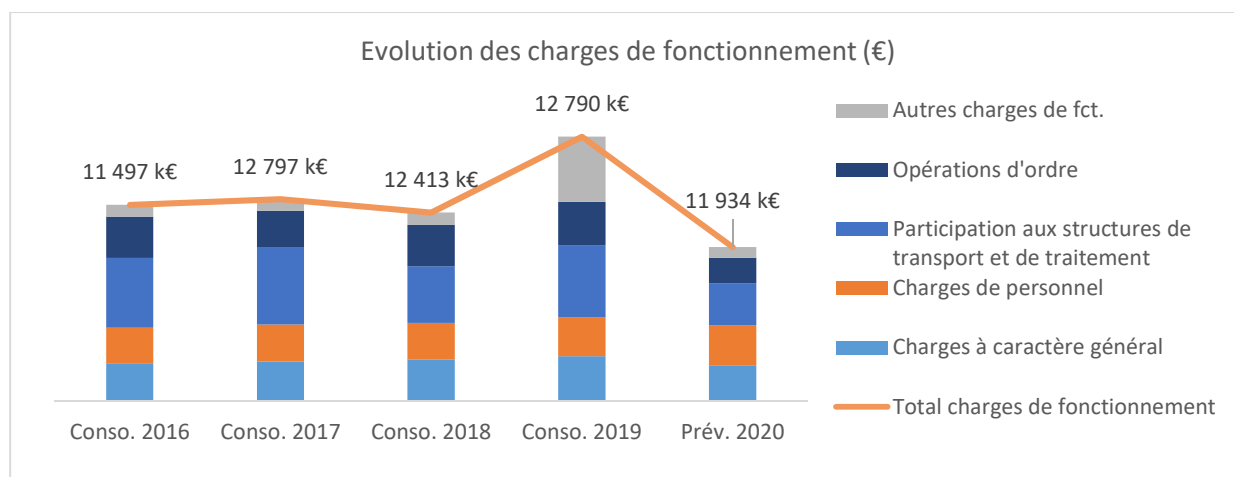
Il peut être noté, par ailleurs, que parmi les produits des services, la PFAC constitue une autre recette majeure pour le service assainissement (1 616 k€ sur le périmètre considéré en 2018, 2 617 k€ en 2019).

Les produits perçus au chapitre 74 correspondent notamment aux primes versées par l'Agence de l'Eau. Pour certaines Communes, il est observé un subventionnement récurrent par le Budget Général (au chapitre 74).

Enfin, les produits perçus au chapitre 75 correspondent principalement aux produits de cotisation perçus par le SIA sur ses Communes membres. Ils disparaissent en 2020, suite à l'absorption du service au sein de la Régie, de manière concomitante à la charge correspondante d'autre part.

Il peut ainsi être remarqué une forte diminution des recettes en 2020, de par la baisse à la fois structurelle (diminution des tarifs) et ponctuelle (recouvrement ne couvrant pas l'année entière) du produit de surtaxe évoqué ci-avant, et malgré l'ajout d'une recette exceptionnelle de 2 166 k€ (transferts partiels des résultats de fonctionnement à la CASA).

- Evolution des dépenses d'exploitation



Avant transfert, le plus gros poste de charges correspond aux participations des services d'assainissement aux structures de traitement et de transport intervenant sur les stations d'épuration auxquelles les systèmes de collecte sont raccordés, soit principalement ici : la contribution des communes membres au Syndicat des Bouillides, la contribution des communes membres au SIA pour le transport des effluents et au SYMISCA pour le traitement, ainsi que la contribution de Biot pour la station d'épuration de la Salis.

Ces participations représentent en moyenne 32% des charges de fonctionnement des budgets consolidés avant transfert.

Par ailleurs, les charges à caractère général, les charges de personnel et les dotations aux amortissements, représentent chacune environ 17% à 19% des charges de fonctionnement.

Notons une augmentation ponctuelle des dépenses en 2019 (« autres charges de fonctionnement ») suite à la reprise anticipée d'une partie du résultat du budget annexe vers le budget principal opérée par certaines communes (total de 3 500 k€ sur le périmètre considéré).

En dehors de cette hausse ponctuelle, les charges de fonctionnement augmentent en moyenne de près de 2% / an sur la période 2016-2019.

En 2020, les données provisoires indiquent une diminution ponctuelle des charges par rapport à 2018, notamment des dotations aux amortissements, non intégralement imputées, en attente de la

délibération et la mise en œuvre des procès-verbaux de transfert et de l'intégration de l'amortissement des biens mis à disposition.

Il peut également être noté l'intégration d'une quote-part de frais de structure mutualisés pour 465k€.

- Evolution des Dépenses Réelles d'Exploitation (DRE) – Article 13 de la LPFP des années 2018 à 2022

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
DRF - Régie AC (k€)	9 800	10 515	9 313	13 992	8 156
<i>% évolution N/N-1</i>		7,29%	-11,43%	50,24%	-41,71%
DRF – Hors charge ponctuelle 2019* (k€)	9 800	10 515	9 313	10 492	8 156
<i>% évolution N/N-1</i>		7,29%	-11,43%	12,66%	-22,27%

Hors reprises des résultats opérées en 2019, les DRF des budgets consolidés évoluent en moyenne de +2,3% / an entre 2016 et 2019.

Les DRF évoluent ainsi fortement en 2017, suite notamment à une hausse significative des contributions aux structures de transport et de traitement, avant une baisse ponctuelle en 2018 (forte baisse ponctuelle de la cotisation au SIA).

En 2020, la diminution des DRF, hors reprises de résultats, est principalement suscitée par une baisse sur les chapitres 011 et 65, au regard, notamment, de l'absorption du SIA (disparition de la « charge » de contribution), ou encore de changements de modes de gestion (sortie de Biot de la régie au 2e semestre 2019, engendrant notamment une diminution du chapitre 65 prévisionnel de près d'1 M€).

- Evolution des Soldes Intermédiaires de Gestion

Soldes intermédiaires de gestion (k€)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020
Produits de gestion	12 278	13 968	12 263	12 684	8 969
Dépenses de gestion	9 081	9 771	8 549	9 910	7 469
EBE	3 198	4 197	3 713	2 774	1 501
<i>% recettes de gestion</i>	26,04%	30,05%	30,28%	21,87%	16,73%
Solde financier	-534	-613	-622	-514	-645
Solde exceptionnel	-1	-8	1 513	-3 387	2 150
CAF brute	2 663	3 577	4 604	-1 126	3 005
<i>% recettes de gestion</i>	21,69%	25,61%	37,55%	-8,88%	33,51%
Remboursement du capital	1 066	1 306	1 422	1 603	1 649
CAF nette	1 597	2 272	3 182	-2 729	1 356
<i>% recettes de gestion</i>	13,01%	16,26%	25,95%	-21,52%	15,12%

La consolidation budgétaire met en évidence un taux d'autofinancement net du remboursement du capital de l'emprunt de près de 26% des recettes de gestion en 2018.

Notons néanmoins que cette CAF nette bénéficie d'un produit exceptionnel non récurrent de 1 566 k€ en 2018. Son niveau s'élèverait ainsi à 1 670 k€ hors solde exceptionnel, soit en réalité une baisse par rapport à 2017.

Par ailleurs, elle diminue de nouveau fortement en 2019 : retraitée des résultats repris de manière anticipée (solde exceptionnel), la CAF nette s'élèverait à 658 k€ en 2019.

Ainsi, entre 2017 et 2019, la baisse structurelle de la marge nette s'élève à 1 614 k€, principalement suscitée par une baisse des recettes de gestion (diminutions tarifaires) et la hausse des charges, dont l'annuité de dette.

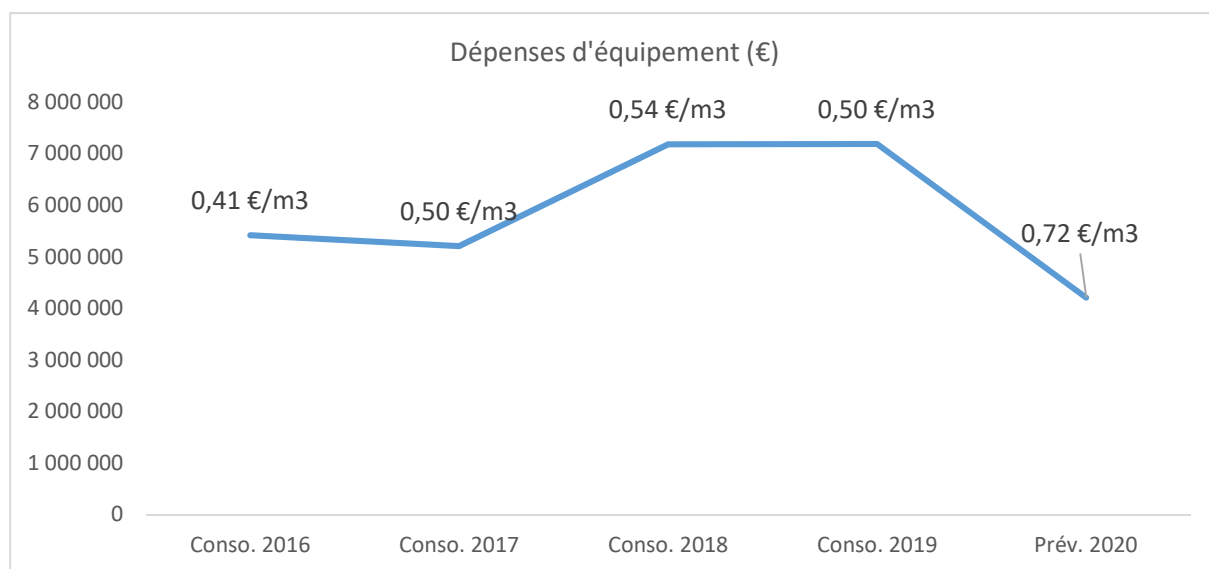
En 2020, la tendance se poursuit, malgré des niveaux de recettes (recouvrement incomplet des redevances de l'année) et de charges (service de Biot non intégré) non structurels. Hors transfert partiel des résultats des communes (solde exceptionnel), la CAF nette est ainsi déficitaire, à -794 k€.

b- Section d'Investissement

Les données d'investissement ont été consolidées sur la base des écritures identifiées dans les budgets communaux (budget annexe, budget annexe commun eau/assainissement, budget général) pour la période 2016-2019.

Ces éléments de rétrospective ont une valeur indicative au regard de la difficulté pouvant être rencontrée dans l'identification des éléments d'investissement relatifs aux seuls services de l'assainissement.

- Evolution des dépenses d'équipement

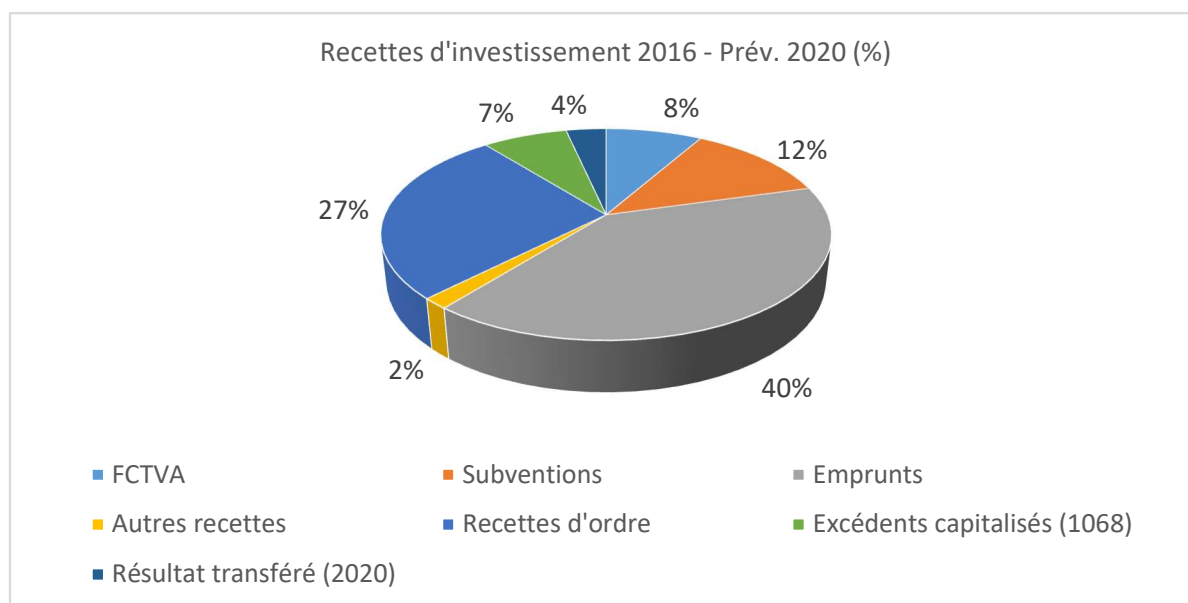


Les exercices 2018 et 2019 enregistrent un effort d'investissement ponctuellement plus marqué sur le territoire.

Sur les exercices précédents (2015-2017), les dépenses d'équipement, de manière consolidée, représentent de manière récurrente près de 0,5 € / m3 facturé en moyenne.

En 2020, le ratio s'élève ainsi à près de 0,42 € / m3, un niveau équivalent à celui atteint en 2014, à la même époque lors du précédent mandat.

- Financement de l'investissement



Les recettes ci-dessus sont retraitées de la recette réelle retraçant l'opération d'intégration des actifs effectuée en 2018 sur le budget de la commune de Biot.

D'après les données reconstituées et les écritures identifiées aux budgets concernés, le financement de la section d'investissement sur la période 2016-2020 est principalement assuré par l'emprunt (40%), devant l'autofinancement (dotations aux amortissements et excédents capitalisés représentant 34% des recettes totales).

Les subventions et le FCTVA ne représentent que 12% et 8% de cet ensemble.

Notons que les résultats d'investissement transférés en 2020 tiennent compte des excédents transférés (dont résultats excédentaires du SIA) nets des déficits transférés par d'autres services.

- Evolution du Besoin de Financement ; article 13 de la LPFP des années 2018 à 2022

Au sens de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques, l'évolution rétrospective du besoin de financement sur les budgets consolidés des régies Assainissement s'établit comme suit :

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Besoin de fi. - Régie Asst. (k€)	1 784	1 894	2 078	797	4 051
% évolution N/N-1		6,17%	9,69%	-61,62%	407,94%

La récurrence d'un besoin de financement positif sur la période confirme que les dépenses d'investissement sont principalement financées par l'emprunt.

Un nouvel emprunt de 5 700 k€ a ainsi été contracté en 2020, pour participer au financement des dépenses d'investissement (dont couverture des déficits transférés).

- Evolution de l'encours de dette

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Encours de dette au 31/12/N (k€)	21 140	23 035	25 113	25 910	29 075
% évolution N/N-1		8,96%	9,02%	3,18%	12,21%

L'encours de dette transféré au 31 décembre 2019 au budget de la Régie s'élève à 25 910 k€.

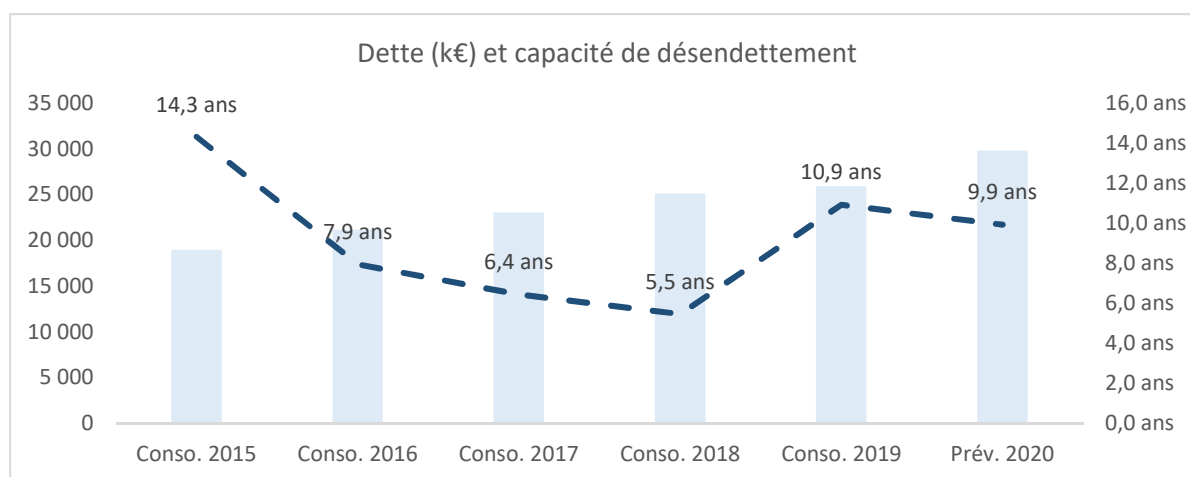
Cet encours représente l'équivalent de 2,6 € / m3 facturé en 2019.

Il s'élève à 29 075 k€ au 31 décembre 2020, suite à l'emprunt contracté dans le courant de l'exercice, pour un montant de soit l'équivalent de 2,9 € / m3 facturé (donnée d'assiette de facturation provisoire).

De manière consolidée, la capacité de désendettement ne peut être calculée en 2019, du fait d'une épargne brute négative.

En retraitant les éléments ponctuels (reprises anticipées de résultats), **la capacité de désendettement s'élève à 10,9 ans en 2019.**

Capacité de désendettement après retraitement de la CAF brute :



**Pour le prévisionnel 2019, la CAF brute utilisée est retraitée de l'impact des transferts de résultats des budgets annexes aux budgets principaux des Communes opérés durant l'exercice.*

III.2.8.3.2- Projection 2018-2022

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2021 tiennent compte :

- D'un maintien des tarifs en vigueur,
- De la constitution de la régie au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences, tel qu'issu des comptes administratifs préexistants.

Ces hypothèses font actuellement l'objet de travaux d'approfondissement dans le cadre de la construction des Budgets Primitifs de l'année 2021 et des axes de mutualisation au sein des services.

Elles tiennent compte par ailleurs :

- D'une progression de l'assiette de facturation à hauteur du rythme moyen observé sur la période 2014-2019 à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire, soit +0,8 % en termes de nombre d'abonnés et +1% / an en termes de volume facturé.
- D'une trajectoire de progression des charges courantes fortement contrainte (+1% / an pour les charges du 011 et du 012).

a- Evolution prévisionnelle de l'équilibre d'exploitation

Sous hypothèses, les Dépenses Réelles d'Exploitation (au sens de l'article 13 de la LPFP) pourraient, à l'occasion du transfert de compétence à la CASA, évoluer comme suit :

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
DRF - Régie AC (k€)	13 992	8 156	11 156	11 730	11 722
% évolution N/N-1	50,24%	-41,71%	36,78%	5,14%	-0,06%
DRF – Hors charge ponctuelle 2019 (k€)	10 492	8 156	11 156	11 730	11 722
% évolution N/N-1	12,66%	-22,27%	36,78%	5,14%	-0,06%

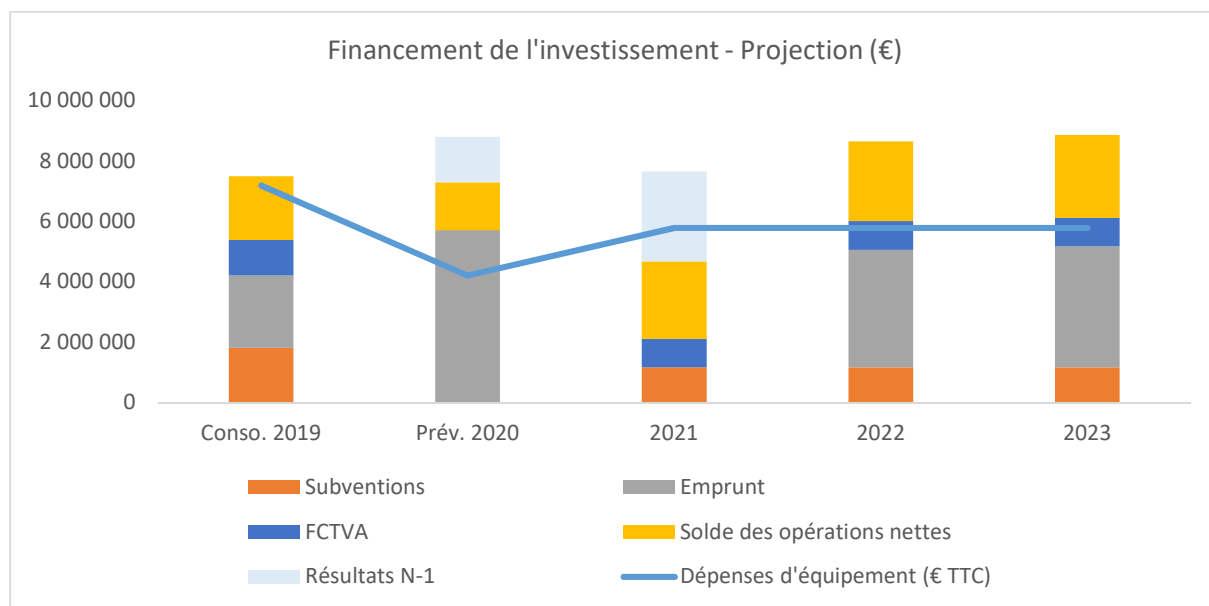
Dans le cadre de ces hypothèses, la capacité d'autofinancement évoluerait comme suit :

Soldes intermédiaires de gestion (k€)	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Produits de gestion	12 684	8 969	10 537	10 612	10 687
Dépenses de gestion	9 910	7 469	10 450	11 075	11 059
EBE	2 774	1 501	87	-463	-372
% recettes de gestion	21,87%	16,73%	0,82%	-4,36%	-3,48%
Solde financier	-514	-645	-608	-557	-565
Solde exceptionnel	-3 387	2 150	-42	-42	-42
CAF brute	-1 126	3 005	-563	-1 063	-980
% recettes de gestion	-8,88%	33,51%	-5,35%	-10,01%	-9,17%
Remboursement du capital	1 603	1 649	1 952	1 957	2 168
CAF nette	-2 729	1 356	-2 516	-3 019	-3 148
% recettes de gestion	-21,52%	15,12%	-23,87%	-28,45%	-29,46%

b- Evolution prévisionnelle de l'investissement

L'investissement simulé pour les projections financières correspond à la poursuite du montant moyen d'investissement constaté sur le territoire avant transfert.

Ce montant s'élève à 5 786 k€ TTC / an (soit 4 822 k€ HT).



Rappelons que ces éléments d'investissement prévisionnels sont provisoires à ce stade de la préparation budgétaire.

Notons par ailleurs que les restes à réaliser de 2020 sont réputés compris dans l'enveloppe simulée pour cette projection.

Le montant des résultats transférés à la CASA en investissement dans le cadre de la mise en œuvre des procès-verbaux de transfert ne permet d'envisager un financement de cet effort d'investissement sans recours à l'emprunt qu'en 2021.

En première approche cependant, l'évolution de l'encours de la dette pourrait être le suivant :

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Encours de dette au 31/12/N (k€)	25 910	29 075	27 869	29 808	31 649
% évolution N/N-1		12,21%	-6,55%	6,96%	6,18%

- Evolution du besoin de financement

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Besoin de fi. – Régie Asst (k€)	787	4 051	-1 952	1 939	1 841
% évolution N/N-1		407,94%	-148,20%	-	-5,07%

III.2.8.4- Budget Annexe « Assainissement – Activités Déléguées »

Rappelons que les services en délégation de service public sont assujettis à TVA.

Notons que les éléments antérieurs au transfert (2016-2019) sont reconstitués sur la base d'une consolidation des comptes des services concernés par le périmètre étudié, soit, selon les modalités de gestion budgétaire préalables au transfert :

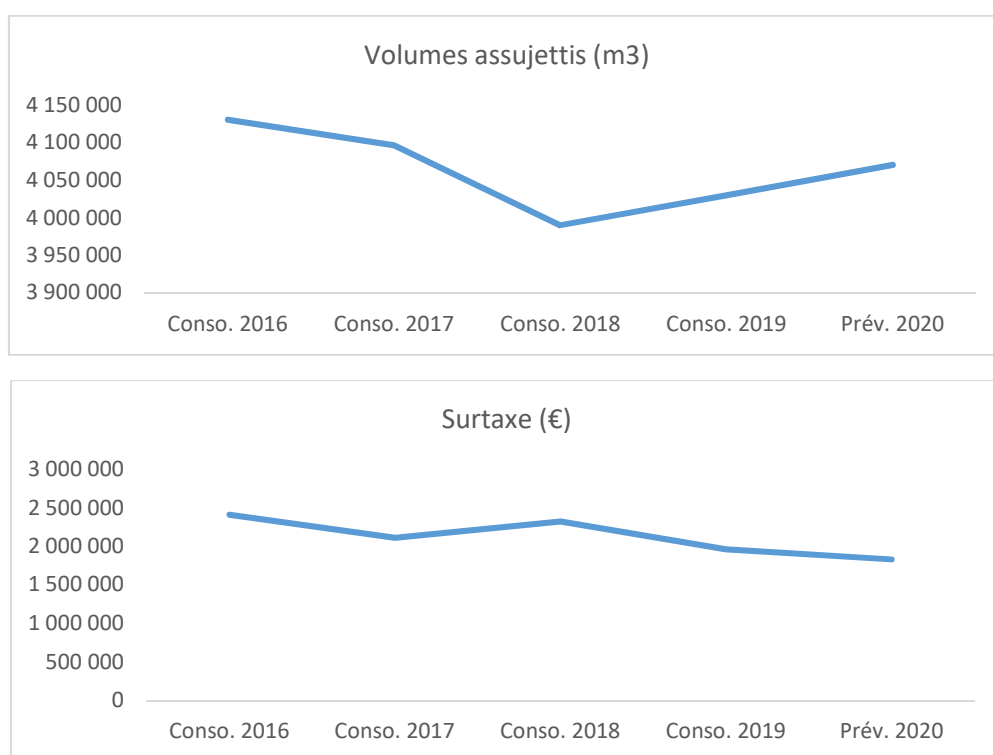
- Les budgets annexes de l'assainissement,
- Les budgets annexes communs eau et assainissement, pour leurs parties relatives à l'assainissement (ventilation des écritures identifiées à date comme relatives à l'eau potable),
- Les éléments relatifs aux services, identifiés à date au sein du budget général de la Commune, lorsque celle-ci ne disposait pas de budget annexe.

Il peut être précisé que les éléments relatifs à l'exercice 2020 correspondent aux données de réalisation provisoires en l'état (Comptes Administratifs provisoires de la CASA).

III.2.8.4.1- Analyse rétrospective par consolidation des Communes ayant délégué la compétence

a- Section d'Exploitation

- Evolution de la redevance d'Assainissement Collectif



La surtaxe de l'assainissement est assise d'une part sur les tarifs en vigueur et d'autre part sur les données d'assiette, à savoir le nombre d'abonnés et les volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

- Evolution des recettes de fonctionnement

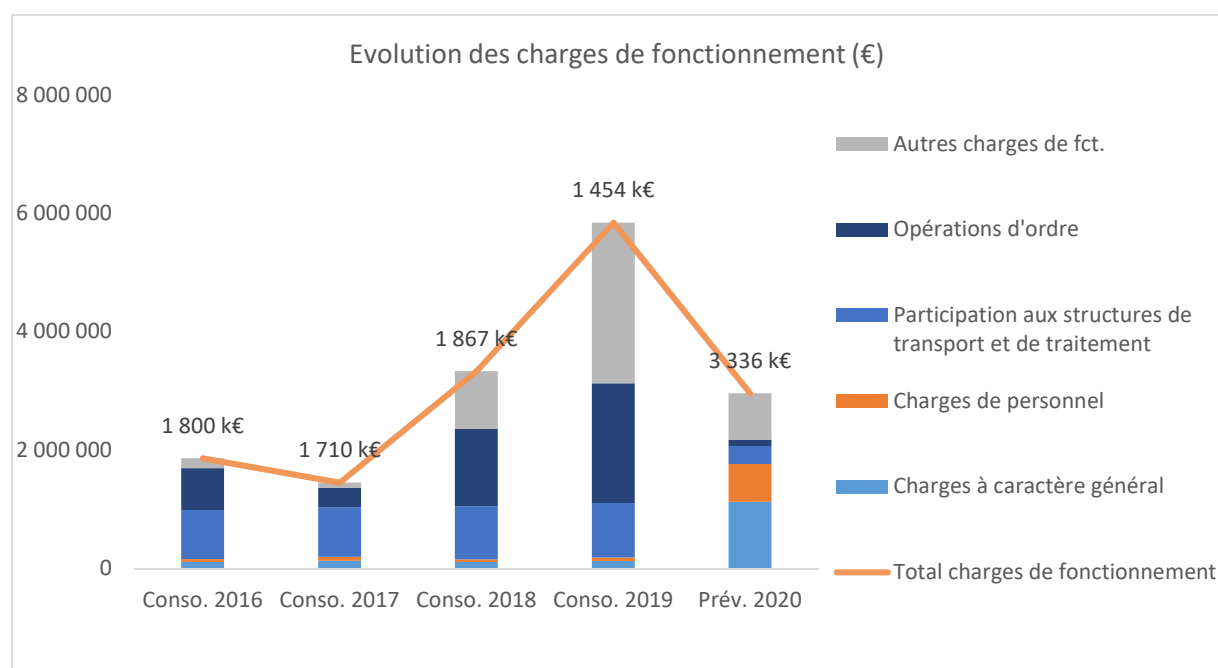
Budget DSP (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0
70 - Produits des services	3 010	2 735	3 375	2 495	1 876
<i>Redevance AC</i>	<i>2 412</i>	<i>2 114</i>	<i>2 326</i>	<i>1 961</i>	<i>1 831</i>
74 - Dotations et participations	219	20	0	0	0

75 - Autres produits de gestion cour.	158	42	40	11	0
76 - Produits financiers	0	0	0	1	0
77 - Produits exceptionnels	2	4	2	4	2 723
78 – Reprises de provisions	0	35	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	220	515	217	364	0
Total produits de fonctionnement	3 609	3 351	3 634	2 875	4 599

Les recettes de fonctionnement sont principalement constituées par la surtaxe de l'Assainissement Collectif.

Notons par ailleurs que, parmi les produits des services, la PFAC constitue une autre recette majeure pour le service public de l'Assainissement. Celle-ci s'élève à 883 k€ en 2018 et 381 k€ en 2019 sur le périmètre considéré, puis 30 k€ en 2020, participant à une baisse majeure des recettes de gestion du Budget Annexe.

- Dépenses d'Exploitation



Avant transfert, les dotations aux amortissements représentent le premier poste de charges (35% des charges de fonctionnement), suite notamment à d'importantes régularisations opérées sur l'exercice 2019.

Les participations aux structures de traitement et de transport représentent sur la période le second poste de charges des budgets consolidés, avec une moyenne de 28% des charges de fonctionnement, soit principalement ici : la contribution des Communes membres au Syndicat des Bouillides, ainsi que la contribution des Communes membres au SIA pour le transport des effluents et au SYMISCA pour le traitement.

Il peut être remarqué une augmentation ponctuelle des dépenses en 2018, puis en 2019 (« autres charges de fonctionnement ») suite à la reprise anticipée d'une partie du résultat du Budget Annexe vers le Budget Principal opérée par certaines communes (780 k€ en 2018, puis 2 637 k€ en 2019 sur le périmètre considéré).

En dehors de cette hausse ponctuelle, les charges de fonctionnement augmentent en moyenne de près de 20% / an sur la période 2016-2019 (effet lié aux régularisations sur les dotations aux amortissements).

En 2020, les données provisoires tiennent compte de la répartition des charges de structure et de personnel entre les services de l'eau et de l'assainissement à l'échelle de la CASA. Elles tiennent compte notamment de l'intégration d'une quote-part de charges de structure mutualisées pour 873k€.

- *Evolution des Dépenses Réelles d'Exploitation (DRE) – Article 13 de la LPFP pour les années 2018 à 2022*

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
DRF – DSP Asst (k€)	1 157	1 122	2 027	3 822	2 859
% évolution N/N-1		-3,07%	80,68%	88,59%	-25,19%
DRF – Hors charges ponctuelles 2018-2019* (k€)	1 157	1 122	1 247	1 185	2 859
% évolution N/N-1		-3,07%	11,15%	-4,94%	141,25%

* Hors transfert des résultats opérés en 2018-2019, les DRF des budgets consolidés évoluent en moyenne de +0,8% / an entre 2016 et 2019.

En 2020, la forte hausse des dépenses réelles est principalement induite par l'imputation des frais de structure mutualisés, ainsi que par l'intégration du service de Biot dans le périmètre du Budget Annexe.

- *Evolution des soldes intermédiaires de gestion*

Soldes intermédiaires de gestion (k€)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020
Produits de gestion	3 386	2 797	3 415	2 506	1 876
Dépenses de gestion	1 003	1 046	1 062	1 130	2 818
EBE	2 383	1 751	2 353	1 376	-943
% recettes de gestion	70,38%	62,61%	68,91%	54,89%	-50,27%
Solde financier	-29	-14	-10	0	-41
Solde exceptionnel	-123	-23	-953	-2 687	2 723
CAF brute	2 231	1 714	1 391	-1 311	1 739
% recettes de gestion	65,88%	61,29%	40,72%	-52,32%	92,73%
Remboursement du capital	149	152	127	130	103
CAF nette	2 082	1 562	1 264	-1 442	1 637
% recettes de gestion	61,47%	55,85%	37,00%	-57,53%	87,26%

Après retraitement des reprises anticipées de résultat en 2019, la consolidation budgétaire met en évidence un taux d'autofinancement net du remboursement en capital de l'emprunt de 1 195 k€, soit près de 48% des recettes.

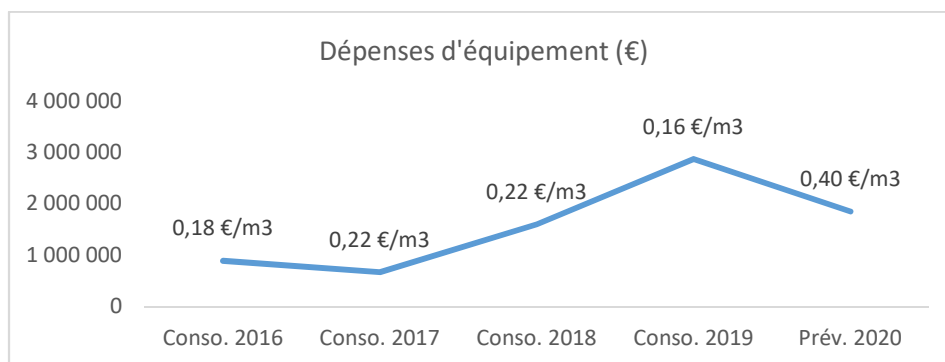
La forte diminution des recettes évoquée précédemment (-630 k€ sur les recettes de gestion) et la hausse concomitante des dépenses de gestion (+1 688 k€) génèrent une forte diminution de l'EBE en 2020, compensée de manière ponctuelle par les transferts partiels de résultats de fonctionnement des Communes.

b- Section d'Investissement

Les données d'investissement ont été consolidées sur la base des écritures identifiées dans les budgets communaux (budget annexe, budget annexe commun eau/assainissement, budget général) pour la période 2016-2019.

Ces éléments de rétrospective ont une valeur indicative au regard de la difficulté pouvant être rencontrée dans l'identification des éléments d'investissement relatifs aux seuls services de l'assainissement.

• Evolution des dépenses d'équipement

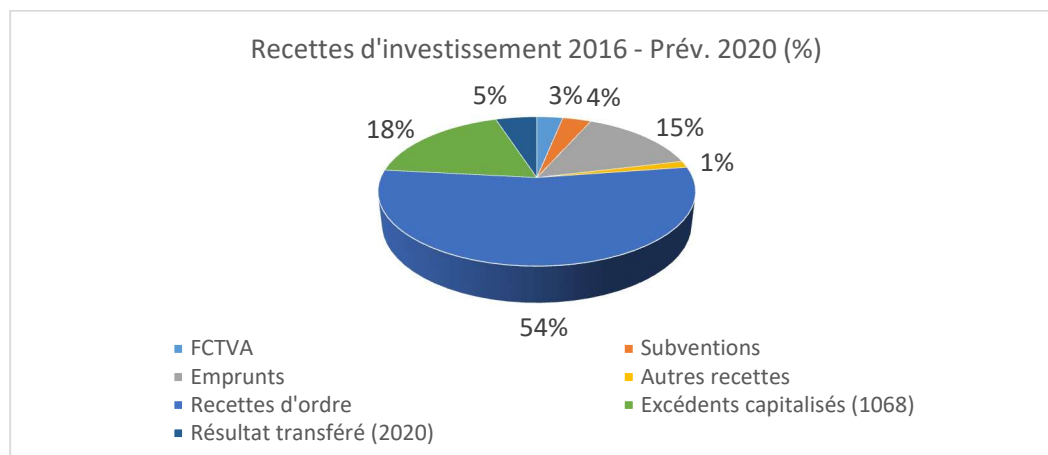


Les dépenses d'équipement ci-dessus sont retraitées des contributions au syndicat des Bouillides enregistrées en investissement sur le budget de la Commune du Rouret.

Les dépenses d'équipement des collectivités ayant délégué leur service public d'assainissement connaissent une croissance forte entre 2017 et 2019, une évolution néanmoins principalement liée aux très fortes augmentations observées sur les services des Communes de Valbonne (+1 567 k€ entre 2017 et 2019) et Vallauris (+508 k€ entre 2017 et 2019).

L'exercice 2020 et la mise en œuvre du transfert ont vu ces dépenses d'investissement, pour la part relevant de la collectivité publique, se maintenir à un niveau légèrement supérieur à celui de 2018, sous l'effet notamment d'importants restes à réaliser transférés par ces Communes.

• Financement de l'investissement



Il peut être noté que les recettes ci-dessus sont retraitées de la recette réelle retraçant l'opération d'intégration des actifs effectuée en 2018 sur le budget de la Commune de Biot.

D'après les données reconstituées et les écritures identifiées aux budgets concernés, le financement de la section d'investissement sur la période 2016-2020 est principalement assuré par l'autofinancement (dotations aux amortissements et excédents de fonctionnement capitalisés représentant 72% des recettes) et l'emprunt (15%).

Il peut être souligné que les résultats d'investissement transférés en 2020 tiennent compte des excédents transférés, nets des déficits transférés par d'autres services.

- Evolution du Besoin de Financement ; article 13 de la LPFP pour les années 2018 à 2022

Au sens de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques, l'évolution rétrospective du besoin de financement sur les budgets consolidés des services assainissement gérés en délégation s'établit comme suit :

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Besoin de fi. - DSP Asst. (k€)	-140	-152	-127	356	611
% évolution N/N-1					71,51%

Un besoin de financement négatif indique que les dépenses d'investissement sont principalement autofinancées sur l'exercice.

Un nouvel emprunt de 714k€ est contracté en 2020 pour participer au financement des dépenses d'investissement (dont couverture des déficits transférés).

- Evolution de l'encours de dette

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso. 2019	Prév. 2020
Encours de dette au 31/12/N (k€)	630	478	351	707	1 600
% évolution N/N-1		-24,17%	-26,55%	101,60%	126,30%

L'encours de dette transféré au 31 décembre 2019 au Budget Annexe s'élève à 707 k€.

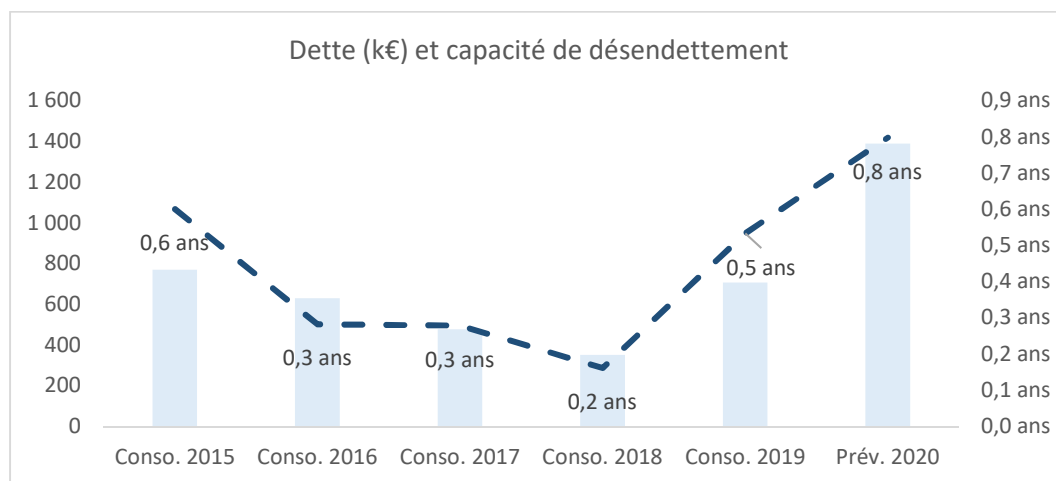
Cet encours représente l'équivalent de 0,18 € / m3 facturé en 2019.

Il s'élève à 1 600 k€ au 31 décembre 2020, suite à l'emprunt contracté dans le courant de l'exercice, pour un montant de 714 k€, soit l'équivalent de 0,34 € / m3 facturé (donnée d'assiette de facturation provisoire).

De manière consolidée, la capacité de désendettement ne peut être calculée en 2019, du fait d'une épargne brute négative.

En retraçant les éléments ponctuels (reprises anticipées de résultats), **la capacité de désendettement s'élève à 0,5 an en 2019.**

Capacité de désendettement après retraitement de la CAF brute :



*Pour l'exercice 2018 et le prévisionnel 2019, la CAF brute utilisée est retraitée de l'impact des transferts de résultats des budgets annexes aux budgets principaux des Communes opérés durant l'exercice.

III.2.8.4.2- Projection 2020-2023

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2021 tiennent compte :

- D'un maintien des tarifs en vigueur,
- De la constitution des services au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences, tel qu'issu des comptes administratifs préexistants.

Ces hypothèses font actuellement l'objet de travaux d'approfondissement dans le cadre de la construction du Budget Primitif de l'année 2021 et des axes de mutualisation au sein des services.

Elles tiennent compte par ailleurs :

- D'une progression de l'assiette de facturation à hauteur du rythme moyen observé sur la période 2014-2019 à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire, soit +0,8 % en termes de nombre d'abonnés et +1% / an en termes de volume facturé.
- D'une trajectoire de progression des charges courantes fortement contrainte (+1% / an pour les charges des Chapitres 011 et 012).

a- Evolution prévisionnelle de l'équilibre d'exploitation

Sous hypothèses, les dépenses réelles de fonctionnement (au sens de l'article 13 de la LPFP) pourraient, à l'occasion du transfert de compétence à la CASA, évoluer comme suit :

Evolution des DRF (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
DRF - DSP AC (k€)	3 822	2 859	2 225	2 294	2 290
% évolution N/N-1		-25,19%	-22,19%	3,12%	-0,18%

DRF – Hors charge ponctuelle 2019 (k€)	1 185	2 859	2 225	2 294	2 290
% évolution N/N-1		141,25%	-22,19%	3,12%	-0,18%

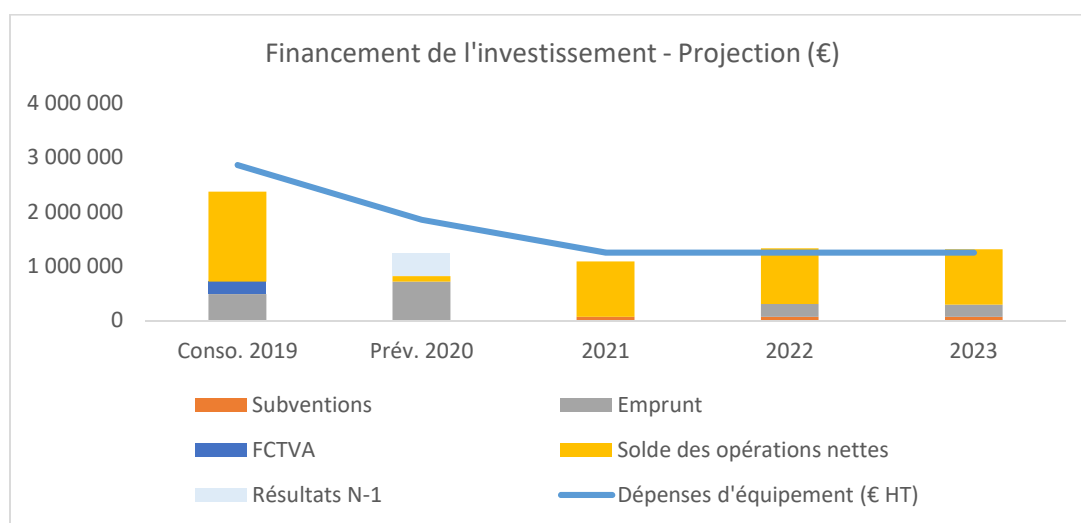
Dans ce cadre, la capacité d'autofinancement pourrait évoluer comme suit :

Soldes intermédiaires de gestion (k€)	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Produits de gestion	2 506	1 876	2 184	2 200	2 215
Dépenses de gestion	1 130	2 818	2 117	2 189	2 183
EBE	1 376	-943	67	11	33
% recettes de gestion	54,89%	-50,27%	3,06%	0,48%	1,47%
Solde financier	0	-41	-19	-17	-19
Solde exceptionnel	-2 687	2 723	-86	-86	-86
CAF brute	-1 311	1 739	-38	-92	-73
% recettes de gestion	-52,32%	92,73%	-1,76%	-4,20%	-3,28%
Remboursement du capital	130	103	74	76	62
CAF nette	-1 442	1 637	-113	-168	-134
% recettes de gestion	-57,53%	87,26%	-5,16%	-7,65%	-6,06%

b- Evolution prévisionnelle de l'investissement

L'investissement simulé pour les projections financières correspond à la poursuite du montant moyen d'investissement constaté sur le territoire avant transfert.

Ce montant s'élève à 1 252 k€ HT / an.



Il peut être rappelé que ces éléments d'investissement prévisionnels sont provisoires à ce stade de la préparation budgétaire.

Par ailleurs, il convient d'indiquer que les restes à réaliser 2020 sont réputés compris dans l'enveloppe simulée pour cette projection.

L'autofinancement dégagé ne permet d'envisager un financement de cet effort d'investissement sans recours à l'emprunt qu'en 2021.

- Evolution du besoin de financement

Evolution du besoin fi. (art. 13 LPFP)	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Besoin de fi. – DSP Asst (k€)	356	611	-74	162	161
<i>% évolution N/N-1</i>		<i>71,51%</i>	-	-	<i>-1,00%</i>

En première approche cependant, l'évolution de l'encours de la dette pourrait être le suivant :

Evolution de l'encours de dette	Conso. 2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
Encours de dette au 31/12/N (k€)	707	1 388	1 314	1 476	1 637
<i>% évolution N/N-1</i>		<i>96,29%</i>	<i>-5,36%</i>	<i>12,36%</i>	<i>10,89%</i>

Evolution prévisionnelle des sections de fonctionnement dans le cadre des hypothèses retenues à ce stade

- Régie « Eau »

Budget Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
011 - Charges à caractère général	142	136	145	137	125	124	125	127
012 - Charges de personnel	14	36	37	40	11	11	11	11
014 - Atténuations de produits	27	25	29	31	17	29	29	30
65 -Autres charges de gestion courante	12	101	12	8	3	10	10	10
66 -Charges financières	3	7	7	7	8	7	7	6
67 - Charges exceptionnelles	0	1	5	3	2	3	3	3
68 - Dotations aux provisions	0	0	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	162	174	215	231	13	214	214	213
Total charges de fonctionnement	361	480	449	457	177	397	398	400

Budget Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0
70 - Produits des services	228	252	249	311	271	248	250	253
<i>Redevance</i>	<i>189</i>	<i>215</i>	<i>215</i>	<i>275</i>	<i>228</i>	<i>208</i>	<i>209</i>	<i>211</i>
74 - Dotations et participations	40	65	57	37	0	0	0	0
75 - Autres produits de gestion cour.	0	0	0	0	7	14	14	14
76 - Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels	0	0	1	0	36	0	0	0
78 - Reprises de provisions	0	0	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	114	113	116	117	0	111	109	108
Total produits de fonctionnement	382	430	423	464	314	373	374	374

- Budget Annexe « Eau »

Budget DSP (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
011 - Charges à caractère général	194	173	144	167	925	752	760	767
012 - Charges de personnel	411	406	436	412	977	1 869	1 888	1 907
014 - Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0
65 -Autres charges de gestion courante	0	0	1	0	0	0	0	0
66 -Charges financières	69	55	52	43	87	61	55	48
67 - Charges exceptionnelles	0	0	4	0	0	1	1	1
68 - Dotations aux provisions	0	0	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	1 120	1 084	1 123	1 189	387	1 152	1 183	1 215
Total charges de fonctionnement	1 795	1 718	1 759	1 811	2 376	3 836	3 887	3 938

Budget DSP (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0
70 - Produits des services	3 022	2 802	2 843	2 763	1 329	2 525	2 550	2 575
<i>Redevance</i>	<i>1 622</i>	<i>1 399</i>	<i>1 881</i>	<i>1 821</i>	<i>798</i>	<i>1 473</i>	<i>1 487</i>	<i>1 502</i>
74 - Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0
75 - Autres produits de gestion cour.	397	295	138	140	140	148	148	148
76 - Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels	34	82	6	5	1 408	0	0	0
78 - Reprises de provisions	0	0	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	370	375	375	375	0	299	299	296
Total produits de fonctionnement	3 824	3 554	3 363	3 283	2 877	2 971	2 996	3 018

- Régie « Assainissement »

Budget Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
011 - Charges à caractère général	2 405	2 514	2 625	2 843	2 238	3 036	3 058	3 080
012 - Charges de personnel	2 248	2 333	2 327	2 476	2 564	2 769	2 797	2 825
014 - Atténuations de produits	14	19	17	22	4	8	8	8
65 -Autres charges de gestion courante	4 414	4 904	3 581	4 570	2 662	4 637	5 212	5 146
<i>Participations aux syndicats de traitement</i>	<i>4 410</i>	<i>4 902</i>	<i>3 577</i>	<i>4 553</i>	<i>2 662</i>	<i>4 627</i>	<i>5 202</i>	<i>5 136</i>
66 -Charges financières	600	677	666	540	671	634	583	591
67 - Charges exceptionnelles	119	64	98	3 542	16	72	72	72
68 - Dotations aux provisions	0	3	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	2 613	2 275	2 621	2 731	1 594	2 566	2 678	2 796
Total charges de fonctionnement	12 413	12 790	11 934	16 723	9 749	13 722	14 408	14 518

Budget Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
013 - Atténuations de charges	4	6	0	8	10	0	0	0
70 - Produits des services	8 938	10 039	10 456	10 708	7 375	9 965	10 039	10 114
<i>Redevance</i>	<i>6 643</i>	<i>7 875</i>	<i>7 899</i>	<i>7 041</i>	<i>5 578</i>	<i>7 418</i>	<i>7 491</i>	<i>7 564</i>
74 - Dotations et participations	1 129	2 401	1 736	1 740	1 584	511	511	511
75 - Autres produits de gestion cour.	2 207	1 522	71	228	0	61	62	63
76 - Produits financiers	66	64	44	26	26	26	26	26
77 - Produits exceptionnels	118	60	1 608	109	2 166	29	29	29
78 - Reprises de provisions	0	0	2	46	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	796	771	874	1 796	0	957	979	999
Total produits de fonctionnement	13 259	14 863	14 792	14 661	11 161	11 549	11 646	11 741

- Budget Annexe « Assainissement »

Budget DSP (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
011 - Charges à caractère général	117	137	114	133	1 132	535	540	545
012 - Charges de personnel	48	63	43	60	637	639	646	652
014 - Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0
65 -Autres charges de gestion courante	839	846	904	938	1 049	943	1 003	985
<i>Participations aux syndicats de traitement</i>	<i>825</i>	<i>839</i>	<i>897</i>	<i>915</i>	<i>305</i>	<i>935</i>	<i>995</i>	<i>976</i>
66 -Charges financières	29	14	10	1	41	19	17	19
67 - Charges exceptionnelles	125	62	955	2 691	0	88	88	88
68 - Dotations aux provisions	0	0	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	710	333	1 310	2 023	104	1 257	1 258	1 260
Total charges de fonctionnement	1 867	1 454	3 336	5 845	2 963	3 482	3 552	3 550

Budget Régie (k €)	Conso. 2016	Conso. 2017	Conso. 2018	Conso.2019	Prév. 2020	2021	2022	2023
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0
70 - Produits des services	3 010	2 735	3 375	2 495	1 876	2 179	2 195	2 210
<i>Redevance</i>	<i>2 412</i>	<i>2 114</i>	<i>2 326</i>	<i>1 961</i>	<i>1 831</i>	<i>1 551</i>	<i>1 567</i>	<i>1 582</i>
74 - Dotations et participations	219	20	0	0	0	0	0	0
75 - Autres produits de gestion cour.	158	42	40	11	0	5	5	5
76 - Produits financiers	0	0	0	1	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels	2	4	2	4	2 723	2	2	2
78 - Reprises de provisions	0	35	0	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre	220	515	217	364	0	234	234	234
Total produits de fonctionnement	3 609	3 351	3 634	2 875	4 599	2 421	2 436	2 452

III.3- Données consolidées et de synthèse de l'exercice 2020

III.3.1- Indicateurs financiers du Budget Général et des Budgets Autonomes et Annexes (en K€)

	Epargne Brute (en K€)	Epargne Nette (en K€)	Capitaux restant dus de la dette au 31/12/2020 (en K€)	Capacité de désendettement (en nombre d'années d'Epargne Brute)
Budget Principal	17 608	2 588	113 907	6,5
Régie à Autonomie Financière des Transports	3 058	-509	72 322	23,6
Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes"	112	112	0	N/A
Budget Annexe des Pépinières	345	105	3 900	11,3
Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal	25	17	88	3,5
Budget Annexe "GeMAPI"	93	-71	14 636	N/S
Budget Annexe "Aménagement des Parcs d'Activité"	-20	-95	2 925	N/S
Budget de la Régie à Autonomie Financière "Eau"	150	128	638	4,3
Budget Annexe "Eau - Activités Déléguées"	888	617	3 086	3,5
Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement"	3 005	1 356	29 075	9,9
Budget Annexe "Assainissement - Activités Déléguées"	1 739	1 637	1 600	0,9

III.3.2- Illustration des projets par compétence

III.3.2.1- Budget Principal

1- Direction Envinet

Objectifs

- Augmenter les tonnages collectés en tri (emballages ménagers et journaux magazines)
- Maintenir un traitement optimisé des déchets ménagers (valorisation, recyclage, etc.) à moindre coût en collaboration avec le Syndicat UNIVALOM
- Elaborer un programme de prévention des déchets au sein de CAP AZUR

Projets

- Augmentation des fréquences de collecte du bi flux (emballages ménagers et journaux magazines) avec passage deux jours par semaine sur Antibes, Biot, Vallauris, Villeneuve Loubet (en substitution d'une collecte d'OM)
- Réajustement lors de besoin du parc de bacs de tri et substitution de collecte d'OM au profit du bi-flux sur les communes du moyen pays
- Réalisation de campagnes de communications sur les collectes sélectives
- Optimisation des collectes d'OM, de bi flux et d'encombrants et favoriser la reprise en régie de prestations sous-traitées
- Poursuite du déploiement des dispositifs de collecte enterrés et semi-enterrés notamment sur l'arrière-pays

2- Mobilité, Déplacements et Transports

Plan de Mobilité

- Diagnostic, en lien avec le SCOT et le PCAET
- Développement d'un observatoire de la mobilité
- Participation à l'enquête mobilité menée par le CD06

Vélo

- Poursuite de l'animation et de la mise en œuvre du plan vélo : CASA du Vélo (Sophia) et du Point Accueil Vélo (Antibes), aide à l'acquisition
- Définition d'un plan de jalonnement inter-pôles

Conseil en Mobilité

- Intégration au compagnon de mobilité Envibus Cap Azur des lignes ZOU ! et du vélo

Innovation

- Véhicule autonome : préparation de l'expérimentation de 2 navettes autonomes

3- Voirie et Grands Projets

Objectifs

- Mise en œuvre des grands projets de voirie dans le cadre des Zones d'Activités Economiques ou de la politique de mobilité durable
- Gestion des voiries communautaires, y compris travaux d'entretien et travaux neufs
- Réalisation des infrastructures liées aux bus-tram

Projets

- **Création de parkings d'eco-mobilité et d'arrêts bus charte Excellence**
- **Gestion des voiries situées dans les zones d'activités économiques**
 - Entretien courant et maintenance des voiries communautaires
 - Obligations légales de débroussaillage : priorisation des mesures à mettre en œuvre
 - Négociations foncières et études du projet de voirie portant notamment sur le chemin de St Claude à Antibes
 - Etudes et Travaux neufs de voirie permettant d'accompagner le développement des ZAE

Perspectives 2021-2025

- Bus Tram : mise en service du projet d'ici 2025
- Hauts d'Antibes : mise en œuvre du projet de voirie
- Renforcement des itinéraires piétons et cyclables dans les Zones d'Activités Economiques

4- Direction Architecture et Bâtiments

Objectifs

- Conduite des projets de construction et d'aménagement des équipements structurants communautaires
- Entretien, maintenance et gestion du patrimoine de la C.A.S.A. afin d'assurer la continuité de fonctionnement des services tout en améliorant l'environnement de travail des agents et usagers de la collectivité
- Plateforme multi-services : aide et support techniques aux Communes

Projets

- Reconstruction de l'espace Bien Etre de Nautipolis suite à l'incendie
- Début des travaux d'extension de Nautipolis avec la construction d'un deuxième bassin

- Début des travaux de réhabilitation de la Galerie Madoura
- Travaux de démolition des logements acquis par la CASA dans le cadre des aménagements de la Brague contre les risques d'inondation
- Réflexion sur la création d'un CT Eau-Assainissement

Perspectives 2021-2025

- Poursuivre la mise en place d'outils collaboratifs pour répondre aux nouveaux enjeux (travail à distance, gestion de patrimoine...)
- Mise en œuvre du « Décret Tertiaire » relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire.

5- Politique de l'habitat et Logement

Objectifs

- Poursuivre les actions menées dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (2020-2025)
- Poursuivre le développement d'une offre de logement adaptée pour répondre à la diversité croissante des besoins
 - Développer l'offre locative sociale ainsi que l'accession sociale à la propriété en s'appuyant sur la délégation des aides à la pierre (2021-2026), en mobilisant les aides financières CASA et en confortant le partenariat avec les bailleurs sociaux
 - Poursuivre la mise en œuvre du Plan « Logement d'Abord » pour mieux répondre aux besoins des personnes sans-abris et mal logées
- Accompagner la rénovation énergétique des logements du parc locatif social et du parc privé
- Poursuivre la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et de la Convention Intercommunale d'Attribution
- Poursuivre les actions menées dans le cadre de la compétence accueil des gens du voyage et la gestion des aires d'accueil

Perspectives 2021-2026

- Accompagner les communes dans le développement de l'offre locative sociale pour répondre aux objectifs du PLH et de la délégation des aides à la pierre (2021-2026)
- Promouvoir l'offre en accession à la propriété sur le territoire
- Mettre en œuvre le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC)
- Mettre en place le système de cotation de la demande de logement social et mettre en œuvre la gestion en flux
- Mettre en œuvre les nouvelles règles de financement dans le cadre de la rénovation énergétique du parc public

- Soutenir le développement d'une offre dédiée aux femmes victimes de violence et mener à bien la restructuration du Mas Saint Vincent
- Assurer le suivi post-fusion du bailleur social SAH

6- Cohésion sociale

Objectifs :

- Poursuivre l'exécution de la gouvernance du Contrat de Ville CASA 2015-2022 en direction du quartier prioritaire de Vallauris
- Maintenir le soutien financier apporté aux opérateurs sur l'ensemble du territoire CASA en faveur de :
 - **La prévention de la délinquance**
 - **L'accès au droit et le soutien aux familles** : particulièrement, prévention des violences conjugales et soutien au fonctionnement des Maisons de Services au Public dans la perspective de l'obtention de nouveaux labels « Maison France service »
- Développer le soutien aux actions en faveur de l'emploi et l'insertion par l'économie : poursuite de la mise en œuvre d'un PLIE. Soutien à la Mission Locale Antipolis et aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE). L'attention sera dirigée sur l'impact des projets concernant la mise à l'emploi durable

Perspectives :

- Poursuivre les actions en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes et plus généralement les violences de genres. Participer à un mode de réponse efficace pour leur prévention
- Sur les 2 années supplémentaires de déploiement des contrats de ville (jusqu'en 2022), faire évoluer la mise en œuvre des actions en direction des quartiers prioritaires de Vallauris conformément aux constats issus du bilan partagé réalisé en 2019
- Une attention particulière sera portée aux projets favorisant l'accès et la maîtrise des outils numériques

7- Politique de lecture publique

Objectifs

Le projet scientifique, culturel, pédagogique et social (P.C.S.E.S.) adopté le 1^{er} avril 2019 par le Conseil Communautaire, définit les grandes orientations stratégiques et opérationnelles du développement du réseau des médiathèques communautaires sur la période 2019-2023, à travers 5 objectifs :

1. Renforcer l'attractivité des médiathèques
2. Développer et valoriser les collections sur tous supports
3. Accompagner la population dans la maîtrise des outils numériques
4. Proposer des services de lecture publique sur l'ensemble du territoire
5. Favoriser l'accès à la connaissance, en particulier pour les jeunes publics

Perspectives

- Mise en œuvre d'un contrat territoire lecture avec l'Etat
- Déploiement d'une Ideas Box, médiathèque en kit de 100 m² nomade sur le territoire afin de proposer un service de lecture publique de façon cyclique dans le Haut Pays et en quartier prioritaire
- Harmonisation et élargissement des horaires d'ouverture des médiathèques communautaires

8- Aménagement du territoire

Objectifs

- Déterminer un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles au travers du SCOT valant PCAET en cours d'élaboration
- Mettre en œuvre les grands projets d'aménagement et la gestion des ZAE
- Poursuivre la politique foncière en faveur de la production de logements, d'activités économiques et de préservation de l'environnement

Projets

- Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : réalisation du diagnostic et adoption de la trame verte, bleue et noire
- Etudes en vue de la conception du Pôle Innovation
- Poursuite des projets de développement sur la technopole Sophia Antipolis et de la démarche « Quartier Durable »
- Réalisation d'opérations d'aménagement des ZAE en veillant à leur performance environnementale et énergétique (secteur de la Sarrée)

9- Agriculture

Objectifs

- Conforter les espaces et les activités agricoles sur le territoire ;
- Remobiliser du foncier agricole
- Soutenir la dynamique d'installation d'exploitations.
- Agir pour développer l'alimentation locale notamment au travers d'un projet alimentaire territorial ;

Projets

- Remboursement des travaux des communes de défrichement et clôtures via le FEADER « Préservation du foncier agricole »
- Réalisation d'études pour l'installation d'une légumerie à Châteauneuf
- Etudes et animation foncière avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et autres partenaires pour le développement de projets agricoles et l'implantation de nouveaux exploitants

- Accompagnement de porteurs de projets dans les Espaces Tests Agricoles
- Soutien des projets des associations agricoles
- Promotion des agriculteurs locaux via une application

10- Développement Economique et Economie de Proximité

Objectifs

- Commerce et économie de proximité : accompagner les créateurs-repreneurs d'entreprise et les chefs d'entreprises dans leurs projets de développement

Perspectives 2021-2025

- Financer les structures d'accompagnement à la création-reprise d'entreprises (IASA, ADIE)
- Elaborer et mettre en place une offre de services d'accompagnement des créateurs-repreneurs d'entreprises : permanences-conseils, petits-déjeuners, suivi des entreprises ayant bénéficié d'un prêt « Covid Résistance »
- Gérer la pépinière d'entreprises Starteo

11- Technopole Sophia Antipolis

Objectifs

- Réviser la Charte de Sophia en définissant avec l'écosystème la nouvelle vision de la technopole pour les années à venir
- Connaître et soutenir les entreprises dans leurs projets de développement (création, reprise, export, investissements, innovation...)
- Renforcer l'attractivité et la visibilité de la technopole aux niveaux national et international
- Créer un environnement favorable au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche publique / privée
- Accompagner les démarches structurantes telles que le 3IA, la filière automobile connectée, etc.

Perspectives 2021-2025

- Pilotage de la démarche « Sophia Vision » pour définir les perspectives de la technopole
- Structuration et animation de filières stratégiques (I.A, Automotive, Biotechnologies, Bluetech/Yachting, etc.)
- Développement exogène : prospection d'entreprises par l'agence de développement Team Côte d'Azur (focus France et Europe), soutien au développement international des entreprises avec présence sur les salons internationaux (Salon CES, VIVATECH, etc.), selon des modalités adaptées au contexte sanitaire
- Promotion de la nouvelle offre immobilière et d'aménagement (MIPIM, SIMI)
- Participation à la structuration du Pôle de l'Innovation

- Organisation de la 6^{ème} édition du Village des Sciences et de l'Innovation et de la 4^{ème} édition du *Sophl.A Summit*
- Poursuite de l'accompagnement des entreprises et acteurs présents au sein du Business Pôle
- Renforcement de la stratégie de promotion de Sophia Antipolis : développement d'une maquette 3D, version anglaise du site web de la technopole, actions de communication (presse et réseaux sociaux) et e-réputation
- Suivi du portefeuille des entreprises de la technopole

12- Environnement et Développement durable

Objectifs

- Poursuivre l'engagement du territoire vers la transition énergétique et la croissance durable
- Mettre en œuvre une politique de développement durable à l'échelle du territoire
- Poursuivre les actions de sensibilisation et d'information à l'environnement
- Développer des partenariats avec les acteurs locaux de l'environnement et du DD

Projets

- Poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Durable « CASA'Venir » et du PCET Ouest
- Elaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) CASA intégré au SCOT et du PCAET Ouest
- Adhésion à AtmoSud, association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air
- Renforcement du réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques WiiiZ : et exploitation et maintenance du réseau WiiiZ
- Poursuite des programmes pédagogiques et de sensibilisation : *Activ' ta terre*, *Watty à l'école*
- Poursuite du programme grand public CASA Nature
- Communication et sensibilisation sur l'environnement
- Soutien des projets associatifs
- Adhésion au Parc Naturel Régional de Préalpes d'Azur

13- Paysage et espaces naturels

Objectifs

- Préserver la biodiversité et les milieux, assurer la circulation des espèces
- Concilier au mieux la préservation des espaces naturels remarquables avec les différents usages et projets
- Promouvoir les actions en faveur de la biodiversité et de la richesse paysagère
- Agir contre les atteintes à la biodiversité locale, notamment par la lutte contre les espèces invasives

Projets

- Adoption de la Trame Verte, Bleue et Noire et intégration au SCOT en cours d'élaboration
- Diffusion et promotion au grand public et aux professionnels la Palette Végétale CASA
- Animation et sensibilisation des 3 sites « Natura 2000 » Préalpes de Grasse, Rivière et Gorges du Loup et Dôme de Biot : 40 k€
- Installation de panneaux d'information dans les sites Natura 2000 : 6 k€
- Lutte contre les espèces invasives : frelon asiatique, charançon rouge, etc. : 45 k€

14- Fonds et Offres de concours

Chiffres-clé de 2020

- 27 fonds de concours d'équipements attribués pour un montant de participation CASA de 1 076 013,80 €
- 3 fonds de concours au titre du foncier agricole votés pour un montant de participation CASA de 13 841,00 €

Objectifs

- Poursuivre le versement des fonds de concours attribués aux communes
- Accompagner les communes dans la constitution de leurs dossiers de fonds de concours

Prospective 2021

- 84 appels de fonds sollicités par les communes pour un montant prévisionnel de versements de 7 727 543,09 €

15- Subventions

Objectifs

- Accroître le niveau des recettes de subventions suite à la crise sanitaire

Chiffres-clés de 2020

- 14 dossiers déposés auprès des partenaires financeurs pour un montant de 5 912 390,00 € d'aides publiques
- 3 999 059,35 € de recettes effectivement perçues en 2020 en cofinancement des politiques de la CASA

Prospective 2021

- Poursuivre les partenariats financiers avec l'Etat et les autres organismes institutionnels dans le cadre des dispositifs existants
- Contractualiser avec l'Etat et les partenaires publiques pour la mise en œuvre des dispositifs du plan « France relance » (contrat d'avenir, contrat de territoire, appels à projets déconcentrés et européens)

- 39 demandes de versement de subventions pour un montant prévisionnel de recettes à percevoir de 5 376 042,64 €

III.3.2.2- Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus »

Transport urbain, scolaire et à la demande

- Restructuration du réseau Envibus suite à la concertation publique et à la création d'un comité des partenaires
- Poursuite de l'amélioration du service rendu aux usagers : de la digitalisation pour améliorer la relation clientèle, la communication de l'offre, suivi en temps réel des lignes scolaires
- Mise en service progressive de bus « propres »

Le bus-tram « Antibes Sophia Antipolis »

- Travaux neufs de la voie du bus-tram, des réseaux enterrés et de requalification de l'espace public sur la Route de Grasse à Antibes
- Négociations foncières et études sur la RD35 à Antibes

III.3.2.3- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

Objectifs

- Mise en œuvre des grands projets de voirie dans le cadre des Zones d'Activités Economiques ou de la politique de mobilité durable

Projets

Gestion des voiries situées dans les zones d'activités économiques :

- Entretien courant et maintenance des voiries communautaires
- Obligations légales de débroussaillage : priorisation des mesures à mettre en œuvre
- Négociations foncières et études du projet de voirie portant notamment sur le chemin de St Claude à Antibes
- Etudes et Travaux neufs de voirie permettant d'accompagner le développement des ZAE

III.3.2.4- Budget Annexe « GeMAPI »

Objectifs

- Consolider la politique de gestion des risques d'inondation de la CASA, dans ses dimensions préventives et opérationnelles : entretien des vallons et réseaux, études et travaux de protection contre les risques, réduction de la vulnérabilité des biens, accompagnement de l'aménagement du territoire, assistance à la gestion de crise, etc.

Projets

- Etendre les schémas directeurs des eaux pluviales et des ruissellements, accompagner les communes dans leurs grandes opérations d'urbanisme ;
- Finaliser les plans de gestion pour l'entretien des réseaux pluviaux et des vallons, et les DIG sur les parties privées d'intérêt général ;
- Poursuivre les actions des PAPIs et le programme de requalification et renaturation de la plaine de la Brague, notamment la démolition du hameau de la Brague et l'étude des ZEC, le plan-guide et son cœur de Nature, les acquisitions foncières, le COPIL buses de l'A8, etc.
- Suivre les études et travaux confiés au SMIAGE : études pré-opérationnelles Brague, pièges à embâcles à Biot et Antibes, bassins Issourdadou à Vallauris, Malvan, etc.
- Préparer et lancer les chantiers de protection contre les ruissellements : bassins du Haut Sartoux à Valbonne, bassin square Cerutti à Antibes, ouvrages hydrauliques des Maurettes à Villeneuve-Loubet, etc.
- Développer les diagnostics de réduction de la vulnérabilité des personnes, habitations, entreprises et ERP exposés aux risques d'inondation, cofinancés par les « Fonds Barnier » (dispositif CAS'ALABRI);
- Assister les communes pour la gestion des crises inondation : surveillance météorologique, dispositif radio, supports de communication et d'information, etc.

Perspectives 2021-2025

- Travailler sur un schéma directeur de réaménagement des ouvrages littoraux en coordination avec les communes ;
- Préparer le PAPI 3 sur la base des études hydrauliques et des analyses multicritères sur le Loup, la Brague et les vallons côtiers (Maïre, Laval, etc.),

III.3.2.5- Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal »

Objectifs

- Développer et diversifier les activités de l'Office de Tourisme Intercommunal;
- Mettre en œuvre la stratégie d'accueil et de promotion touristique communautaire
- Contribuer à la gouvernance et aux projets de diversification des activités de la station de montagne de Gréolières-les-Neiges
- Maintenir et renforcer l'attractivité du territoire en développant les actions de promotion touristique dans le cadre de la stratégie tourisme communautaire;

III.3.2.6- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Eau »

Objectifs

- Améliorer la connaissance des réseaux, structures et besoins du territoire par le lancement d'un schéma directeur d'adduction d'eau potable
- Améliorer le rendement des réseaux par le renouvellement des canalisations et des campagnes accrues de recherches de fuites
- Mise en place d'une supervision sur les réservoirs et les organes de production des communes en régie, afin d'optimiser le service et le traitement de l'eau potable
- Lancer les études nécessaires à la mise en œuvre de la décarbonatation de l'eau sur la production du champ captant des Pugets

Perspectives 2021-2025

- Développer la télérelève des compteurs abonnés sur les communes et optimiser la mise en place de compteur de sectorisation afin d'améliorer la recherche de fuite et les rendements de réseaux
- Sécuriser la production et la distribution par la mise en place d'un plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE)
- Déployer les actions demandées dans le cadre des plans de gestion de la ressource en eau (PGRE Loup-Cagnes)

III.3.2.7- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Assainissement »

Objectifs

- **Amélioration des connaissances patrimoniales et des performances environnementales des réseaux d'eaux usées**
 - Mise à jour des plans,
 - Mise en place de l'autosurveillance et du diagnostic permanent,
 - Lutte contre la production d'H₂S,
 - Renforcement de réseaux.
- **Protection des eaux de baignade et des milieux récepteurs**
 - Mise en conformité des stations d'épuration non conformes,
 - Suppression des rejets polluants engendrés par les eaux parasites (issues des erreurs de branchement et du ruissellement d'eau de pluie vers le réseau d'eaux usées),
 - Réhabilitation de canalisations anciennes,
 - Incitation à la mise en conformité des systèmes d'assainissement individuels.

Projets

- Acquisition d'équipements de surveillance (débitmètres, préleveurs d'échantillons, etc.), renouvellement du poste de supervision (et extension au territoire géré en régie), campagnes de levés topographiques

- Mise en place de nouveaux systèmes de lutte contre les nuisances olfactives et la production d'H₂S (injection de nitrate de calcium)
- Renouvellement des réseaux : Antibes (secteurs 3 du Bus-Tram), Villeneuve-Loubet (RD6007), La Colle-sur-Loup (rue de la Victoire, Bd Roubert), Biot (Impasse cul-de-sac)
- Réhabilitation des réseaux anciens et études d'extension de réseau : Biot (Quartier de la Brague), Antibes (Av. des Pins du Cap, Av. Aimé Bourreau), Caussols (ch. de l'Eglise), Roquefort-les-Pins (Quartier de la Colombière), Tourrettes-sur Loup (Route de Grasse)
- Reconstruction des stations d'épuration de Gourdon et Gréolières-les-Neiges et mise en conformité de la station de Bar-sur-Loup

IV- Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

• Les effectifs de la CASA depuis 2017

	2017	2018	2019	2020
Effectifs total (emplois permanents)	575	575	574	651
Dont créations d'emplois	11**	44***	5****	80*****
Dont suppressions d'emplois	0**	44***	6****	3*****

****2017**, les créations d'emplois sont liées au développement des missions prioritaires notamment dans le domaine du développement économique, de la communication, de la cohésion sociale, de la gestion et maintenance du patrimoine, mais aussi à l'engagement de la CASA de pérenniser les emplois aidés.

*****2018**, les créations d'emplois sont liées à la prise de nouvelles de compétences et aux transferts obligatoires des agents affectés sur ces compétences :

- 9 postes pour la compétence promotion touristique,
- 31 postes pour la compétence de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,

Les créations d'emplois sont également liées aux missions nouvelles dans le domaine du développement économique et voirie grands projets (4 postes).

Les suppressions d'emplois intervenues en 2018 sont la conséquence du transfert des agents de déchetteries et de l'unité « action communication » (ADT) vers le syndicat UNIVALOM (44 postes). Ces suppressions ont pour conséquence de maintenir l'effectif total de 2018 à celui de 2017.

******2019**,

Les créations d'emplois sont liées à la prise de nouvelle compétence (1 poste pour la GEMAPI) mais également liées à des missions prioritaires comme les enlèvements des ordures ménagères (3 postes pour la DEN) et 1 poste à la DRH d'assistante sociale pour palier à la fin du marché du prestataire et offrir plus de proximité aux agents,

Les suppressions d'emplois intervenues en 2019 sont la conséquence de réorganisations de services (6 postes)

*******2020**,

Les créations d'emplois sont liées aux transfert de compétences Eau Potable et Assainissement (créations de 79 postes dont 55 agents transférés) et à la création d'un poste de Responsable de gestion pour la Direction GEMAPI et Eaux Pluviales,

3 suppressions de postes, à savoir 1 chargé(e) de développement thématique – directeur(trice) de projet de l'action cœur de ville, 1 responsable de gestion en charge de la promotion touristique et 1 agent logistique à la Direction de la Lecture Publique; ces 3 missions sont désormais sans objet, les besoins n'étant plus justifiés.

- **Etat prévisionnel des transferts de compétences**

Depuis l'année 2017, l'effectif de la CASA a évolué au fil des transferts de compétences obligatoires vers les agglomérations énoncés dans la loi dite « NOTRe » :

En 2017 :

- Préparation du transfert des compétences « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) » et « Eaux Pluviales »
- Préparation du transfert de la compétence « Promotion du Tourisme »
- Étude sur le transfert de la compétence « Gestion des Zones d'Activité Economique (ZAE) »

En 2018:

- Transfert effectif des personnels des compétences GEMAPI et Eaux Pluviales ⇒ 31 postes créés dont 23 transferts et 8 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLETC
- Transfert effectif des personnels de la compétence promotion du tourisme ⇒ 9 postes créés dont 6 transferts et 3 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLETC
- Transfert effectif des personnels des déchetteries et de l'unité action communication de la direction EnviNet vers UNIVALOM ⇒ 40 postes supprimés.

En 2019 :

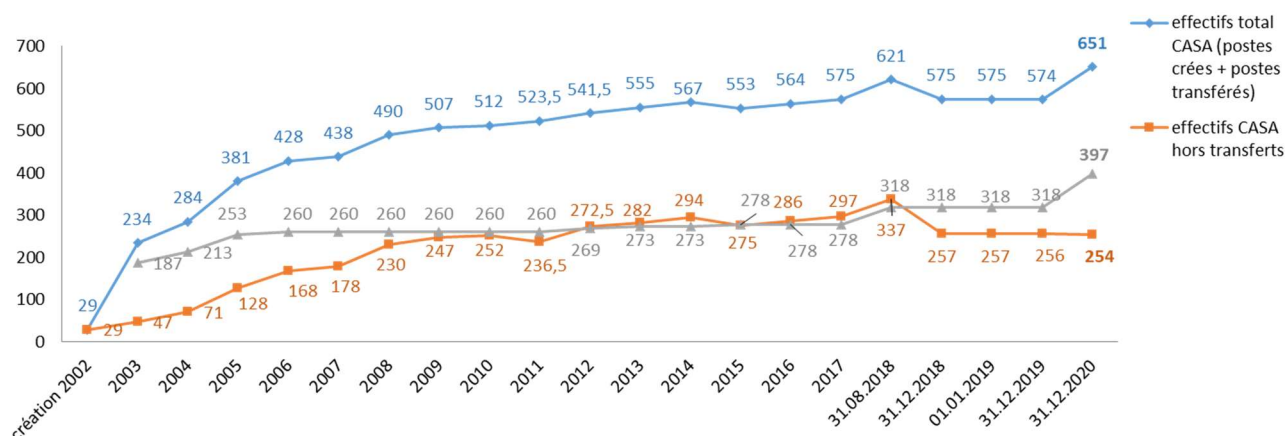
- préparation du transfert des compétences « Eau Potable » et « Assainissement Collectif »

En 2020 :

- transfert effectif des personnels des compétences « Eau Potable » et « Assainissement Collectif » ⇒ 79 postes créés dont **55 transferts**

Objectif 2021 : maîtrise de la masse salariale

- **Evolution de l'effectif depuis la création de la CASA (selon date de délibération)**



	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	31.08.2018	31.12.2018	01.01.2019	31.12.2019	31.12.2020
Effectifs créés hors transferts	29	18	24	57	40	10	52	17	5	11,5	9	9,5	12	-19	11	11	6	-40 (9)	-40 (9)	-1	-2
Effectifs cumulés hors transferts	29	47	71	128	168	178	230	247	252	263,5	272,5	282	294	275	286	297	303	257	257	256	254
Effectifs transférés	0	187 (1)	26 (2)	40 (3)	7 (4)	0	0	0	0	0	9 (5)	4 (6)	0	5 (7)	0	0	40 (10)	40 (10)	40 (10)	0	79 (11)
Effectifs transférés cumulés	0	187	213	253	260	260	260	260	260	260	269	273	273	278	278	278	318	318	318	318	397
Effectifs inscrit au tableau des effectifs	29	234	284	381	428	438	490	507	512	523,5	541,5	555	567	553 (8)	564	575	621	575	575	574	651

- (1) Transferts déchets (170) + transport (17)
- (2) Transfert politique de la ville (26)
- (3) Transferts logement (2) + médiathèque (38 Antibes)
- (4) Transferts logement (6) + médiathèque (1 Valbonne)
- (5) Transferts médiathèque (4 Villeneuve-Loubet) + SIVOM déchets haut-pays (5)
- (6) Transfert médiathèque (4 Biot)
- (7) Transfert contrat de ville Vallauris (5)
- (8) Suppression 28 postes DRE (départ au privé)
- (9) Suppression postes déchetteries et ADT (départ vers UNIVALOM)
- (10) Transferts GEMAPI + Tourisme
- (11) Transferts Assainissement et Eau Potable (55 + 24)

• **Répartition des effectifs au 31 décembre 2020 par catégorie**

FILIERES	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	EMPLOIS PRIVES	TOTAL 2020	TOTAL 2019	Evolution 2020/ 2019
Administrative	46	40	92	-	178	167	+11
Technique	36	43	251	-	330	277	+53
Sociale	6	9	0	-	15	15	=
Animation	0	3	4	-	7	8	-1
Culturelle	6	22	60	-	88	88	=
Emplois privés	-	-	-	33	33	19	+14
TOTAL	94	117	406	33	651	574	+77

Par rapport à l'année 2019, la CASA compte 11 agents de plus dans la filière administrative, 53 de plus dans la filière technique, 1 de moins dans la filière « animation » et 14 de plus dans les emplois privés.

• **Les dépenses réelles de la CASA au Chapitre « 012 » depuis 2018 :**

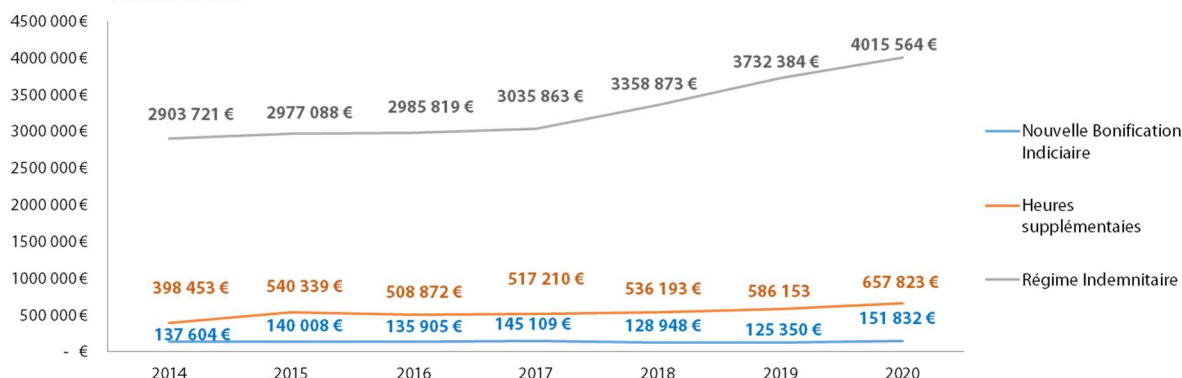
Les variations de dépenses sont liées, soit à des évolutions de périmètre (compétences ou missions nouvelles), soit à des dépenses contraintes (évolution de la réglementation).

	2019		2020				2021		
	CA 2019	BP 2020	CA 2020	Solde BP 2020	Evolution CA 2020/CA 2019 en %	BP 2021	Evolution BP 2021/BP2020 en %	Evolution BP 2021/CA 2020 en %	
Budget Général	21 757 832,00 €	23 962 090,00 €	22 695 078,00 €	1 267 012,00 €	4,3% (3% hors ABS et dépenses Covid 19)	23 375 929,00 €	-2,45%	2,99%	
CASA hors DEN	13 345 536,00 €	15 175 290,00 €	14 062 324,00 €	1 112 966,00 €	5,4%	14 484 193,00 €	-4,55%	2,99%	
DEN	8 412 296,00 €	8 786 800,00 €	8 632 754,00 €	154 046,00 €	2,6%	8 891 736,00 €	1,19%	2,99%	
BART	3 912 777,00 €	3 568 728,00 €	3 477 823,00 €	90 905,00 €	-11,1%	3 552 401,00 €	-0,46%	2,1%	
OTI	377 014,00 €	467 047,00 €	386 723,00 €	80 324,00 €	2,6%	423 140,00 €	-9,40%	9,4% (différence fermeture BIT 2020 Covid 19)	
GEMAPI	1 302 902,00 €	1 606 243,00 €	1 392 310,00 €	213 933,00 €	6,9%	1 660 413,00 €	3,37%	19% (dans le cadre du transfert, création équipe haut-pays)	
Staréo	131 676,00 €	120 339,00 €	90 553,00 €	29 786,00 €	-31,2%	139 383,00 €	15,83%	55% (poste vacant pourvu en 2020)	
Eau Potable		1 573 824,00 €	976 937,00 €	596 887,00 €	nouvelle compétence au 01/01/2020	1 223 602,00 €	-22,25%	25% (recrutement 6 postes/11 dans le cadre du transfert)	
Assainissement		2 772 170,00 €	2 564 467,00 €	207 703,00 €	nouvelle compétence au 01/01/2020	2 720 411,00 €	-1,87%	6,1% (recrutement 2 postes/11 dans le cadre du transfert)	
TOTAL BUDGETS	27 482 201,00 €	34 070 441,00 €	31 583 892,00 € (28 042 488€ hors nouvelles compétences)	2 486 549,00 €	14,9% (2,03% hors nouvelles compétences)	33 095 279,00 €	-2,86%	4,80%	

- **Les dépenses de la CASA au Chapitre « 012 » depuis 2014**

Coût salarial des éléments de rémunération hors traitement indiciaire

Les chiffres de 2020 tiennent compte du transfert des compétences Eau et Assainissement et de l'augmentation de l'effectif de 13%



Par rapport à 2019, la CASA constate en 2020 une augmentation de 10,2% des dépenses liées aux éléments variables de la rémunération (régime indemnitaire, heures supplémentaires et nouvelle bonification indiciaire). Cette évolution s'explique par l'augmentation de l'effectif de la CASA au 1^{er} janvier 2020 notamment par le transfert de personnel des compétences Assainissement et Eau Potable.

- **Harmonisation du temps de travail**

Le temps de travail effectif à la CASA est de 1607 heures annuel ; cependant, au titre de la pénibilité, certains agents bénéficient d'un temps de travail dérogatoire fixé à 1547 heures par an.

Tps tvl annuel	Tps tvl hebdo	Affectations (liste non exhaustive)	Agents concernés au 31 décembre 2020
1607h par an	38h45	Agents du siège, collecte sélective- DEN, médiathèque- DLP,...	447 agents (69%)
	37h30	Accueil du siège et du CT Envinet, Antenne de justice- DCS, Prévention- DCS, Trait d'Union- DCS, contrôle, DRE...	
	37h00	Chargé de clientèle- DRE	
	36h30	Agents de médiathèque- DLP	
	35h00	Agents du siège sans RTT, ...	
1547h par an	37h00	Contremaitres- DEN	204 agents (31%)
	36h00	Agents d'entretien- GEMAPI	
	35h00	Encombrants, DEN	
	34h15	Collecte OM- DEN	

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 22/02/2021
Numéro : CC_2021_017
Nature : DE - Deliberations
Objet : Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2021
Matière : 7.10 - Divers

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Zs1uIyV

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2021
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC_2021_017-DE

Acte reçu

Date : 22/02/2021
Numéro interne : CC_2021_017
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : DÃfÃ©bat d'Orientation BudgÃ©taire de l'annÃ©e 2021
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210222-CC_2021_017-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_017-DE-1-1_2.PDF

N